



Royaume des Pays-Bas



BURKINA FASO
Unité-Progrès-Justice

RAPPORT FINAL

**PROJET « PROMOTION DE L'ACCES DES FILLES
A UN SYSTEME EDUCATIF ET DE FORMATION
PROFESSIONNELLE DE QUALITE DANS LES
REGIONS DU SAHEL, DU NORD, DE L'EST ET DU
CENTRE NORD DU BURKINA FASO
(PROMESSE-FP) »**



Centre d'Etudes, de Recherches et de Formation
pour le Développement Economique et Social

02 BP 5472 Ouagadougou 02

Tel: +226 25 35 82 09

Tel Cel: +226 78 04 04 25

+226 70 15 14 11

+226 78 36 14 19

**Email : contact@cerfodes.org
yyaro72@gmail.com**

Site Web : www.cerfodes.org

Janvier 2022

TABLE DES MATIERES

LISTE DES TABLEAUX	5
LISTE DES GRAPHIQUES.....	6
ACRONYMES.....	8
RESUME.....	11
1. GENERALITES SUR LE PROJET « PROMESSE FP	20
1.1. Contexte	20
1.2. Approches du projet	21
1.3. Partenaires du consortium et synergie avec d'autres acteurs.....	22
2. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE.....	26
2.1. Phase 1 : La préparation de la mission	26
2.1.1. Rencontre de cadrage avec production du rapport de cadrage	26
2.1.2. Revue documentaire.....	26
2.2. Phase 2 : La collecte de données primaires.....	27
2.2.1. Collecte de données qualitatives.....	27
a. Première collecte des données.....	27
b. Deuxième collecte des données.....	28
2.2.2. Collecte de données quantitatives.....	29
a. Première collecte des données	29
b. Deuxième collecte des données.....	31
2.3. Phase 3 : Le traitement, l'analyse et la production du rapport	31
3. RESULTATS DE L'ETUDE DE BASE	32
3.1. Caractéristiques générales des données collectées.....	32
3.1.1. Caractéristiques socioéconomiques des populations enquêtées	32
3.1.2. Caractéristiques géographiques	37
3.1.3. Caractéristiques démographiques	39
3.2. Sources et gestion des revenus	40
3.2.1. Capacité actuelle sur le plan du revenu.....	40
3.2.2. Formation sur la gestion des revenus et éducation financière.....	45
3.2.3. Mise en place d'Association villageoises d'épargne et de crédit (VSLA/AVEC). 46	
3.3. Compétences de vie et éducation sociale	50
3.3.1. Concept de soi et de conscience de soi	50
3.3.2. Autogestion de soi.....	52



3.3.3. Compétences relationnelles et de communication	54
3.4. Éducatons et formation professionnelle.....	56
3.4.1. Éducatons.....	56
3.4.2. Formation professionnelle	57
3.4.3. Proposition des localités pour la réalisation des centres de formations professionnels au profit des femmes et des filles.....	58
a. Région du Centre Nord	58
b. Région du Nord	60
c. Région de l'Est.....	61
d. Région du Sahel.....	63
3.5. Inclusion financière et entrepreneuriat	64
3.6. Gestion de la santé sexuelle et reproductive (SSR).....	68
3.6.1. Connaissances sur la santé sexuelle et reproductive (SSR)	68
3.6.2. Attitude sur l'usage des méthodes contraceptives	70
3.7. Violences basées sur le genre (VBG).....	72
3.8. Cadre pour le suivi des indicateurs.....	77
4. ORIENTATION GENERALE SUR LES ACTIONS A MENER DANS LES LOCALITES D'INTERVENTIONS DU PROJET PROMESSES-FP	79
4.1. Potentiels partenaires du projet et synergie d'action	79
4.2. Proposition de localités pour la réalisation et la réhabilitation de centres de formation professionnelle	81
4.3. Orientation sur le cadre logique du projet	83
4.3.1. Orientation sur l'Outcom 1	85
4.3.2. Orientation sur l'outcome 2	88
4.3.3. Orientation sur l'outcome 3.....	89
4.3.4. Orientation sur l'outcome 4.....	93
CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS	94
BIBLIOGRAPHIE	97
ANNEXES.....	98
Annexe 1 : Outils de collectes de données quantitatives	98
Annexe 2 : Outils de collectes de données qualitatives.....	118
Annexe 4 : Liste des communes d'interventions du projet PROMESSES-FP.....	135
Annexe 5 : Outils de collecte de données pour la phase 2 de la collecte des données	136
Annexe 6 : Liste des partenaires du projet PROMESSES-FP et possibilités de synergies.....	151



Royaume des Pays-Bas



Annexe 7 : Cadre de suivi des indicateurs du projet PROMESSES-FP	174
Annexe 8 : Répertoire des centres de formations professionnelles	178
Annexe 9 : Présentation de quelques résultats de l'étude.....	200



LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Nombre d'entretiens semi-structuré individuel à réaliser	28
Tableau 2 : Nombre total de ménages par région.....	29
Tableau 3 : Répartition des enquêtés en fonction du niveau d'instruction, l'âge et le sexe....	35
Tableau 4 : Répartition des personnes vivants avec un handicap par sexe et par tranche d'âge	37
Tableau 5 : Niveau d'appréciation de la réalisation de centre formation professionnels dans la région du Centre Nord	58
Tableau 6 : Niveau d'appréciation de la réalisation de centre formation professionnels dans la région du Nord	61
Tableau 7 : Niveau d'appréciation de la réalisation de centre formation professionnels dans la région de l'Est	62
Tableau 8 : Niveau d'appréciation de la réalisation de centre formation professionnels dans la région du Sahel	63
Tableau 9 : Cadres des Indicateurs du projet PROMESSES-FP à l'étude de base	78
Tableau 10 : Liste des partenaires potentiels sur le terrain	79
Tableau 11 : Liste des filières porteuses par région.....	80
Tableau 12 : Proposition de localités pour la réalisation et la réhabilitation de centres de formation professionnelle	81
Tableau 13 : Proposition sur les outcomes du projet	84
Tableau 14 : Proposition de réalisation sur l'outcome 1 par année et par commune	86
Tableau 15 : Répartition des indicateurs du outcome 2	88
Tableau 16 : Répartition des indicateurs du outcome 3	90
Tableau 17 : Nombre d'entretiens individuels approfondis réalisés dans les quatre (04) régions	200
Tableau 18 : Nombre de focus groups réalisés dans les quatre (04) régions	201
Tableau 19 : Répartition des enquêtés par région et statuts	202
Tableau 20 : Répartition du nombre d'individus à enquêter par commune	203



LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Profession des répondants selon le statut de résidence (PDI et Hôtes)	32
Graphique 2 : Répartition des enquêtés par statut selon leur niveau d'instruction	34
Graphique 3 : Personnes vivant avec un handicap par statut.....	36
Graphique 4 : Milieu de résidence des enquêtés par région	38
Graphique 5 : Répartition des répondants selon la tranche d'âge et le sexe	39
Graphique 6 : Répartition des enquêtés selon le sexe et le statut.....	39
Graphique 7 : Statut des répondants par région	40
Graphique 8 : proportion des personnes menant une AGR par région	41
Graphique 9 : Proportion des personnes menant une AGR selon le statut et le sexe.....	41
Graphique 10 : Individus ayant des AGR et qui ont reçu une subvention	42
Graphique 11 : Niveau d'appréciation du montant reçu selon le statut	42
Graphique 12 : Secteur d'investissement de la subvention par statut et par sexe.....	43
Graphique 13 : Types de formations reçues selon les tranches d'âge	45
Graphique 14 : Types de formations reçues selon le sexe.....	46
Graphique 15 : Niveau d'existence des AVEC par Commune	47
Graphique 16 : Niveau d'adhésion des populations aux Associations villageoises d'épargnes et de crédits.....	48
Graphique 17 : Facteurs explicatifs de l'adhésion des populations aux AVEC, selon le statut	49
Graphique 18 : Proportion des enquêtés ayant pu dire leurs deux (02) points forts personnels en 10 secondes.....	51
Graphique 19 : Proportion des enquêtés ayant pu donner leurs deux (02) points faibles ou domaines à améliorer en 10 seconde.....	52
Graphique 20 : Attitude des enquêtés lorsqu'ils se sentent frustrés ou stressés	53
Graphique 21 : Proportion des enquêtés ayant des objectifs bien fixés dans les études, dans le travail ou la vie personnelle	54
Graphique 22 : Proportion des enquêtés pouvant s'exprimer facilement et communiquer clairement avec la famille et les amis.....	55
Graphique 23 : Proportion des enquêtés ayant été capables de citer deux (02) façons d'écouter attentivement	55
Graphique 24 : Proportion des enquêtés actuellement inscrits à l'école.....	56
Graphique 25 : Age moyen d'abandon de l'école (en année révolu).....	56
Graphique 26 : Fréquence des enquêtés ayant bénéficiés d'une formation professionnelle.....	57
Graphique 27 : Proportion des enquêtés prête à suivre une formation professionnelle par localité..	58
Graphique 28 : Existence d'institutions financières ou de microfinances par région	65
Graphique 29 : Proportion des personnes ayant un compte dans une institution financière	65
Graphique 30 : Proportion des enquêtés détenant un compte auprès d'une institution financière formelle ou informelle.....	66
Graphique 31 : Types de comptes auprès des institutions financières formelles.....	66
Graphique 32 : Type de compte auprès des institutions financières informelles.....	67
Graphique 33 : Niveau d'accès au crédit	67
Graphique 34 : Secteur d'affectation du crédit obtenu par les enquêtés	68
Graphique 35 : Disponibilité des informations sur la santé sexuelle et reproductive par province	69
Graphique 36 : Connaissance sur la santé sexuelle et reproductive selon le statut (Fréquence sur les bonnes réponses).....	70



Royaume des Pays-Bas



Graphique 37 : Niveau d'utilisation des contraceptifs chez les jeunes sexuellement actifs	71
Graphique 38 : Types de méthodes contraceptives utilisées au cours des 6 derniers mois	72
Graphique 39 : Fréquence des formes de violences basées sur le genre subies par les femmes.....	75
Graphique 40 : Perception des populations sur les femmes victimes de violences qui recourent à la justice.....	76
Graphique 41 : Niveau d'existence dans la communauté de mécanismes (endroits ou personne(s)) pour le règlement des différends ou litiges.....	77

ACRONYMES

AGR	: Activité Génératrice de Revenu
ANFP	: Agence Nationale de la Formation Professionnelle
ANFP	: Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi
ARFA	: Association pour la Recherche et la Formation en Agroécologie
ATG	: Approche Transformatrice de Genre
AT3E	: Apprentissage, TIC, entrepreneuriat, éducation financière pour l'emploi
AVEC	: Association Villageoise d'Épargne et de Crédit
BCEAO	: Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest
CCEB	: Cadre de Concertation des ONG et Associations actives en Éducatons de Base au Burkina Faso
CEFORE	: Centre de formalités des entreprises
CEFP	: Centre Européen de Formation Professionnelle
CERFODES	: Centre d'Études, de Recherche et de Formation pour le Développement Économique et Social
CM/CSPS	: Centre Médical / Centres de Santé et de Promotion Sociale
CNPB	: Conseil National du Patronat Burkinabè
CNSMO	: Comité National de Suivi et de la Mise en Œuvre de la stratégie nationale et d'éducation financière
CONASUR	: Conseil National de Secours d'Urgence et de Réhabilitation
CQP	: Certificat de Qualification Professionnelle
CQB	: Certificat de Qualification de Base
CR	: Commune Rurale
CU	: Commune Urbaine
DSSR	Droits en Santé Sexuelle et Reproductive
EDUCO	: Fondation Éducation et Coopération
EFTP	: Enseignement et Formation Technique et Professionnelle

ERCC	: Centre de coordination de la réaction d'urgence
FAARF	: Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes
FP	: Formation Professionnelle
GND	: Général du Négoce et de la Distribution
IEC	: Information, Éducation et Communication
INSD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
MATDCS	: Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale
MENAPLN	: Ministère de l'Éducation Nationale, de l'Alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales.
MFSNFAH	: Ministère de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire
MJPEE	: Ministre de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi
OBC	: Organisations à Base Communautaire
OMS	: Organisation Mondiale de la Santé
ONG	: Organisation Non-Gouvernementale
PDI	: Personnes Déplacées Internes
PF	: Planification Familiale
PNAPF	: Plan National d'Accélération de la Planification Familiale
PROMESSE-FP	: Promotion de l'accès des filles à un Système Éducatif et de Formation Professionnelle de qualité dans les régions du Sahel, Nord, Centre-Nord, et Est du Burkina Faso.
REB	: Réseau d'Éducation de qualité par le Bi-plurilinguisme
RGPH	: Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SPSS	: Statistical Package for Social Sciences
SSR	: Santé Sexuelle et Reproductive
SSRAJ	: Santé Sexuelle et Reproductive des Adolescents et des Jeunes
STATA	: Software for Statistics and Data Science



Royaume des Pays-Bas



- TIC** : Technologies de l'Information et de la Communication
- UFC** : Union Fraternelle des Croyants de Dori
- VSLA** : Village Savings and Loan Association

RESUME

Le projet « Promotion de l'accès des filles à un Système Éducatif et de Formation Professionnelle de qualité dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord du Burkina Faso (PROMESSE-FP) », a été initié par le consortium SOLIDAR SUISSE-EDUCO-AFLATOUN international dans le but d'apporter une contribution à la résolution de certains problèmes et difficultés rencontrés par les jeunes en général et les filles en particulier. Le projet ambitionne d'améliorer l'accès des filles et des femmes des régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord du Burkina Faso à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité et à des revenus décents. Dans cette perspective, la réalisation d'une étude de base devrait permettre de disposer de données et d'indicateurs pour apprécier les progrès vers les résultats escomptés à la suite de l'intervention.

Au plan méthodologique, CERFODES a utilisé deux (02) types d'outils pour la collecte des données quantitatives et qualitatives, et cela en lien avec les domaines d'intervention du projet. Au niveau quantitatif, l'échantillon couvert est de 1202 personnes. C'est un échantillon représentatif de l'ensemble des zones d'intervention du projet PROMESSES-FP. Pour la collecte de données qualitatives, CERFODES a réalisé des entretiens individuels avec 43 informateurs clés et 24 focus groups. C'est l'analyse des données collectées qui permet d'obtenir les résultats suivants :

Sources et gestion des revenus et éducation financière

Au cours de cette enquête, il est apparu nécessaire de connaître les sources de revenus et les formations obtenues en matière de gestion des revenus. Ainsi les sources de revenus sont globalement définies comme toute provenance ou toute action, activité, emplois ou travail qui permettent à une personne physique ou morale d'avoir des revenus financiers. Quant à l'éducation financière elle consiste à donner à des personnes ou des groupes de personnes des formations ou des informations pour une gestion financière rentable ou optimale de leurs activités économiques.

- De manière globale, 35,1% des personnes enquêtées dans les quatre (04) régions ont déclaré qu'elles ont des AGR. Par région, ils sont 32,5% dans le Centre Nord, 31,4% à l'Est, 37,2% au Nord et 39,2% au Sahel.
- Parmi les personnes déplacées internes (PDI), 16,3% déclarent avoir reçu des subventions d'ONG, de structures publiques et privées, tandis que parmi les enquêtés de la communauté hôte, ils sont 15,1% à déclarer avoir reçu des subventions. Les moyennes des subventions reçues par les femmes (149 282 FCFA) et par les hommes (270 500 FCFA) présentent une différence très significative (presque double). Quant aux PDI les subventions obtenues sont très en deçà de celles des populations hôtes mais en plus la différence entre les hommes (105 000 FCFA) et les femmes (42 159 FCFA) est du simple au plus que double. Il y a donc une inégalité dans le soutien des populations par genre mais aussi par statut de résidents.



- En termes de gains obtenus à travers les AGR menées les PDI déclarent gagner en moyenne 15 567 FCFA par mois, alors que les membres de la communauté hôte gagnent en moyenne 42 290 FCFA, soit près de trois fois les gains des PDI.
- Parmi les enquêtés ayant bénéficié de formations pour les AGR, on observe que les formations obtenues étaient très diversifiées. Les PDI ont bénéficié de formations sur la gestion des revenus (37,5%) sur la gestion des stocks de produits (37,5%) sur la tenue de cahiers de recettes (12,5%) sur le marketing/présentation de produits (12,5%). Pour les personnes hôtes, ils sont plus de la moitié à avoir bénéficié de formations sur la tenue de cahiers de recettes (56,25%). C'est la formation phare comparativement à celles sur la gestion de stocks de produits (22,92%), le marketing/présentation de produits (18,75%) et sur la comptabilité de gestion (2,08%). Même si les populations cibles déclarent avoir bénéficié de formation il est nécessaire que cela soit renforcé par d'autres formations qui répondront aux activités que celles -ci opéreront de mener
- On note que l'existence des AVEC reste faible. En effet même si 14,22% et 13,78% des enquêtés des communes de Boulsa et de Kaya déclarent qu'il existe des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC) dans leurs localités, ils ne sont moins de 10% dans les autres localités comme Fada (9,5%), Ouahigouya (7,78%), Dori (7,33%) et Korsimoro (6,89%).

Compétences de vie et éducation sociale

La compétence de vie est la capacité pour un individu de prendre ses responsabilités ou d'assumer une situation par rapport à sa vie et à lui-même. Quant à l'éducation sociale, elle consiste à donner les rudiments de gestion de la vie de la personne et de sa capacité à vivre dans un environnement social à partir duquel il peut se réaliser socialement (par la santé, l'éducation, le relationnel, etc.) et économiquement (par une activité, un emploi, etc.).

- Parmi, les hommes, 6,64% des personnes déplacées internes et 16,93% des personnes hôtes ont des objectifs bien fixés pour ce qui concerne les études, le travail et la vie personnelle. Pour ce qui concerne les femmes, 13,53% des personnes déplacées internes et 36,1% des personnes hôtes se sont aussi bien fixés des objectifs.
- Parmi les personnes déplacées internes pouvant s'exprimer facilement et communiquer clairement, 7,5% sont des hommes et 18,5% sont des femmes. Aussi, parmi les personnes hôtes, 20,2% des hommes et 47,7% des femmes ont la capacité de s'exprimer facilement et communiquer clairement.

Éducation et formation professionnelle

Ici la notion d'éducation se rapporte à la scolarisation dont bénéficient les personnes. Elle concerne généralement la scolarisation classique et porte sur les enfants inscrits ou qui fréquente une institution scolaire au moment du passage des enquêteurs. Quant à la formation professionnelle, c'est l'ensemble des compétences techniques, professionnelles dispensées ou fournies à un individu ou groupe d'individus dans un cadre ou par un mécanisme de formation (présentielle ou à distance).



- En ce qui concerne les PDI, parmi ceux qui sont actuellement inscrits à l'école, il y a 50,49% de garçons et 49,06% de filles, alors que chez les populations hôtes, on observe que ceux qui sont actuellement inscrits à l'école, 35,59% sont des garçons et 64,41% de filles. C'est une tendance encourageante mais qui mérite que ce soit soutenue.
- Par contre, pour ce qui est de la formation professionnelle elle reste peu développée à l'image de ce que l'on constate au niveau national. En effet, 10,9% des femmes et 17,2% des hommes chez les PDI ont bénéficié de formation professionnelle, tandis que dans la communauté hôte, on note 19,30% de femmes et 31,10%. C'est dire que la formation professionnelle constitue une charnière nécessaire pour ce projet. Il est nécessaire donc de disposer de centres de formation professionnelle comme l'envisage le projet. Une situation qui répond aux attentes des populations enquêtées où dans toutes les régions visitées, plus de 95% des enquêtés ont tous indiqué que c'est nécessaire. Ce qui exige de faire un choix dans l'implantation des centres des formations dans des communes très favorables à chacune de ces quatre régions d'intervention.

Inclusion financière et entrepreneuriat

*L'inclusion financière peut être définie comme l'état d'une personne ou d'une entreprise ayant accès à un éventail de services financiers fournis d'une manière responsable et durable par les institutions mandatées à cette fin et qui est capable de les utiliser (CGAP, 2016). De manière générale, l'inclusion financière est définie comme étant l'offre de services financiers de base à faible coût pour des populations en difficulté et généralement exclues des services financiers traditionnels (Banque Mondiale, 2008). Quant à l'**entrepreneuriat** c'est l'action d'entreprendre, de mener à bien un projet. Souvent utilisé dans le secteur des affaires, le terme entreprendre signifie créer une activité (économique) pour atteindre un objectif ou répondre à un besoin.*

- Dans les différentes régions, moins de la moitié des répondants ont un compte dans une institution financière. La proportion des personnes ayant un compte dans une institution financière est de 39,9% dans la région du Nord, 32,6% dans la région de l'Est, 31,9% dans la région du Sahel et 26,7% dans la région du Centre Nord.
- Parmi les personnes déplacées internes qui déclarent avoir un compte dans une institution financière, il y a 47,13% d'hommes et 52,87% de femmes ; quant aux communautés hôtes, on observe que parmi ceux qui possèdent un compte les femmes (64,33%) sont quasiment deux fois plus nombreuses que les hommes (35,67%).

Gestion de la santé sexuelle et reproductive (SSR)

Selon l'OMS, la santé reproductive implique, que toute personne peut avoir une vie sexuelle responsable, satisfaisante, et sûre et qu'elle a la capacité à se reproduire et la liberté de choisir d'avoir des enfants si elle le souhaite et quand elle le désire ».

- Pour ce qui est de la santé sexuelle et reproductive, les connaissances et l'utilisation des méthodes contraceptives ainsi que les moyens pour éviter les MST restent faibles. Ainsi



Royaume des Pays-Bas



l'analyse sur les connaissances en méthodes par province donne les résultats suivants : Yatenga (23,1%), Sanmatenga (19,8%), Séno (16,8%), Passoré (9,8%), Gourma (8,3%), Zandoma (7,4%), Oudalan (7,4%), Namentenga (3,7%) et Loroum (3,7%).

- Dans la population féminine, l'enquête montre que les femmes et filles qui n'utilisent aucune méthode contraceptive représentent 14,03% contre 23% qui déclarent en utiliser la plupart du temps. Parmi les hommes, ceux qui n'utilisent aucune méthode contraceptive représentent 10,57% contre 31,71% qui les utilisent la plupart du temps.

Violences basées sur le genre (VBG)

Les violences basées sur le genre sont toutes sortes de coercitions, d'actions forcées ou de dénigrement visant une personne ou son intégrité du fait de son genre (sexe). Ici la notion de violence basée sur le genre concerne spécifiquement les filles et les femmes qui subissent des actions ou des atteintes à leurs intégrités physiques, morales ou psychologiques.

- On note que parmi les femmes PDI qui ont subi des VBG, 24% déclarent avoir subi des insultes/injures ; 21,8% portent sur des violences physiques, 13,5% sont relatifs aux mariages forcés, 7,7% aux mariages d'enfants, 5,7% au harcèlement sexuel, etc. En ce qui concerne les femmes de la communauté hôte, elles sont aussi 24,1% à subir les insultes/injures ; 22,8% ont subi des violences physiques, 7,3% de mariages forcés, 7,2% du harcèlement sexuel.

Potentiels partenaires du projet et synergie d'action

- Afin d'identifier les centres de formation professionnelle à réhabiliter, le projet devra travailler en étroite collaboration avec les services décentralisés des ministères de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (MFSNFAH) et ceux de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (MJPEE). Il existe aussi des ONG dans ces régions qui mènent des activités similaires.

Offres de formations à promouvoir par localité et suggestions des lieux d'implantations des centres de formation

Les filières porteuses pour chacune des quatre régions sont les suivantes :

- Pour l'Est ce sont : la couture, la plomberie-sanitaire, la coiffure, le tissage, l'informatique, la mécanique moto, l'électricité et l'énergie solaire, le dépannage de téléphones portables, le génie civil, l'élevage et l'agriculture. Pour ce qui est des centres de formation à construire ou réhabiliter, les communes de Fada N'Gourma et de Gayéri devront être les bénéficiaires.
- Dans le Centre Nord ce sont : la mécanique automobile et moto, la couture, la menuiserie bois, l'électricité et l'énergie solaire, le bâtiment et la construction métallique. Pour ce qui est des centres de formation à réhabiliter, ils seront dans les communes de Boulsa, Korsimoro.



Royaume des Pays-Bas



- Dans le Nord ce sont : la couture, la coiffure, la couture, la menuiserie métallique, la mécanique auto et moto et l'électricité bâtiment. Pour ce qui est des centres de formation à des communes bénéficiaires de centres de formation professionnelle à réhabiliter ce sera Titao, Yako, Ouahigouya, et Gourcy bénéficiera de la construction de son centre professionnelle.
- Au Sahel ce sont la maçonnerie, l'électricité bâtiment et solaire, la menuiserie bois, la construction métallique, la mécanique auto, la restauration, la couture, l'électricité, la coiffure et les métiers dans les compagnies minières. Pour ce qui est des centres de formation à réhabiliter ce sera Gorom-Gorom et la construction devra se faire à Dori.

Toutes les réhabilitations et les constructions devront se faire en collaboration avec les mairies de ces communes identifiées.

RECOMMANDATIONS

Au Consortium

Nous recommandons que le consortium dans ses interventions sur les 21 communes se focalise sur les communes suivantes par région pour la réhabilitation et la construction des centres de formations professionnelles, si et seulement si la situation sécuritaire le permet et que l'accessibilité des zones pour l'intervention se fasse sans entraves (cf annexe 4) :

- (i) dans le Centre Nord ce sont **Boulsa, Kaya et Korsimoro** ;
- (ii) dans le Nord ce sont **Yako, Bokin et Gourcy** ;
- (iii) dans l'Est c'est **Fada N'gourma** ;
- (iv) dans le Sahel ce sont **Gorom-Gorom, Bani et Dori** .

Remarque : Au regard de la situation sécuritaire en dégradation continue, lorsqu'une commune est inaccessible, nous suggérons au projet d'augmenter les capacités d'accueil des autres communes voisines accessibles, en tenant compte des quotas prévus dans les communes inaccessibles. Ainsi, le nombre d'individus devant être formé dans les communes inaccessibles sera compensé dans les communes accessibles.

A SOLIDAR SUISSE :

- Réhabiliter sept (07) centres de formation professionnelle répartis dans sept (07) communes d'intervention à raison d'un (01) centre par commune. Les réhabilitations concernent les communes suivantes : Boulsa, Korsimoro, Fada N'Gourma, Titao, Yako, Ouahigouya et Gorom Gorom. Quant à la construction de centres, les communes proposées sont : Gayeri (1 centre), Gourcy (1 centre) et Dori (1 centre). Au total, 7 CEFP (100%) devront être réhabilités en 2022 et 3 (100%) seront construits en 2023.
- Former dans les CEFP, 5467 bénéficiaires dans les filières porteuses définies pour les dix (10) communes d'intervention et bénéficiaires de centres de formation professionnelle.



Pour ce qui concerne les CEFP, toucher en moyenne 420 apprenants en 2022 (soit 35% de réalisation), 600 en 2023 (85% de réalisation) et 180 en 2024 (100% de réalisation).

- Améliorer d'ici 2024 et dans 40 établissements les compétences sociales en termes d'éducation financière et de compétences de vie courantes d'environ 14 000 élèves (Soit environ 4667 élèves chaque année).
- Former d'ici 2024, 120 enseignants chaque année sur les compétences de vie courante et l'éducation financière et les Droit en Santé Sexuelle et Reproductive (DSRR) dans les écoles formelles.
- Améliorer l'accès à des revenus décents à travers la promotion d'une offre de formation professionnelle innovante utilisant l'approche Aflatoun et les TIC, de 15 625 filles et femmes, provenant des 21 communes ciblées et formées dans les centres réhabilités et construits des dix (10) communes sélectionnées (soit environ 5208 filles et femmes chaque année).
- Former d'ici à la fin du projet, 28 000 filles, 42 000 garçons de 200 établissements du post-primaire. En 2024, 15 625 apprenantes issues des nouveaux centres de formation professionnelle devront avoir une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive.
- Capitaliser les bonnes pratiques PROMESSES-FP à travers des études de cas. Elles seront par la suite diffusées au niveau national et mise à disposition des acteurs et réseaux concernés.
- Établir des conventions de partenariat avec les directions régionales de la jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes ; les directions régionales de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire pour l'identification, la sélection des filles à accompagner et leur suivi dans les centres de formation professionnelle.
- Doter les filles sortantes des écoles de formation professionnelle de matériels de travail dans le métier appris (kits d'installation) ainsi qu'une subvention financière substantielle (au moins 300 000FCFA) mais aussi les accompagner à travers des coaches locaux.

AFLATOUN :

- Renforcer l'éducation sociale auprès des cibles dans les écoles mais aussi dans les centres professionnels pour le renforcement des connaissances de soi, des compétences et de la confiance en soi des bénéficiaires pour savoir choisir et s'engager dans des activités professionnelles et économiques.
- Soutenir le renforcement de l'éducation financière des populations bénéficiaires afin d'être aptes à entreprendre.
- Soutenir la formation des élèves du primaire et du post primaire sur la santé sexuelle et reproductive tenant compte effectivement de l'adaptation des contenus aux âges des cibles.
- Organiser des formations sur la comptabilité simplifiée (cahier d'achat, cahier de vente, cahier de stocks etc.) au profit des filles qui s'engagent dans l'entrepreneuriat.



Royaume des Pays-Bas



- Revoir la liste des communes et des établissements du post primaire et du secondaire pilote sélectionnés pour la mise en place du projet « PROMESSE-FP » car certaines communes sont actuellement inaccessibles (situation sécuritaire instable).

EDUCO :

- Soutenir par la formation l'adhésion des filles et des femmes aux Associations villageoises d'épargne et de crédits (AVEC), avant leurs installations.
- Accompagner les services sociaux des communes à organiser régulièrement des activités de sensibilisation, d'éducation et de formation sur la santé sexuelle et reproductive et les compétences de vie dans les écoles mais aussi dans les espaces fréquentés par les adolescents et jeunes ou encore lors des manifestations qui rassemblent la jeunesse.
- Soutenir les différentes formations en matière de santé sexuelles et reproductive dans les différentes écoles d'intervention d'Educo.



Royaume des Pays-Bas



INTRODUCTION

De nos jours, partout dans le monde et plus particulièrement dans de nombreux pays africains, les jeunes sont les plus nombreux et sont confrontés à des problèmes divers. Le Burkina Faso ne déroge pas à cette situation. En effet, au Burkina Faso, avec une population importante des 15-35 ans qui constitue plus de 33% de la population (INSD, 2019), il existe d'énormes besoins de la jeunesse qui sont difficilement satisfaits. Ces besoins relèvent des secteurs comme l'éducation, la formation professionnelle, l'accès à un emploi décent, la santé sexuelle et reproductive, etc. En outre, ces dernières années au Burkina Faso, la jeunesse tout comme l'ensemble de la population fait face à une situation sécuritaire qui se dégrade depuis 2016. Il est à noter que dans cette insécurité ambiante, des adolescents et des jeunes sont considérés à tort ou à raison d'être des acteurs de cette insécurité. En effet, face au manque d'emplois des jeunes et aux situations de désœuvrement qui les assaillent, des groupes extrémistes violents tentent d'appâter financièrement les jeunes par des offres d'activités liées au banditisme et au terrorisme. Toutefois, ces adolescents et jeunes sont aussi les victimes de cette insécurité qui les rend très vulnérables.

Pour faire face à l'emploi des jeunes et au regard de la dynamique démographique, le Burkina Faso doit créer entre 500 000 et 600 000 nouveaux emplois par an d'ici 2030, dont une majorité pour les jeunes de 15 à 35 ans. Bien qu'il soit nécessaire de recruter des jeunes, on observe que ces derniers manquent souvent de compétences ou de qualifications. D'où les difficultés pour le secteur privé de recruter des jeunes qualifiés.

En effet, très souvent, bien que les jeunes recrutés soient formés avec des parchemins ou des diplômes, ils ne maîtrisent pas le métier ou les rudiments de base de l'emploi pour lequel ils ont été recrutés. Ce qui exige souvent de procéder à des mises à niveau de certains pour satisfaire aux exigences de la fonction à occuper.

En somme, les difficultés d'insertion des sortants de la formation professionnelle constituent un indicateur pertinent pour apprécier l'adéquation entre la formation offerte et les besoins du marché. Il se dégage ce sentiment général que des formations sont créées ou poursuivies dans des filières saturées, tandis que d'autres filières demandeuses de compétences ne sont pas suffisamment développées. A cela s'ajoute aussi la question de l'accompagnement des sortants de la formation professionnelle en termes de financement de leur installation. La question financière demeure un obstacle majeur dans le soutien des jeunes. En effet, les jeunes n'ont souvent pas accès au capital ou n'ont pas le contrôle sur le capital pour démarrer une entreprise. Les jeunes ne vivent pas cette réalité au même degré car, la situation du manque de financement est plus exacerbée chez les jeunes filles que chez les garçons, mais également plus en milieu rural qu'en milieu urbain.

Outre l'insécurité et le manque d'emploi, la jeunesse est aussi celle qui fait face aux problèmes de santé sexuelle et reproductive avec entre autres des mariages précoces, des grossesses non désirées de plus en plus nombreuses dans les établissements scolaires avec comme



Royaume des Pays-Bas



conséquences des avortements clandestins et aussi une exposition accrue aux maladies sexuellement transmissibles.

C'est dans un tel contexte que le projet « Promotion de l'accès des filles à un Système Éducatif et de Formation Professionnelle de qualité dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord du Burkina Faso (PROMESSE-FP) », a été initié par le consortium Solidar Suisse-Educo-Aflatoun international pour apporter une contribution à la résolution des principaux problèmes ciblant la fille. Ce projet ambitionne d'améliorer l'accès des filles et des femmes à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité et à des revenus décents dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord du Burkina Faso à travers quatre axes stratégiques qui sont :

- (i) l'amélioration des compétences des sortants du système éducatif ;
- (ii) la mise en œuvre d'approches innovantes et efficaces de formation professionnelle ;
- (iii) la promotion de cadres de collaboration avec le secteur privé pour favoriser l'accès des filles et des femmes à des revenus décents ;
- (iv) la promotion de la santé sexuelle et reproductive, y compris les violences basées sur le genre, les mariages précoces, etc. dans le cadre de l'éducation des filles.

Afin de pouvoir mesurer les effets ou impacts des actions du projet dans les années à venir, il est important de connaître la situation actuelle des futurs bénéficiaires, en termes de revenus, de compétences de vie, de capacités entrepreneuriales, de gestion de la santé sexuelle et reproductive et des violences basées sur le genre. Cette étude de base permettra de faire le suivi des indicateurs pour être en mesure d'évaluer les effets à mi-parcours.

Par ailleurs, compte tenu du fait que les thématiques abordées par le projet sont probablement déjà abordées par d'autres acteurs dans la zone du projet, il importe également de faire la situation des actions déjà menées afin de rechercher des synergies d'actions pour plus d'efficacité et d'efficacités.

Le rapport est subdivisé en quatre (04) titres, dont le premier présente le projet « Promotion de l'accès des filles à un Système Éducatif et de Formation Professionnelle de qualité dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord du Burkina Faso (PROMESSE-FP) », le second porte sur la méthodologie utilisée lors de cette étude, le troisième présente les résultats de l'étude et le quatrième concerne les orientations générales sur les actions à mener dans les localités d'interventions du projet.



Royaume des Pays-Bas



I. GENERALITES SUR LE PROJET « PROMESSE FP

Le « Projet Promotion de l'accès des filles à un Système Éducatif et de Formation Professionnelle de qualité dans les régions du Sahel, du Nord, de l'Est et du Centre Nord du Burkina Faso (PROMESSE-FP) » vise à apporter des réponses pertinentes en matière de formation professionnelle, d'emploi et de santé sexuelle et reproductive (SSR) de qualité en faveur des filles et des femmes. Elle est portée par les ONG Internationales Solidar Suisse, Educo et Aflatoun International, en collaboration avec des partenaires locaux, un consortium d'ONG et d'associations très complémentaires et reconnues pour leur expertise dans l'éducation, la formation professionnelle, la santé sexuelle et reproductive et le développement des compétences de vie. L'initiative a été pensée et conçue sur la base des préoccupations et des besoins des filles, des femmes et des jeunes des régions concernées.

La présente partie décrit brièvement le contexte de mise en œuvre du projet au plan national, les approches du projet et le partenariat et la synergie d'action entre les acteurs.

I.1. Contexte

Au Burkina Faso, la population âgée de 15 à 35 ans représente plus de 33% de la population (INSD, 2019). Malgré la forte croissance démographique, la forte main-d'œuvre et la croissance économique soutenue à un taux moyen d'environ 5% par an, l'économie n'a jusqu'à présent pas réussi à créer le type d'emplois nécessaire pour sortir un grand nombre de personnes de la pauvreté. Sur le plan de l'efficacité externe, les programmes gouvernementaux se sont révélés peu adaptés aux besoins socio-économiques du pays et aux demandes éducatives de la population. L'enseignement technique qui devait y remédier par le développement de compétences nécessaires au marché du travail et au développement économique n'est pas encore suffisamment structuré.

En outre, les programmes d'Education et de Formation Technique et Professionnelle ont pour but d'aider à combler ces lacunes, mais le système formel au Burkina Faso n'est pas orienté pour fournir des compétences pour le marché du travail informel. Le système doit être réorienté et renforcé d'une part et les compétences pour le marché du travail informel doivent être considérablement renforcées pour promouvoir l'emploi des ménages les plus pauvres d'autre part.

Au plan social, les adolescents, particulièrement les filles, sont souvent victimes d'injustices multiformes et de diverses formes de violences (physiques, sexuels, traite et pires formes de travail, prostitution, etc.).

Les inégalités entre les sexes se manifestent par des lois, des politiques, des pratiques socioculturelles discriminatoires, un pouvoir inégal dans les relations et dans l'accès et le contrôle des ressources. Selon le « Rapport sur le Développement Humain de 2019 du PNUD », le Burkina Faso a des niveaux élevés de discrimination sexuelle et il a un classement très bas sur l'indice de développement du genre, à savoir 0,875 ainsi que l'indice d'inégalité de Genre



à 0,612. L'inégalité est aussi visible dans l'indice de développement humain qui est pour le Burkina Faso de 0,434, soit 0,435 pour les hommes et 0,130 pour les femmes, ce qui place le pays dans la catégorie des pays à faible développement humain avec un rang de 182^{ème} sur 189 pays.

1.2. Approches du projet

Les approches utilisées dans l'intervention du consortium s'énoncent comme suit :

- **Approche développement des compétences sociales et financières dans les curricula d'éducation (approche AFLATOUN)**

Un cadre national pour la production et la validation des modules d'éducation Financière¹ est important pour l'atteinte des résultats escomptés. En ce sens, la stratégie consiste à déployer une approche intégrée auprès du Ministère de l'Éducation nationale, de l'alphabétisation et de la Promotion des Langues Nationales, le Ministère de la Jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes et l'ensemble des acteurs intervenants dans le projet, afin de faciliter la mise en place d'un cadre national d'élaboration, de validation et de certification des modules d'éducation sociale et financière au Burkina Faso.

- **Approche Transformatrice de Genre (ATG)**

L'approche transformatrice du genre (ATG)² se réfère aux efforts pour changer les normes sociales et de genre pour lutter contre les inégalités des rapports de pouvoir et des privilèges entre filles et garçons. Ces normes comprennent les rôles, les attentes, les stéréotypes et les attitudes, les coutumes et les pratiques nuisibles, y compris la violence sexuelle.

- **Approche transversale de la SSR**

Les droits sexuels et reproductifs³ en tant que droits fondamentaux sont sous-tendu par des éléments tels que l'accès aux soins, le respect du droit à la santé, du droit à la liberté en matière de reproduction et par le principe de non-discrimination. Cela implique de soutenir et de renforcer les systèmes publics (santé, éducation, emploi) en tant que garants de l'accessibilité à la formation, à l'information, aux soins et au respect du droit à la santé ;

- **Approche Apprentissage, TIC, entrepreneuriat, éducation financière pour l'emploi (AT3E) dans la formation professionnelle**

Cette approche s'appuie sur l'expérience de Solidar Suisse en matière de formation professionnelle de courte durée à laquelle des modules d'éducation financière, entrepreneuriat et TIC⁴ sont intégrés pour permettre aux jeunes bénéficiaires de disposer non seulement de compétences théoriques et pratiques de métiers mais aussi de compétences de vie pour une

¹ Document du projet PROMESSES-FP, Mars 2021. Page 12.

² Document du projet PROMESSES-FP, Mars 2021. Page 12.

³ Document du projet PROMESSES-FP, Mars 2021. Page 14.

⁴ Op.cit. Page 14.

meilleure insertion socioprofessionnelle. L'AT3E vise à intégrer dans les curricula de formation aux métiers, ces nouvelles compétences utiles pour l'intégration des jeunes dans le tissu socioéconomique.

▪ **Approche Village Saving Loans Associations plus (VSLA+)**

L'approche Village Saving Loans Associations (VSLA)⁵ est un mécanisme endogène de mobilisation financière basé sur une organisation de personnes en groupe de 15 à 30 membres régie sur l'affinité qui existe entre eux.

1.3. Partenaires du consortium et synergie avec d'autres acteurs

Le projet PROMESSES-FP s'appuie sur l'expertise de Solidar Suisse, de Educo et de Aflatoun qui interviennent dans plusieurs domaines dont la promotion de l'éducation et la formation professionnelle des filles dans les régions du Nord, du Centre-Nord, du Sahel et de l'Est, en collaboration avec d'autres acteurs⁶. Dans ce projet, Solidar Suisse est le demandeur principal. Elle dispose de solides compétences dans la mise en œuvre de projets sur la formation professionnelle, la conduite d'innovations éducatives au post primaire, l'élaboration de curricula dans l'éducation formelle et non formelle et la réalisation d'infrastructures éducatives. Educo, premier codemandeur du projet, dispose d'expériences dans le soutien à l'amélioration de l'accès et la qualité de l'éducation, la formation professionnelle.

Le deuxième codemandeur, Aflatoun International est une structure basée aux Pays Bas, avec une expérience avérée dans le domaine de l'éducation financière et des compétences de vie courante. C'est aussi une structure qui développe des curricula et conduit des actions de plaidoyer pour la prise en compte de l'éducation financière dans les enseignements des écoles formelles et non formelles. Son approche est axée sur l'aide à l'acquisition de Compétences, de Connaissances et de la Confiance (d'où la notion des 3C). Pour ainsi mettre en pratique les 3C, Aflatoun priorise l'approche Pédagogie Centrée sur l'Apprenant (PCA) qui consiste à renforcer la participation de l'apprenant à travers l'utilisation des théâtres d'images. Afin de répondre aux besoins des personnes selon l'âge, Aflatoun propose quatre manuels sur l'éducation financière et sur la santé sexuelle et reproductive. On distingue donc :

- Le manuel AFLATO qui dédié aux enfants de 3 à 6 ans ;
- Le manuel AFLATOUN qui dédié aux enfants de 6 à 14 ans ;
- Le manuel AFLATIN qui dédié aux adolescents de 14 à 18 ans ;
- Le manuel AFLAYOUNG dédié aux adultes de 18 à 35 ans.

Dans le cadre du projet PROMESSES-FP il est envisagé d'utiliser les manuels AFLATIN et AFLAYOUNG. Dans l'approche AFLATOUN, la Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) fait partie des compétences de vie. En effet, le contexte du Burkina Faso a conduit à une réadaptation de l'éducation sociale et financière. Il faut noter que dans cette approche,

⁵ Op. cit. Page 15.

⁶ Op. cit. Page 30



Royaume des Pays-Bas



Aflatoun est chargé de former les formateurs de Educo qui seront chargés d'enseigner les modules de SSR. En plus des formateurs de Educo, Aflatoun est chargé de former les formateurs de Solidar Suisse dans les 10 Écoles de Formation Professionnelle.

Les jeunes qui bénéficieront des formations professionnelles seront également formés en compétences de vie afin de leur favoriser une bonne insertion sociale et professionnelle à l'issue de leur formation. A cet effet, les enseignements donnés seront basés sur la méthode des 3C (Connaissance, Compétence et Confiance) de Aflatoun. Pour la représentante de Aflatoun Burkina : *« Lorsqu'un individu n'a pas ces trois (03) éléments quel que soit le lieu où cette personne est placée il est fort probable qu'elle échoue. Par exemple, une personne qui a bénéficié d'un accompagnement pour développer une activité génératrice de revenu, si elle n'a pas de connaissances en matière de gestion financière elle ne pourra pas faire fructifier ses activités. Il faut noter que les compétences de vies intègrent la gestion de la sexualité à travers la Santé Sexuelle et Reproductive »*. Le projet PROMESSES-FP s'aligne sur les politiques et stratégies nationales en matière d'éducation. Au regard de l'ampleur des grossesses non désirées et des maladies sexuellement transmissibles, la nécessité d'aborder la santé sexuelle et reproductive de façon approfondie dans la gestion des compétences de vie courante s'impose : *« Au départ, l'ECS (Education Complète à la Sexualité), ne convenait pas aux mœurs du Burkina Faso, car il abordait la question de l'homosexualité. Mais actuellement, nous avons opté pour l'éducation à la vie familiale qui est beaucoup plus adaptée au contexte du Burkina Faso »*. (YMM, représentante de Aflatoun Burkina). Dans le cas du projet PROMESSES-FP, les recherches documentaires de Aflatoun auprès du MENA et des certains ministères, ont permis de faire une revue des manuels d'éducation sociale et financière. (YMM, représentante de Aflatoun Burkina).

L'éducation à la vie familiale et aux compétences de vie sont des approches comportant des modules adaptés aux différentes cibles. Dans le programme sur la santé sexuelle et reproductive l'accent est mis sur la protection de la sexualité. Educo est chargé de développer le contenu de la Santé sexuelle et reproductive, tandis que Aflatoun se penchera sur la protection de la sexualité (comportement sexuel responsable). Aflatoun est donc en charge de la mise en place des compétences endogènes nationaux sur l'éducation sociale et financière. Le projet prévoit que dans les 200 établissements de Educo, le CCEB intervienne dans 40 établissements pour développer l'approche Aflatoun. Pour les 160 établissements restants, Aflatoun formera les formateurs de SSR de Educo qui serviront de relais.

L'éducation financière se réfère à un ensemble de compétences et de connaissances qui permettent aux individus de planifier et de gérer leurs ressources. Elle permet aux jeunes de suivre leurs flux de trésorerie, cerner les tendances en matière de recettes et de dépenses, examiner des méthodes pour réduire les dépenses inutiles et planifier les besoins futurs. L'éducation financière prépare les personnes à prévoir les besoins financiers du cycle de vie et à faire face aux situations d'urgence imprévues. A cet effet, la représentante de Aflatoun Burkina affirme que : *« Une personne qui n'a pas la capacité d'entretenir des relations avec les autres aura du mal à développer une activité génératrice de revenu pour être entrepreneur ou riche parce qu'il lui manque les compétences financières »*. Pour ce qui touche, l'éducation



Royaume des Pays-Bas



sociale couplée à l'éducation financière, la représentante affirme aussi que : « L'éducation sociale couplée à l'éducation financière permet à une personne de nature généreuse, qui possède des ressources d'être généreuse et de fructifier ces ressources pour rester toujours généreuse ». En outre, concernant l'inclusion financière, Aflatoun Burkina ajoute que : « L'inclusion financière seule ne réussira pas sans l'éducation financière, il faut d'abord éduquer la population sur comment se faire de l'argent avant de parler de gestion de ressources ».

En tout état de cause, pour atteindre les objectifs du projet⁷, ceci exige une synergie d'actions et une collaboration étroite avec les services déconcentrés de l'État, les ONG et les OBC. C'est pourquoi, la mobilisation communautaire et l'implication de toutes les parties prenantes sera au cœur des interventions du projet. Par ailleurs, des partenariats dynamiques seront construits avec différentes catégories d'acteurs en fonction de leur expertise.

Le projet pourra ainsi organiser une collaboration diversifiée et plurielle dans les quatre régions d'interventions avec :

- le Cadre de concertation des ONG et associations actives en éducation de base (CCEB) au niveau national, l'Union Fraternelle des Croyants de Dori (UFC-Dori) et l'Association Nodde Nooto (A2N) dans la région du Sahel, l'Association Tabital Lobal dans la région du Nord, l'Association pour la recherche et la formation agro écologique (ARFA) dans la région de l'Est et l'Association Yam-Pukri ;
- des services de l'État par une démarche participative et inclusive à travers l'implication des parties prenantes. Les services déconcentrés des ministères partenaires que sont le MENAPLN, le MFSNFAH, le MJPEE et le Ministère de la Santé seront impliqués dans la mise en œuvre du projet à travers la formation/supervision du personnel enseignant, les sorties conjointes avec les équipes projet sur le terrain, l'identification et le suivi-accompagnement des bénéficiaires ;
- des entreprises du secteur privé tels que les maîtres artisans, à travers des conventions, vont recevoir des filles/femmes en stage et/ou en apprentissage ;
- le Conseil national du patronat burkinabè et les organisations professionnelles notamment celles qui encadrent les métiers que le projet aura choisis, interviendront pour l'élaboration de curricula de formation, le ciblage et le suivi de la formation des jeunes dans le cadre de la formation professionnelle de courte durée. Ils seront également partie prenante du comité technique de suivi. La collaboration avec ces structures favorisera une meilleure insertion socioprofessionnelle des jeunes formés ;
- L'agence nationale de la formation professionnelle (ANFP) interviendra pour des formations modulaires et/ou de perfectionnement au profit des filles/femmes du secteur informel. Elle participera également à l'élaboration des curricula de l'approche AT3E dans les centres et le suivi de sa mise en œuvre ;

⁷ Document du projet PROMESSES-FP, Mars 2021. Page 31.



- la Direction Générale de l'Entrepreneuriat et de l'Autonomisation des Jeunes qui assurera la formation en entrepreneuriat des jeunes, l'élaboration de plans d'affaires et interviendra pour la dotation de kits d'installation aux jeunes formés par le projet ;
- les structures de microfinance notamment le réseau des Caisses populaires qui seront associées pour la mise en place de produits spécifiques favorisant l'accès des jeunes aux financements à travers l'expérience de Aflatoun ;
- les 10 communes identifiées pour la mise en place des centres de formation préprofessionnelle pour les filles de 16 à 17 ans devront être impliquées dans la gestion de ces structures afin d'assurer leur pérennité à la fin du projet ;
- les autorités administratives locales, dont les maires, préfets, présidents des conseils régionaux, hauts commissaires, gouverneurs, directeurs régionaux et provinciaux de services qui auront un rôle de facilitateurs de la mise en œuvre du projet dans leur zone.

Carte des zones d'interventions du projet PROMESSES-FP



Source : Document du projet PROMESSES-FP, Mars 2021. Page 27.



Royaume des Pays-Bas



2. OBJECTIFS ET METHODOLOGIE DE L'ETUDE

L'objectif de cette étude est de fournir les données et informations de base qui permettront d'apprécier les progrès vers les résultats escomptés de l'intervention.

Selon les TDR de cette étude de base, il est stipulé que les données de cette étude permettront de :

- constituer un cadre pour le suivi des indicateurs d'impact et d'effets du cadre logique,
- documenter et chiffrer la situation de référence desdits indicateurs de façon désagrégée
- identifier les personnes déplacées internes et leurs besoins en lien avec les actions du projet, les communes dans lesquelles les actions du projet seront mises en œuvre
- faire l'état des lieux des acteurs et des interventions similaires aux actions du projet et faire des recommandations pour exploiter les synergies d'actions
- fournir des éléments d'appréciation qui guideront la décision de construire ou non des centres d'éducation et de formation pour adolescents exclus du système éducatif.

L'approche méthodologique proposée par le CERFODES est divisée en trois phases. Ce sont : la préparation de la mission, la collecte des données primaires (sur le terrain) et le traitement, l'analyse et la production du rapport.

2.1. Phase I : La préparation de la mission

La préparation de cette mission s'est faite par une rencontre de cadrage, la revue documentaire et l'élaboration des outils de collecte des données.

2.1.1. Rencontre de cadrage avec production du rapport de cadrage

Dès la notification du choix de CERFODES, une rencontre de cadrage a eu lieu au siège de Solidar Suisse pour échanger sur la compréhension harmonisée des termes de référence, la méthodologie et le calendrier. Une des recommandations majeures de la rencontre de cadrage était d'avoir un échantillon représentatif afin de disposer de données de références fiables et suffisantes pour orienter les objectifs du projet. Nous avons alors convenu d'ajuster l'échantillon et de commencer les activités de collecte le plus tôt possible, étant donné que nous étions en saison des pluies. A l'issue de la rencontre, le rapport de cadrage qui était le premier livrable du contrat a été rendu au Commanditaire.

2.1.2. Revue documentaire

A cette phase, nous avons exploité la documentation que le projet nous a fournie. Ainsi, les données présentées sur le projet émanent essentiellement de la documentation que nous avons reçue. Cependant, nous avons consulté d'autres documents relatifs à la scolarisation des filles, à la formation professionnelles, aux questions liées à la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes, à l'inclusion financière et l'employabilité des jeunes, etc. Cette revue



Royaume des Pays-Bas



documentaire nous a permis de disposer d'informations actualisées que nous avons utilisées pour l'élaboration des outils de collecte des données et pour la production du rapport.

2.2. Phase 2 : La collecte de données primaires

A cette phase, l'équipe de consultants avec l'appui d'enquêteurs s'est rendu sur le terrain pour administrer les questionnaires aux différentes cibles de l'étude. Deux types de données ont été collectées. Il s'agit des données qualitatives et des données quantitatives.

Notons que le choix des zones d'étude tient compte des critères suivants :

- Le milieu géographique (rural et urbain). Il faut souligner que ce critère nous a amené à nous focaliser sur les localités moins exposées à tout risque pour l'équipe de CERFODES. ;
- L'accessibilité (zones sécurisées), au regard de la situation sécuritaire que vivent les différentes communes dans les provinces et régions concernées (cas par exemple Djibo, Markoye, Sebba au sahel ; de Diapangou, Pama, Barsalogho, Pensa etc...). ;
- Le poids démographique. Les communes accessibles et présentant moins de risques ont été sélectionnées et en toute évidence ces communes avaient des poids démographiques plus élevés que les communes rurales accessibles (déplacements et migrations forcés). En outre ces communes « supportant mieux » les risques sécuritaires constituent des zones d'accueils des populations rurales de ces provinces ou régions.

2.2.1. Collecte de données qualitatives

a. Première collecte des données

La collecte des données qualitatives s'est déroulée dans les zones d'intervention du projet PROMESSE-FP à savoir dans les régions du Sahel, du Centre Nord, du Nord et de l'Est. Cette collecte des données qualitatives a été faite en utilisant les guides d'entretiens semi structurés individuels et les guides de focus group ou entretiens semi structurés collectifs.

Les guides d'entretiens semi structurés individuels ont été adressés aux informateurs clés (la mairie, le district sanitaire, l'éducation, et les ONG intervenant dans la zone) et aux structures privées qui emploient des jeunes dans ces régions.

Quant aux guides de focus group, ils ont été utilisés pour la collecte des données auprès des filles/femmes, des garçons/hommes. Cependant, la sélection des participants aux focus group tient compte des critères suivants :

- La résidence en milieu rural ou urbain dans les communes cibles ;
- L'appartenance à la tranche d'âge de 15 à 35 ans ;
- Et l'appartenance à l'un des deux sexes (masculin et féminin).

Au total 43 entretiens individuels ont été réalisés avec des informateurs clés. Ce chiffre (71,66%) est inférieur au 60 personnes prévues, compte tenu des difficultés que nous avons rencontrées sur le terrain. Ces difficultés sont :

- l'absence d'une autorisation émanant du ministère de la santé en vue des entretiens auprès des districts sanitaires et des directions provinciales de la santé ;
- l'absence d'autorisation émanant de la hiérarchie de certaines structures comme le FAARF ;
- l'indisponibilité des cibles due au calendrier agricole qui était très chargé lors de la période de collecte ;
- la faible représentativité de certaines cibles dans les zones déconcentrées (CEFORE, CCEB etc.).

Le nombre d'entretiens individuels approfondis réalisés dans les quatre (04) régions est présenté en annexe.

Pour ce qui est des focus groups, un total de 24 focus group regroupant 215 participants ont été réalisés dans les zones d'interventions du projet PROMESSES-FP. Le nombre de focus group réalisés dans les quatre (04) régions est présenté en annexe.

b. Deuxième collecte des données

Trois (03) types de guides d'entretiens semi-structurés individuels ont été utilisés pour la collecte de données qualitatives. Chaque outil était spécifique à une seule cible.

Les cibles de la collecte de données qualitatives ont été :

- les directions régionales de la jeunesse, de l'emploi et de la formation professionnelle. ;
- les responsables des centres de formations professionnelles et des écoles du post-primaire et du secondaire ;
- les organismes non gouvernementaux (ONG).

La répartition du nombre d'entretiens semi-structurés individuels est présenté dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Nombre d'entretiens semi-structuré individuel à réaliser

Cibles	Nombre d'entretien semi-structuré individuel
Directions régionales de la jeunesse, de l'emploi et de la formation professionnelle	04
Responsables des centres de formation professionnelles, des écoles du post-primaire et du secondaire	24
Organismes non gouvernementales (ONG)	12
Total	40

Source : CERFODES, 2022.

NB : Les outils de la collecte de données qualitatives sont présentés en annexe.

2.2.2. Collecte des données quantitatives

a. Première collecte des données

Afin de déterminer la taille optimale de l'échantillon, les résultats du rapport provisoire du RGPH 2019 de l'INSD ont été utilisés. Deux strates sont considérées dans cette étude à savoir celle relative aux populations déplacées internes et celle relative aux populations hôtes.

Valeurs par défaut :

- Afin d'avoir une meilleure représentativité de notre échantillon, nous considérons que la probabilité d'inclusion dans l'échantillon est de 0,5 (soit $p = 0,5$) ;
- Nous considérons un taux de non réponse à 10% dans l'échantillon.
- Selon l'annuaire statistique de l'INSD pour l'année 2019, le nombre total de ménages est de 1 64 320 dans les quatre (04) régions (cf. tableau 2).

Tableau 2 : Nombre total de ménages par région

REGION	Nombre de Ménages
CENTRE-NORD	318 471
EST	316 757
NORD	294 650
SAHEL	234 442
Total	1 164 320

Source : CERFODES (2021) à partir de l'annuaire statistique INSD, 2019

Nous avons déterminé d'abord le nombre de ménage à enquêter par la méthode de REA L.M (1997) qui s'énonce comme suit :

$$n = \frac{t_p^2 \times p(1-p) \times N}{t_p^2 \times p(1-p) + (N-1) \times y^2}$$

Avec :

n : taille de l'échantillon ;

N : taille de la population cible ou population mère ;

p : proportion attendue d'une réponse de la population ou proportion réelle ($p = 0,5$) ;

t_p : intervalle de confiance d'échantillonnage (1,96) ;

y : marge d'erreur d'échantillonnage (0,05).

On obtient :

$$n = 385$$

Considérons les informations suivantes :

- Etant donné que cette collecte touche 4 régions et afin d'avoir un échantillon représentatif, nous avons pris un effet de grappe égal à 1,3 ; soit une augmentation de 30% ;
- Selon le RGPH (2019), la taille moyenne des ménages au Burkina Faso est de 5,2 individus. Ainsi, le nombre d'individus de 15 à 35 ans à enquêter par ménage est de :

$$n_{fem_fil} = \frac{6\,880\,046 \times 5,2}{20\,870\,060}$$

$$n_{fem_fil} = 1,7139$$

Le nombre total de ménages à enquêter est de :

$$n_{men} = \frac{4 \times 385 \times 1,3}{1,7139}$$

$$n_{men} = 1\,168 \text{ Ménages à enquêter}$$

Dans les quatre (04) régions, les enquêteurs ont enquêté une personne par ménage.

En effet, la taille de l'échantillon est de :

$$n_{ind} = n_{men} = 1168 \text{ individus à enquêter}$$

La proportion des populations déplacées internes représente 30% de l'échantillon et celle des populations hôtes 70%.

Pour la collecte des données quantitatives, un échantillon représentatif de 1168 ménages a été tiré pour les quatre (04) régions de l'étude. Les enquêteurs devraient enquêter une personne par ménage. Toutefois, à la collecte nous avons touché 1202 personnes. Ce dépassement, de l'échantillon souhaité (102,91%) s'explique tout simplement par la forte disponibilité des jeunes (en vacances scolaires) et l'intérêt porté par les jeunes sur les questions relatives à la formation professionnelle et à l'emploi.

Ainsi, le nombre d'enquêtés et de ménages par région et par milieu de résidence est présenté dans le tableau ci-dessous.

Parmi l'échantillon de 1202 personnes enquêtées dans les quatre (04) régions, 71,88% des sont issues de la communauté hôte et 28,12% sont des PDI. Ces chiffres sont quasi proches des critères de sélection définis dans la méthodologie à savoir 70% de membres de la communauté hôte et 30% de PDI.

La répartition des cibles enquêtées est présentée en annexe.



Royaume des Pays-Bas



b. Deuxième collecte des données

La collecte de données quantitatives a suivi un choix raisonné et s'est déroulé dans :

- les écoles du post-primaire afin de toucher des garçons et des filles de 13 ans à 15 ans ;
- les écoles du secondaire afin d'administrer le questionnaire aux garçons et filles de 15 ans à 24 ans ;
- les centres de formations professionnels pour toucher les garçons et filles de 15 à 35 ans ;
- les marchés ou « yaar » afin de toucher les filles et les femmes du secteur informel de 15 à 35 ans.

Caractéristiques de l'échantillon :

La collecte des données a touché 18 communes couvertes lors de la première phase. Chaque commune est considérée comme une grappe au sein de laquelle 16 personnes ont été interrogées. Notons que pour ce retour terrain qui a privilégié les écoles et les espaces commerciaux, au moins 70% des individus enquêtés sont membres de la communauté hôte (Soit 235 personnes de la communauté hôte) contre 30% qui sont des PDI (Soit 101 personnes déplacées internes).

La répartition du nombre d'individus à enquêter par commune est présenté en annexe.

2.3. Phase 3 : Le traitement, l'analyse et la production du rapport

Les données quantitatives collectées ont été stockées sur le serveur de Kobotoolbox puis exportées sur SPSS pour l'apurement. Sur la base de syntaxes écrites sur SPSS, l'exécution a permis d'éliminer les données aberrantes avant toute analyse. Les tableaux produits par SPSS ont été transférés sur Microsoft Excel pour la mise en forme et la conception des graphiques pour le travail d'analyse et de production du rapport.

Quant aux données qualitatives, elles ont été transcrites, puis saisies sur Microsoft Word. Par la suite, nous avons procédé à l'exploitation de ces données qualitatives par triangulation pour compléter l'analyse des données quantitatives.



Royaume des Pays-Bas



3. RESULTATS DE L'ETUDE DE BASE

Le rapport de base dans le cadre de cette étude est étroitement lié au cadre logique de l'activité, de sorte que les données collectées fournissent des informations de base sur les principaux axes stratégiques du projet.

Au regard de ce qui précède, les résultats de l'étude de base portent sur : les caractéristiques de la population, les sources et la gestion des revenus des populations cibles, les compétences de vie, l'éducation des enfants selon le genre et principalement celle des filles, la formation professionnelle, l'inclusion financière, l'entrepreneuriat, la gestion de la santé sexuelle et reproductive et les violences basées sur le genre.

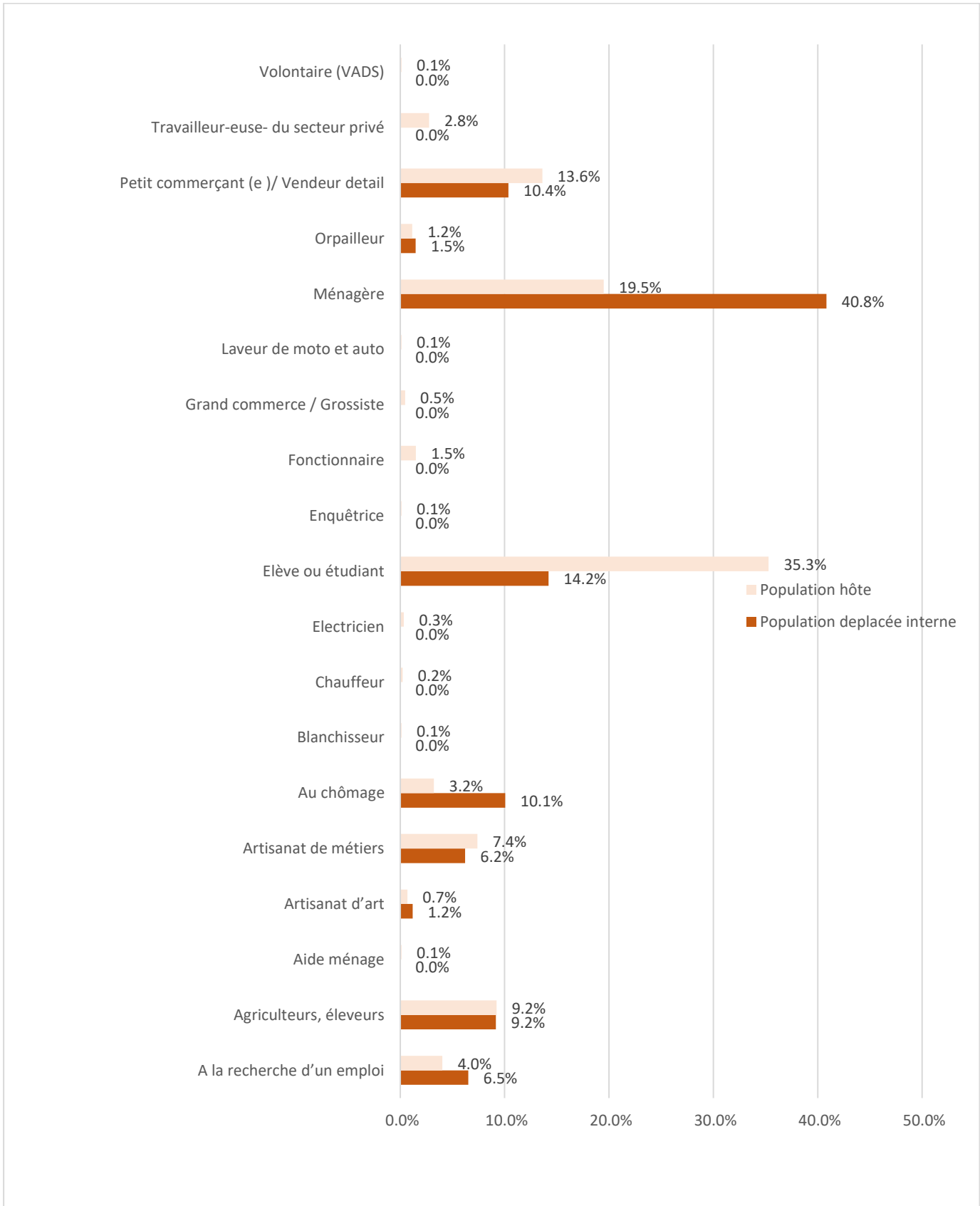
3.1. Caractéristiques générales des données collectées

La collecte de données quantitatives et qualitatives a été conjointement menée dans les quatre (04) régions touchées par les activités du projet PROMESSE-FP. Cette partie présentera (i) les caractéristiques socio démographiques et économique des enquêtés (répartition par tranche d'âge, et selon le genre, la répartition selon la profession ou l'emploi et le niveau d'instruction) et (ii) leur situation géographique (répartition selon la région, le milieu de résidence et le statut).

3.1.1. Caractéristiques socioéconomiques des populations enquêtées

❖ Répartition selon la profession et le statut de résidence

Graphique 1 : Profession des répondants selon le statut de résidence (PDI et Hôtes)



Source : CERFODES, 2021.



Les résultats de l'enquête selon le graphique 2 ci-dessus montrent globalement que dans la communauté des déplacés internes, 40,8% des enquêtées déclarent être des ménagères (femmes), 14,2% sont des élèves ou étudiants, 10,4% font du petit commerce, 10,1% sont au chômage et la proportion des personnes ayant déclaré qu'elles sont dans des domaines d'activités tels que l'agriculture, l'élevage ou à la recherche d'un emploi est relativement négligeable (moins de 10%). Quant aux communautés hôtes, 19,5% des femmes enquêtées déclarent être des ménagères (femmes), 35,2% sont des élèves ou étudiants, 13,6% font du petit commerce, et moins de 10% des personnes déclarent qu'elles sont au chômage, à la recherche d'un emploi ou sont des artisans de métiers (en menuiserie, soudure etc.), des agriculteurs ou éleveurs.

Au regard des résultats, on note que la proportion des ménagères chez les déplacés internes est deux fois plus élevée comparativement à celle de la population hôte, écart qui se justifie par leur situation. En effet, les PDI étant dans une localité étrangère, elles n'ont pas accès aux terres cultivables dans les localités d'accueil ni d'autres activités. Elles n'ont facilement accès qu'aux petites activités de subsistances.

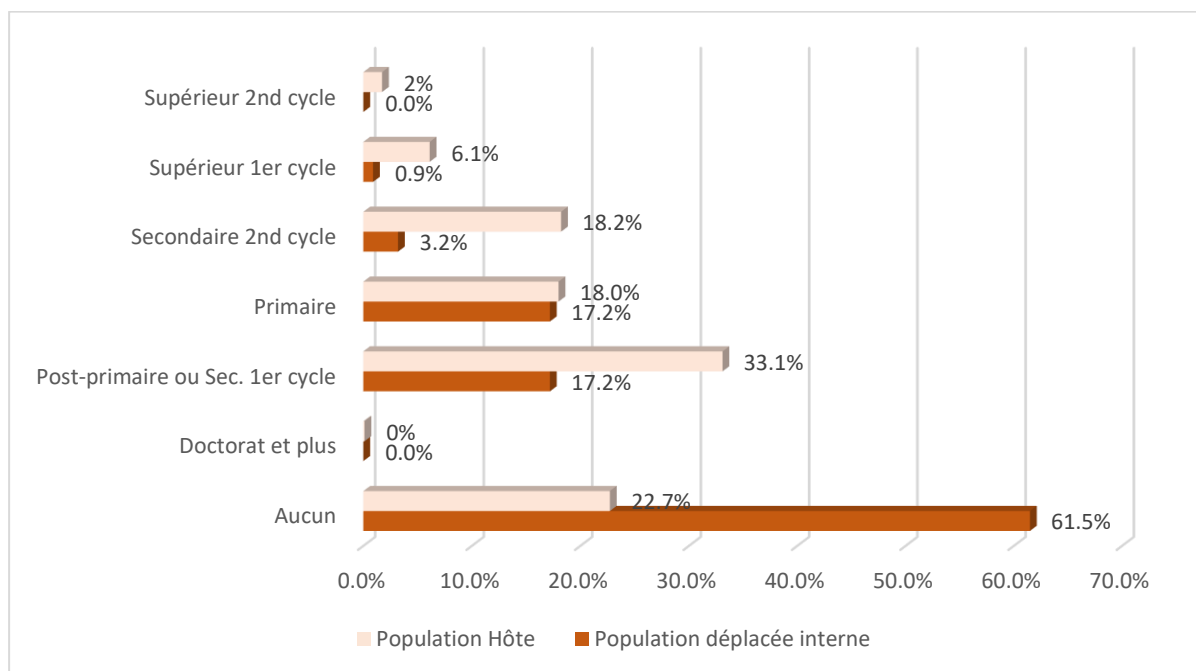
❖ Niveaux d'instruction par statut

Pour ce qui est de l'instruction, on note que parmi les personnes déplacées internes, 61,5% n'ont aucun niveau scolaire, 17,2% ont le niveau d'études primaires, 17,2% ont le niveau d'études post-primaires (secondaire 1^{er} cycle), seulement 3,3% ont un niveau secondaire (2nd cycle) et 0,9% ont un niveau supérieur (1^{er} cycle). Parmi les populations hôtes, 33,1% ont le niveau d'études post primaires (secondaire 1^{er} cycle), 22,7% déclarent n'avoir pas été à l'école, 18,2% ont un niveau secondaire (2nd cycle), 18% ont le niveau d'études primaires, 6,1% ont un niveau d'études supérieures (1^{er} cycle) et 2% ont un niveau d'études supérieures 2nd cycle.

Ainsi, plus de la majorité des personnes déplacées internes n'ont pas été à l'école. Ceux qui ne sont pas scolarisés sont presque trois fois plus nombreux que les personnes non scolarisées chez les communautés hôtes. Par contre, chez les hôtes ceux qui ont un niveau primaire sont presque deux fois plus nombreux que les PDI. Dans l'ensemble, les niveaux d'instruction sont plus élevés chez les populations hôtes que chez les PDI. Cette situation est illustrée par le graphique 3 ci-dessous.

La situation scolaire des adolescents et jeunes déplacés peut être aggravée pour ceux qui sont scolarisés au regard des conditions difficiles que ces personnes déplacées vivent et dont leur priorité va plus vers l'alimentaire que l'éducation (CONASUR, Aout 2021).

Graphique 2 : Répartition des enquêtés par statut selon leur niveau d'instruction



Source : CERFODES, 2021.

❖ Niveau d'instruction par âge et par sexe

D'une manière générale les résultats du tableau 5 montrent que la plupart des femmes et des hommes enquêtés ont un niveau d'instruction post-primaire. 50,7% des femmes de la tranche d'âge de 15 à 19 ans ont un niveau d'instruction post-primaire. Les résultats sont assez similaires chez les hommes, en effet, parmi les hommes ayant 15 à 19 ans, 56,8% ont un niveau d'instruction post-primaire. Le tableau ci-dessous donne le niveau d'instruction des répondants selon l'âge et le sexe.

Tableau 3 : Répartition des enquêtés en fonction du niveau d'instruction, de l'âge et du sexe

SEXE	Niveau d'instruction	Tranche d'âge			
		[15-20[	[20-25[	[25-30[	[30-35]
Féminin	Aucun	20,1%	29,5%	38,8%	61,8%
	Doctorat et plus	0%	0%	0,5%	0%
	Post-primaire ou Sec. 1er cycle	50,7%	29,1%	26,0%	12,7%
	Primaire	17,2%	13,2%	17,8%	19,1%
	Secondaire 2nd cycle	10,5%	21,4%	11,9%	4,4%
	Supérieur 1er cycle	1,4%	5,9%	2,7%	2,0%
	Supérieur 2nd cycle	0,0%	0,9%	2,3%	0,0%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%



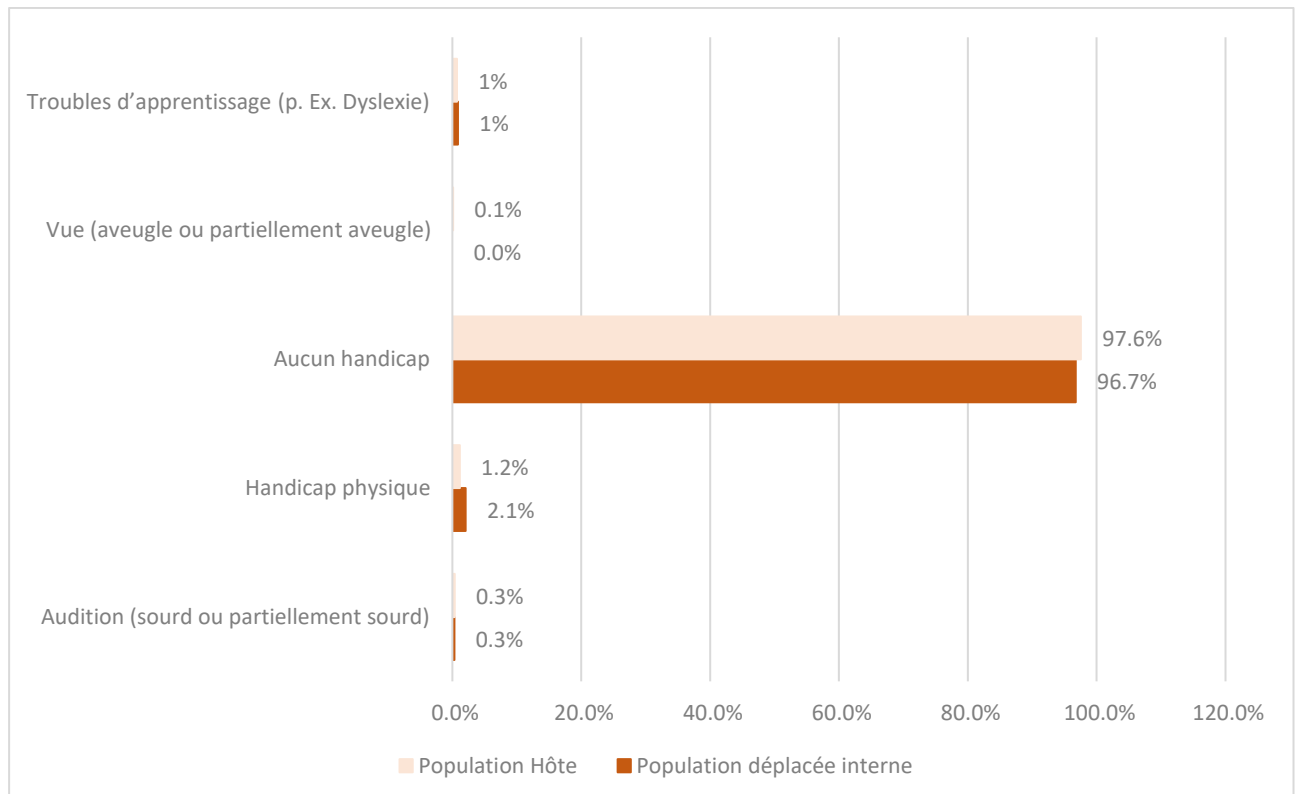
Masculin	Aucun	12,2%	10,2%	25,0%	51,1%
	Post-primaire ou Sec. 1er cycle	56,8%	21,3%	21,3%	11,4%
	Primaire	20,3%	19,4%	12,5%	28,4%
	Secondaire 2nd cycle	10,8%	30,6%	23,8%	5,7%
	Supérieur 1er cycle	0,0%	15,7%	12,5%	2,3%
	Supérieur 2nd cycle	0,0%	2,8%	5,0%	1,1%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : CERFODES, 2021.

❖ Statut physique des personnes enquêtées

Dans la communauté des déplacées internes, on note la présence de 2,1% de personnes vivant avec un handicap physique, 1% ont des troubles d'apprentissage et 0,3% ont des problèmes auditifs (sourds ou partiellement sourds). Cependant, dans la communauté hôte, 1,2% ont un handicap physique, 1% également ont des troubles d'apprentissage et 0,1% ont un handicap visuel. Même si ces indicateurs paraissent peu élevés, il importe qu'une attention particulière soit portée à ces personnes à besoins spécifiques dans le cadre du projet.

Graphique 3 : Personnes vivant avec un handicap par statut





Source : CERFODES, 2021.

De façon générale, les femmes et les hommes enquêtés quel que soit leur tranche d'âge présentent en leur sein très peu de personnes vivant avec un handicap. On note que 2,3% des femmes de 20 à 24 ans et de 25 à 29 ont un handicap physique. Chez les hommes de 30 à 35 ans, 3,4% ont un handicap physique.

Tableau 4 : Répartition des personnes vivants avec un handicap par sexe et par tranche d'âge

		Tranche d'âge			
		[15-20]	[20-25]	[25-30]	[30-35]
Féminin	Audition (sourd ou partiellement sourd)	0,5%	0,0%	0,9%	0,0%
	Handicap physique	0,5%	2,3%	2,3%	1,5%
	Non	98,6%	96,8%	95,4%	98,0%
	Troubles d'apprentissage (p. Ex. Dyslexie)	0,0%	0,0%	0,5%	0,0%
	Vue (aveugle ou partiellement aveugle)	0,5%	0,9%	0,9%	0,5%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%
Masculin	Audition (sourd ou partiellement sourd)	0,0%	0,9%	0,0%	0,0%
	Handicap physique	0,0%	0,0%	0,0%	3,4%
	Non	98,6%	99,1%	100,0%	93,2%
	Refuse de répondre	0,0%	0,0%	0,0%	1,1%
	Vue (aveugle ou partiellement aveugle)	1,4%	0,0%	0,0%	2,3%
	Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : CERFODES, 2021.

3.1.2. Caractéristiques géographiques

Au Burkina Faso, le taux d'urbanisation reste relativement faible (26,3%) selon le 5^{ème} RGPH. Toutefois au regard de la situation sécuritaire actuelle cela a entraîné un déplacement massif des populations vers les zones urbaines. Par rapport à cette étude et tenant compte de la réalité sécuritaire nous avons défini trois critères pour la sélection des zones d'enquête. Le premier critère a été l'accessibilité aux zones au regard de la situation sécuritaire que vivent les différentes communes dans les provinces et régions concernées (cas par exemple Djibo, Markoye, Sebba au sahel ; de Diapangou, Pama, Barsalogo, Pensa etc...). Le second critère a tenu compte du milieu de résidence (Rural vs Urbain). Il faut souligner que ce critère nous a



Royaume des Pays-Bas



amenés à nous focaliser sur les localités moins exposées à tout risque sécuritaire pour l'équipe de CERFODES. Et enfin les communes accessibles et présentant moins de risques ont été sélectionnées et en toute évidence ces communes avaient des poids démographiques plus élevés que les communes rurales accessibles (déplacements et migrations forcés).

Ainsi, la majorité des PDI ont été enquêtés en milieu urbain compte tenu de leur indisponibilité en milieu rural et cela explique les taux élevés (Cf graphique 5). Notons que sur le terrain, aucun autre problème méthodologique n'a été recensée. Toutes les cibles (communauté hôtes et une partie des PDI) des communes (urbaines et rurales) ont été touchées sans difficultés dans les localités prévues.

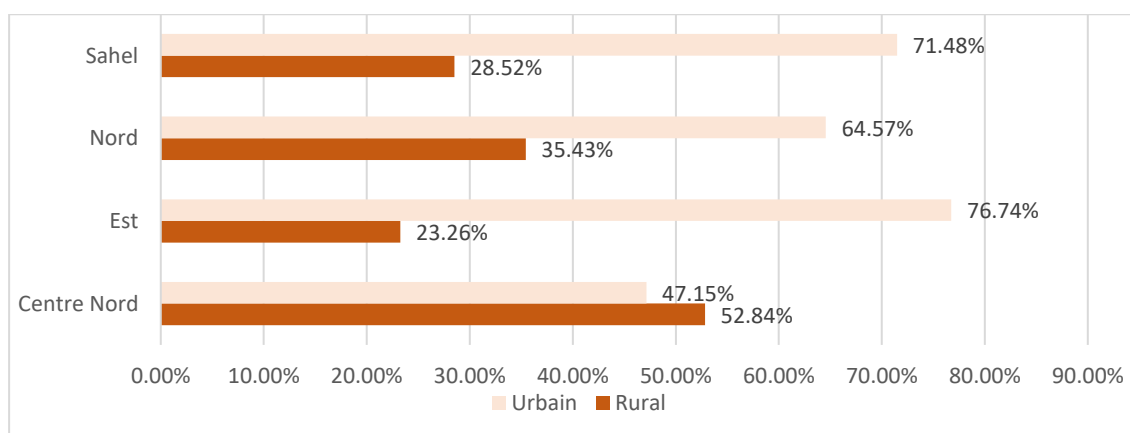
Dans la région du Sahel, le 5^{ème} recensement général de la population et de l'habitat a démontré que 2% de la population est urbaine. Selon les résultats de la présente enquête 71,48% des individus interrogés sont issus de cette partie de la population et 28,52% sont du milieu rural. Pour ce qui est de la région du Nord le taux d'urbanisation est de 4,4%. L'enquête montre que 64,57% des enquêtés étaient en milieu urbain et 35,43% en milieu rural.

Dans la région de l'Est qui a un taux d'urbanisation de 2,5%, 74,76% des personnes enquêtées l'ont été en milieu urbain et 23,26% en milieu rural.

Enfin, dans la région du Centre Nord qui a un taux d'urbanisation de 3,1%, 47,15% des enquêtés résident en milieu urbain et 52,84% en milieu rural.

En résumé, dans les régions du Sahel, du Nord et de l'Est, plus de la moitié des personnes enquêtées résident en milieu urbain sauf dans la région du Centre Nord où la proportion des personnes enquêtées est plus élevée en milieu rural qu'en milieu urbain. Cette concentration actuelle des cibles en milieu urbain dans les trois régions s'explique par l'insécurité qui a occasionné un déplacement massif des populations des zones rurales vers les zones urbaines.

Graphique 4 : Milieu de résidence des enquêtés par région



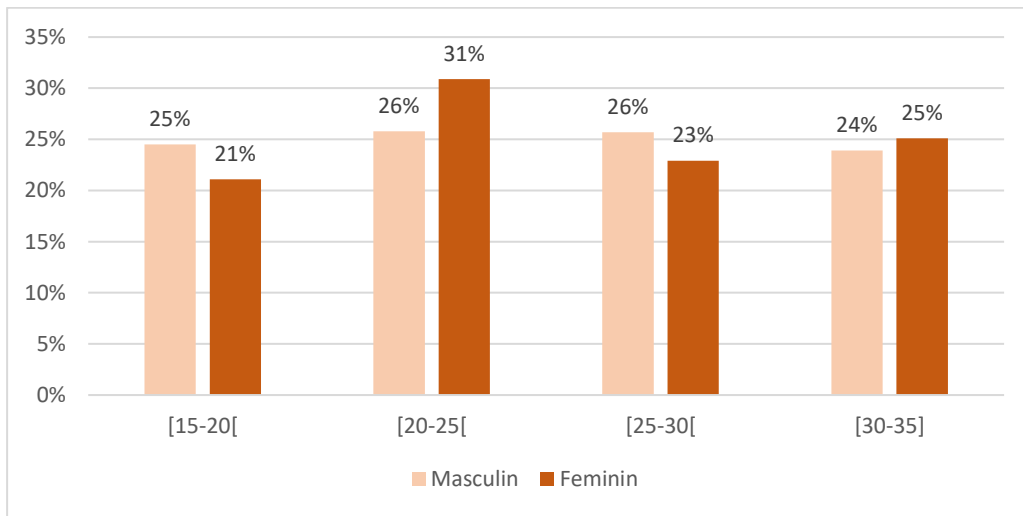
Source : CERFODES, 2021.



3.1.3. Caractéristiques démographiques

Le tableau ci-dessus montre que les proportions des femmes et des hommes enquêtés selon la tranche d'âge sont presque similaires. En effet, 21% des femmes ont entre 15 et 19 ans, contre, 25% chez les hommes, 31% des femmes ont entre 20 et 24 ans contre 26% d'hommes, 23% de femmes ont entre 25 et 29 ans contre 26% d'hommes et 25% de femmes ont entre 30 et 35 ans contre 24% d'hommes.

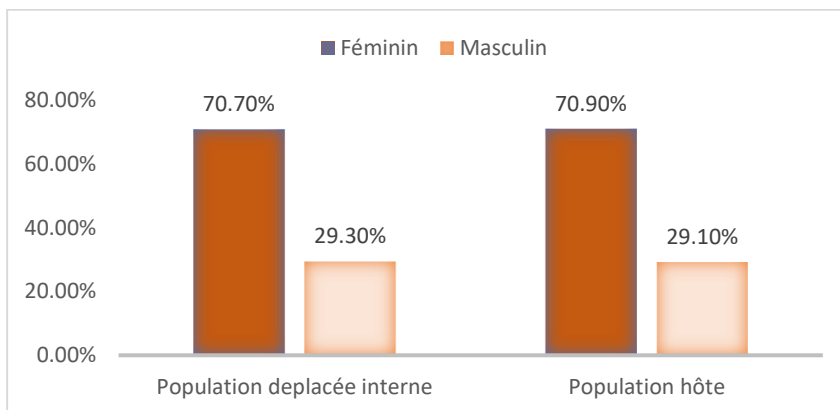
Graphique 5 : Répartition des répondants selon la tranche d'âge et le sexe



Source : CERFODES, 2021

L'enquête a touché au niveau des déplacées internes, 70,7% de femmes et 29,3% d'hommes, de même que 70,9% de femmes et 29,1% d'hommes chez les communautés hôtes.

Graphique 6 : Répartition des enquêtés selon le sexe et le statut



Source : CERFODES, 2021.

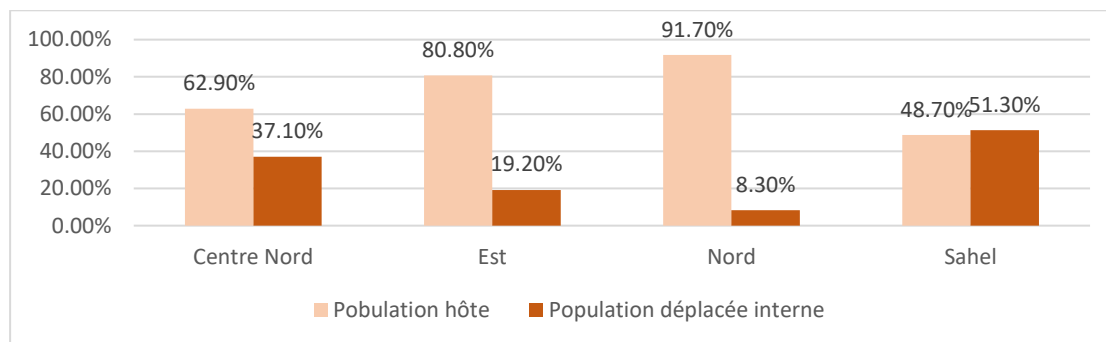
L'âge moyen des personnes déplacées internes enquêtées est de 25 ans, tandis que celui des personnes hôtes est de 24 ans. Cette étude a concerné les populations de 15 à 35 ans. En effet, la population touchée est majoritairement jeune et représente une couche de la

population très active au niveau professionnel, mais qui par manque de compétences ou de ressources et rencontre des difficultés à s'insérer dans un domaine professionnel spécifique.

Dans la région du Centre Nord, 62,9% des personnes touchées sont de la communauté hôte contre 37,1% des personnes déplacées internes. Pour ce qui est de la région de l'Est, 80,8% et 19,2% des personnes enquêtés sont respectivement des communautés hôtes et déplacées internes. Dans la région du Nord, 91,7% des enquêtés sont de la communauté hôte et 8,3% sont des déplacés internes. Enfin, dans la région du Sahel, 48,7% des enquêtés sont de la communauté hôte et 51,3% sont des déplacés internes.

Remarque : Ces différences de taux s'expliquent par le fait que dans chaque région, le nombre de communes touchées et les poids respectifs des communes ne sont pas équivalents.

Graphique 7 : Statut des répondants par région



Source : CERFODES, 2021.

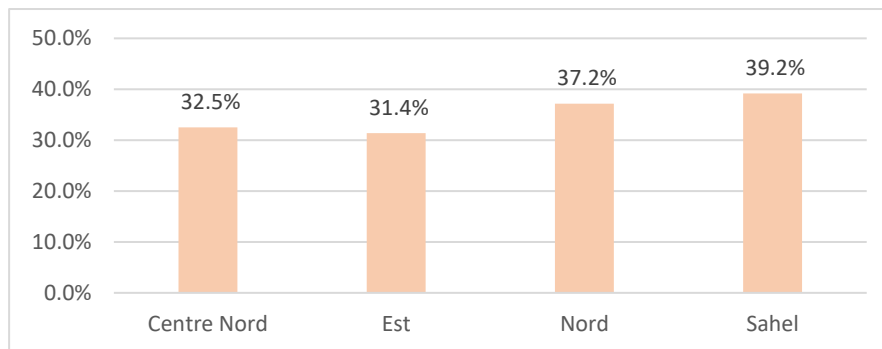
3.2. Sources et gestion des revenus

3.2.1. Capacité actuelle sur le plan du revenu

❖ Possession d'AGR selon les régions

Le graphique ci-dessous donne la proportion des personnes enquêtées qui ont déclaré qu'elles mènent une activité génératrice de revenus par région. De manière globale, 35,1% des personnes enquêtées dans les quatre (04) régions ont déclaré qu'elles ont des AGR. Par ailleurs, la proportion des répondants ayant des AGR est de 32,5% dans la région du Centre Nord, 31,4% dans la région de l'Est, 37,2% dans la région du Nord et 39,2% dans la région du Sahel. En somme, la proportion des personnes ayant des AGR est en dessous de 50% dans toutes les régions de l'étude comme le montre le graphique suivant.

Graphique 8 : proportion des personnes menant une AGR par région

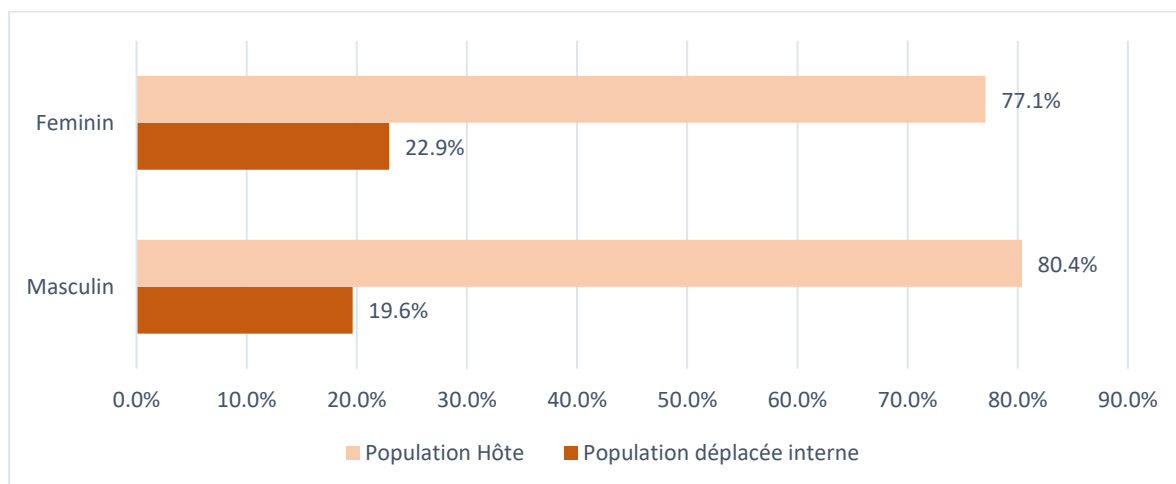


Source : CERFODES, 2021.

❖ **Possession d'AGR selon le statut et le sexe**

Parmi, les hommes menant des activités génératrices de revenus dans les zones d'interventions du projet PROMESSE-FP, 80,4% sont issues de la communauté hôte et 19,6% de la communauté des déplacées internes. Quant aux femmes, 77,1% de la communauté hôte et 22,9% des personnes déplacées internes enquêtées mènent des activités génératrices de revenus. Il se dégage que les populations déplacées internes ont un niveau d'accès très faible aux activités génératrices de revenu par rapport à leurs hôtes.

Graphique 9 : Proportion des personnes menant une AGR selon le statut et le sexe



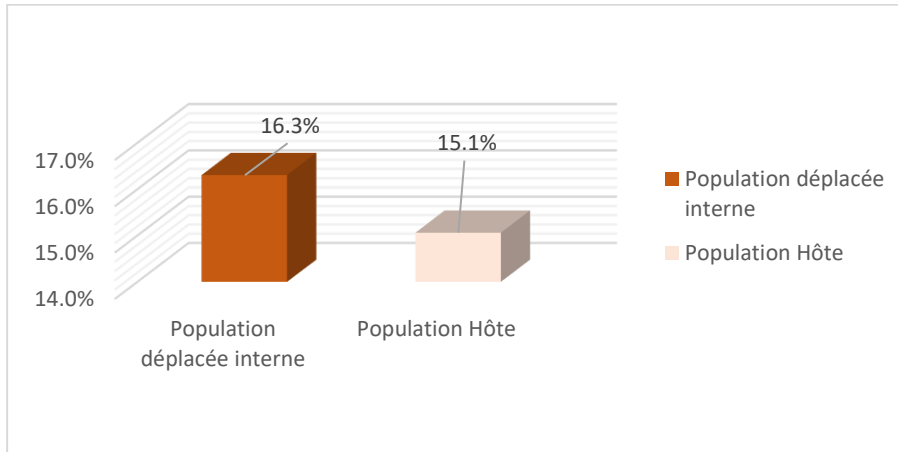
Source : CERFODES, 2021

❖ **Bénéficiaires de subventions pour AGR**

Pour ce qui est des subventions obtenues par les enquêtés, le graphique ci-dessous montre que parmi les personnes déplacées internes, 16,3% ont reçu des subventions, tandis que parmi

les enquêtés issus de la communauté hôte, ils sont 15,1% à déclarer avoir reçu des subventions. Cette situation est illustrée par le graphique suivant.

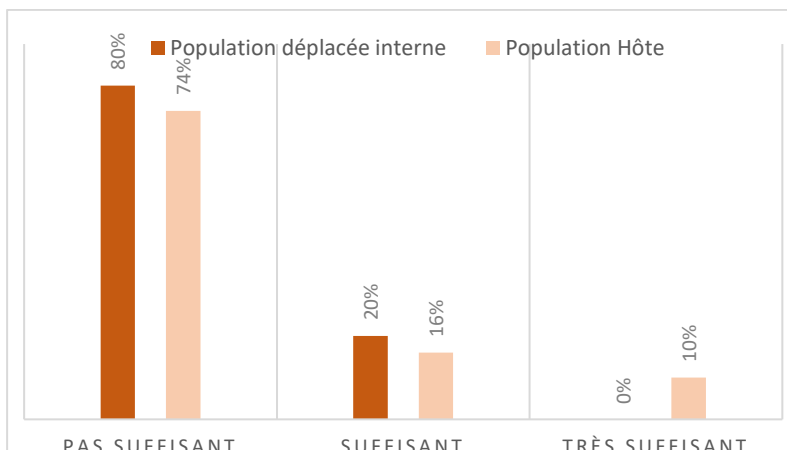
Graphique 10 : Individus ayant des AGR et qui ont reçu une subvention



Source : CERFODES, 2021.

Le montant moyen de la subvention dont a bénéficié les enquêtés de la communauté hôte dans le cadre de leur activité est supérieur à celui reçu par les personnes déplacées internes. Les montants moyens de la subvention reçus par les femmes et les hommes de la communauté hôte sont respectivement de 149 282 FCFA et 270 500 FCFA. Par contre, ces montants chez les PDI sont de 105 000 FCFA pour les hommes et de 42 159 FCFA pour les femmes. Pour l'ensemble des enquêtés, l'appréciation faite des montants reçus est qu'ils ne sont pas satisfaisants de manière générale. En effet, 74% des enquêtés de la communauté hôte et 80% des enquêtés de la communauté déplacée interne ayant reçu des subventions pour mener des AGR affirment que le montant reçu est insuffisant. Parmi les enquêtés ayant affirmé que le montant reçu était suffisant, 20% sont de la population déplacée interne et 16% sont de la communauté hôte. Enfin, parmi les enquêtés ayant affirmé que le montant reçus étaient très suffisants, 10% sont de la communauté hôte.

Graphique 11 : Niveau d'appréciation du montant reçu selon le statut





Royaume des Pays-Bas



Source : CERFODES, 2021.

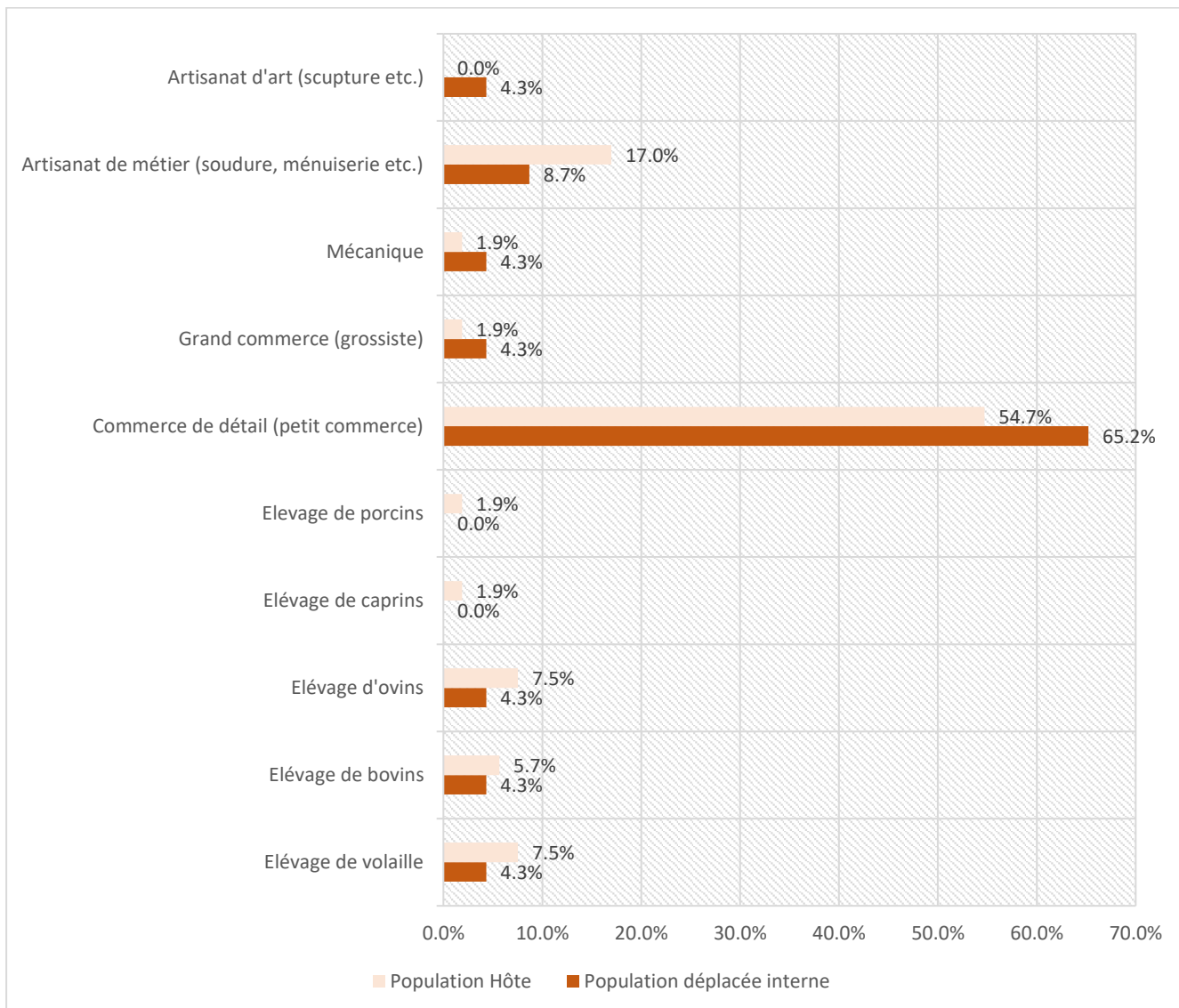
Les résultats de l'enquête montrent que le montant moyen souhaité par les enquêtés issus de la population de déplacés internes ayant reçu la subvention est de 216 667 FCFA contre 693 460 FCFA pour la population hôte. Il est à noter que les communautés hôtes ont sans doute plus de perspectives économiques et d'activités à mener, étant donné qu'elles sont sur place chez elles. Ce qui explique que leur requête soit quasiment trois fois plus élevée que celle des PDI.

❖ Domaines d'investissement et gains

Les enquêtés ayant déjà reçu des financements dans les zones d'intervention du projet PROMESSE-FP investissent plus dans le commerce de détail. En effet, parmi les personnes déplacées internes ayant bénéficié des subventions, 65,2% ont investi dans le petit commerce, 8,7% ont investi dans l'artisanat de métier, 4,3% dans l'artisanat d'art, 4,3% dans la mécanique, 4,3% dans le grand commerce, 4,3% dans l'élevage de bovins, 4,3% dans l'élevage d'ovins et 4,3% dans l'élevage de volaille. Pour ce qui concerne les enquêtés de la communauté hôte, 54,7% ont investi dans le petit commerce, 17% ont investi dans l'artisanat de métier, 1,9% dans la mécanique, 1,9% dans le grand commerce, 5,7% dans l'élevage de bovins, 7,5% dans l'élevage d'ovins et 7,5% dans l'élevage de volaille.

On remarque que les populations de déplacées investissent dans presque tous les secteurs d'activités contrairement aux populations hôtes, Cette situation peut être due à la recherche d'une meilleure sécurisation par la diversification de leurs les activités économiques.

Graphique 12 : Secteur d'investissement de la subvention par statut et par sexe



Source : CERFODES, 2021.

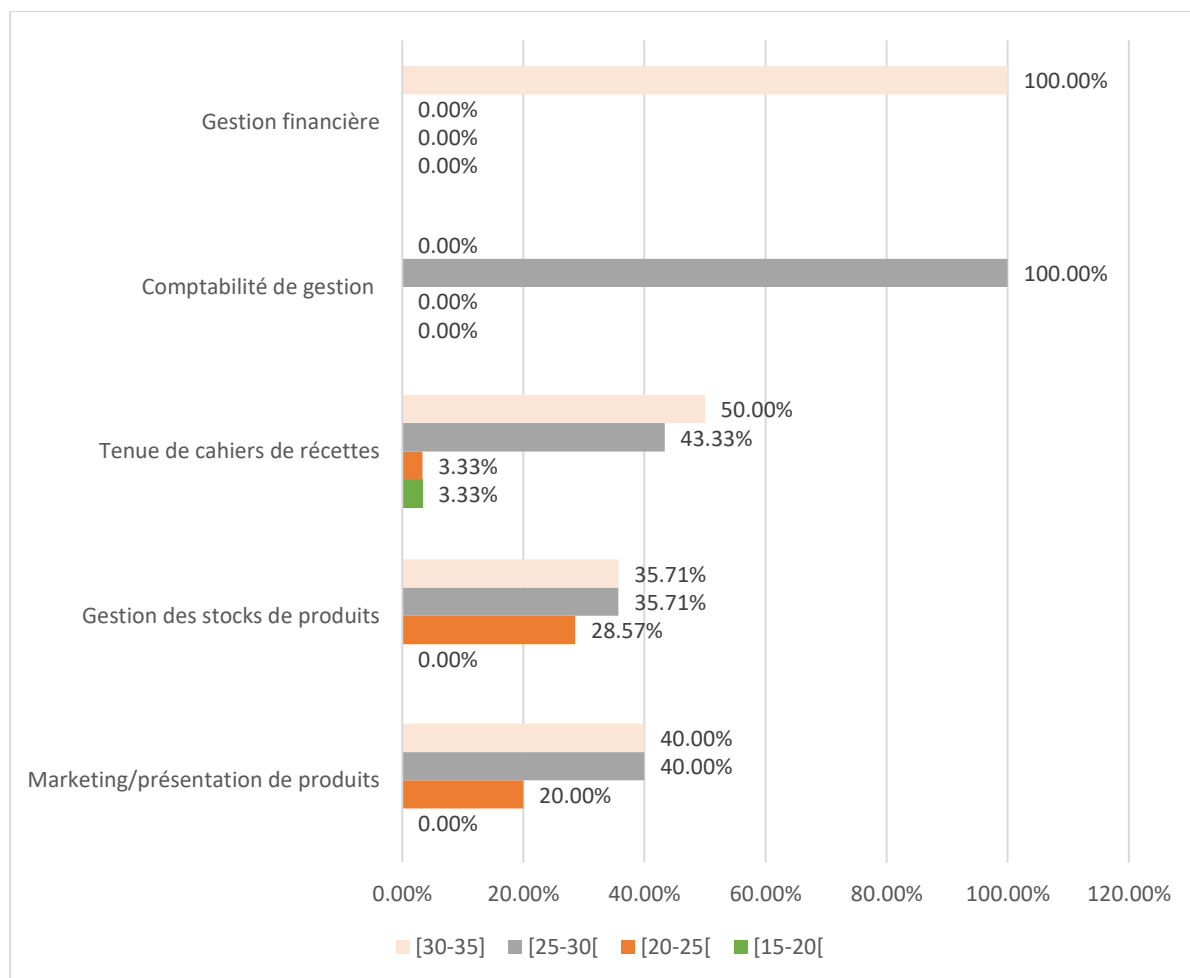
Les enquêtés de la communauté déplacée menant des AGR à partir des financements reçus déclarent gagner en moyenne 15 567 FCFA par mois, tandis que les membres de la communauté hôte gagnent en moyenne 42 290 FCFA. Ainsi, nous remarquons que les personnes déplacées internes gagnent moins que les personnes hôtes. Cette situation peut se justifier par la non-maîtrise du marché par les personnes déplacées internes. Elle peut traduire également une faible intégration économique des personnes déplacées par les populations d'accueil. Il est aussi plausible que les PDI étant sans doute nouvellement installées dans les zones d'accueil, elles sont moins connues que les communautés hôtes menant les mêmes activités économiques. Ainsi, la clientèle a tendance à aller vers les communautés hôtes que les PDI. Mais à long terme avec les effets d'adaptations et d'expériences qu'elles vont acquérir, ils pourront améliorer davantage le niveau de leurs gains mensuels.

3.2.2. Formation sur la gestion des revenus et éducation financière

Dans les zones d'intervention du projet PROMESSE-FP, concernant la population des enquêtés ayant déjà bénéficié de formations sur la gestion des revenus, on note que 37,5% des personnes déplacées internes ont bénéficié de formations sur la gestion des stocks de produits, 37,5% sur la tenue de cahiers de recettes, 12,5% sur le marketing/présentation de produits et 12,5% sur la gestion financière. Pour ce qui concerne les personnes hôtes, 56,25% ont bénéficié de formations sur la tenue de cahiers de recettes, 22,92% sur la gestion de stocks de produits, 18,75% sur le marketing/présentation de produits et 2,08% sur la comptabilité de gestion. On note que les populations hôtes et les PDI ont déjà bénéficié de formation sur la gestion des revenus et cela est un atout pour ceux qui ont ou bénéficieront d'appuis pour des AGR avec le projet PROMESSE-FP.

❖ Type de formation par tranche d'âge

Graphique 13 : Types de formations reçues selon les tranches d'âge



Source : CERFODES, 2021.

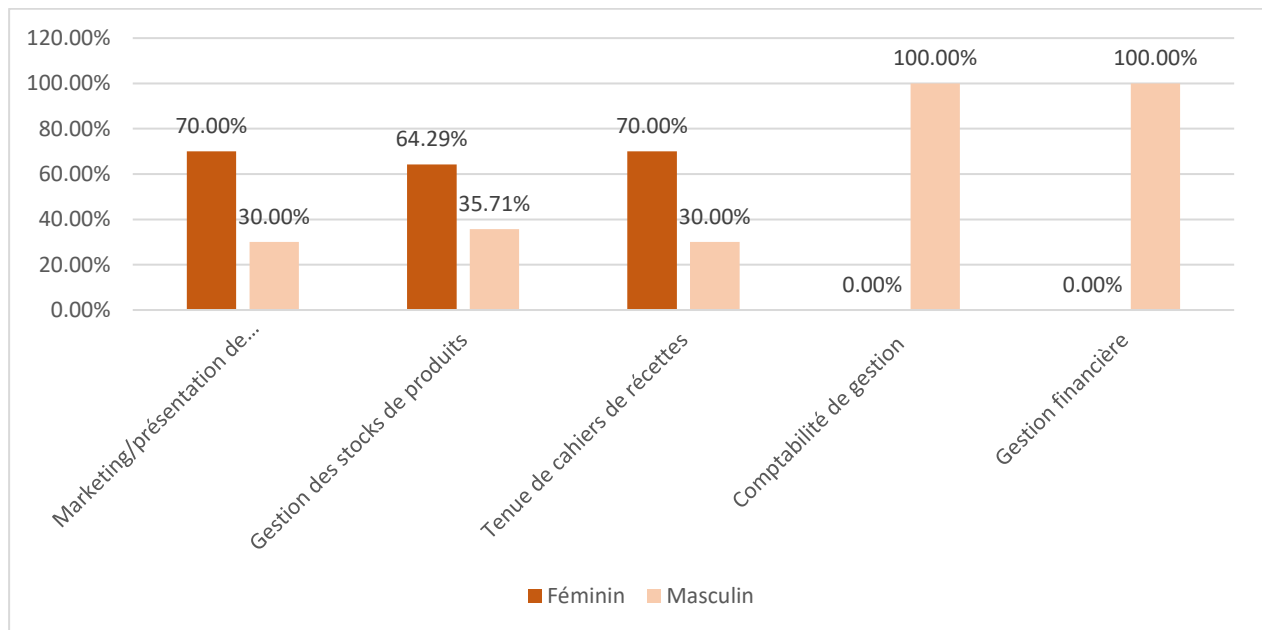
Le graphique ci-dessus montre que les formations ont concernées personnes plus âgées, notamment les plus de 25 ans, les moins âgés étant certainement plus concernés par la



scolarisation. L'ensemble des personnes enquêtées de 25 à 30 ans ont été formées en comptabilité de gestion et tous les 30 à 35 ans en gestion financière.

❖ Type de formation selon le sexe

Graphique I4 : Types de formations reçues selon le sexe



Source : CERFODES, 2021.

Pour ce qui concerne la répartition des types de formation selon le sexe on remarque que l'ensemble des personnes enquêtées, femmes comme hommes ont pu bénéficier de plusieurs types de formation soit deux au minimum. Cependant, on peut observer aussi que certaines formations de base ont plus concerné les femmes que les hommes et d'autres types de formation plus pointues (comptabilité de gestion et gestion financière) n'ont concerné que des hommes comme l'indique le graphique suivant.

3.2.3. Mise en place d'Association villageoises d'épargne et de crédit (VSLA/AVEC)

❖ Situation des AVEC par commune

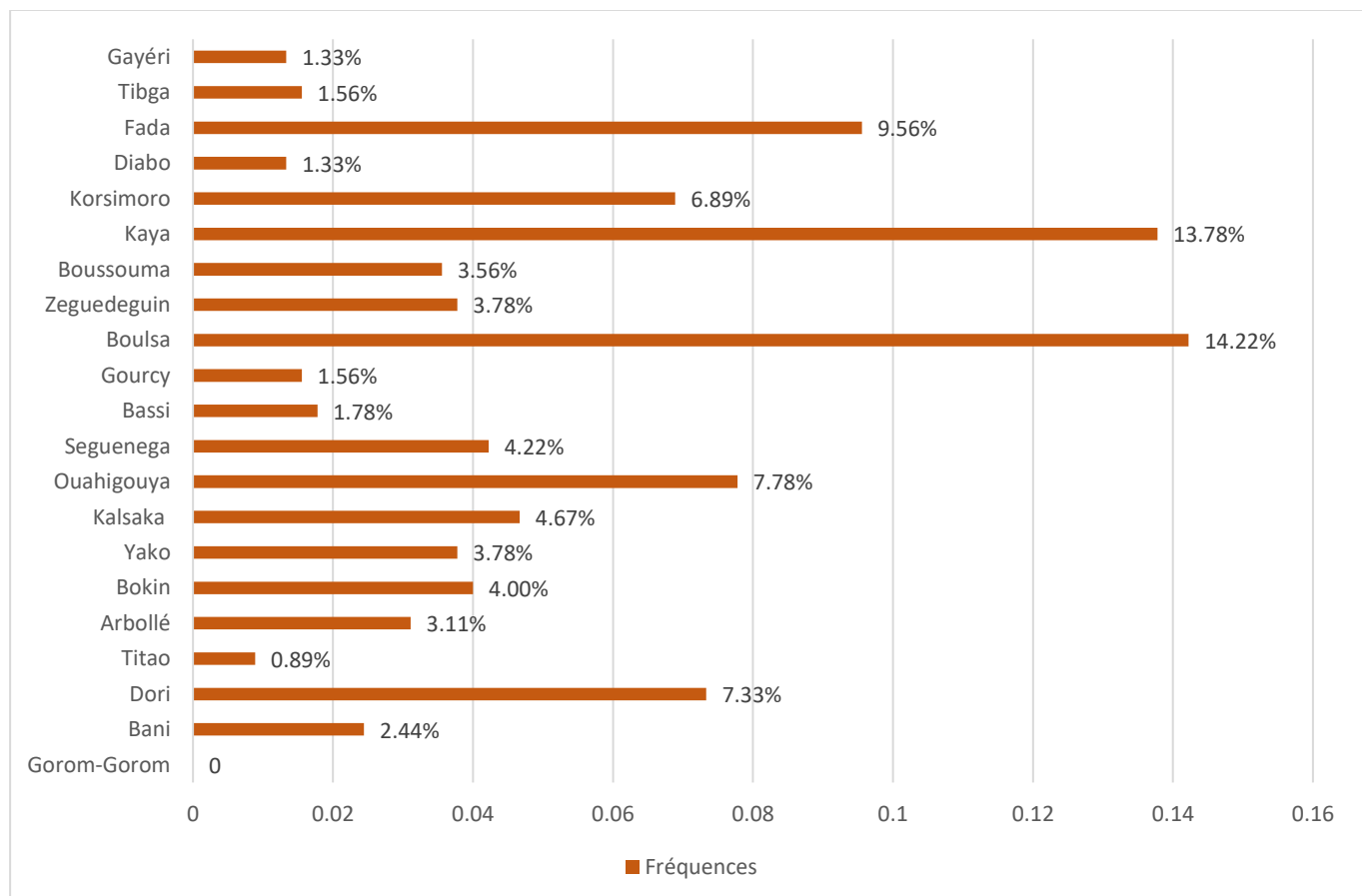
Dans les zones d'interventions du projet PROMESSE-FP, le niveau d'existence des AVEC est très faible (inférieur à 20% par localité). Par exemple, on note que très peu d'enquêtés connaissent l'existence des AVEC dans leurs localités. Ainsi, dans les communes de Boulsa ils sont (14,22%), à Kaya (13,78%), soit un peu plus de 10% des enquêtés qui déclarent qu'il existe des AVEC dans ces localités. Par contre, dans les autres localités ce sont 9,5% à Fada (7,78% à Ouahigouya 7,33% à Dori et 6,89% à Korsimoro soit moins de 10% des enquêtés qui ont déclaré qu'il existe des AVEC chez eux. Le graphique suivant indique aussi que le nombre des

AVEC est de loin plus élevé dans les communes urbaines (en moyenne 10%) par rapport aux communes rurales (moins de 5%).

Il y a donc à une nécessité d'encourager l'installation des AVEC pour une meilleure inclusion financière des populations de ces localités.

Cependant, la mise en place des AVEC passe par un processus de sensibilisation et de communication sur l'intérêt et les avantages de ce système. Il est évident que si le projet PROMESSE-FP souhaite mettre en place des AVEC, il est nécessaire de tenir compte du contexte, de fixer des règles prenant en compte le contexte économique, dont bon nombre de personnes de ces localités peinent souvent à avoir des ressources financières pour faire de l'épargne ou de la mise dans les AVEC.

Graphique 15 : Niveau d'existence des AVEC par Commune



Source : CERFODES, 2021.

❖ Niveau d'adhésion des populations aux AVEC

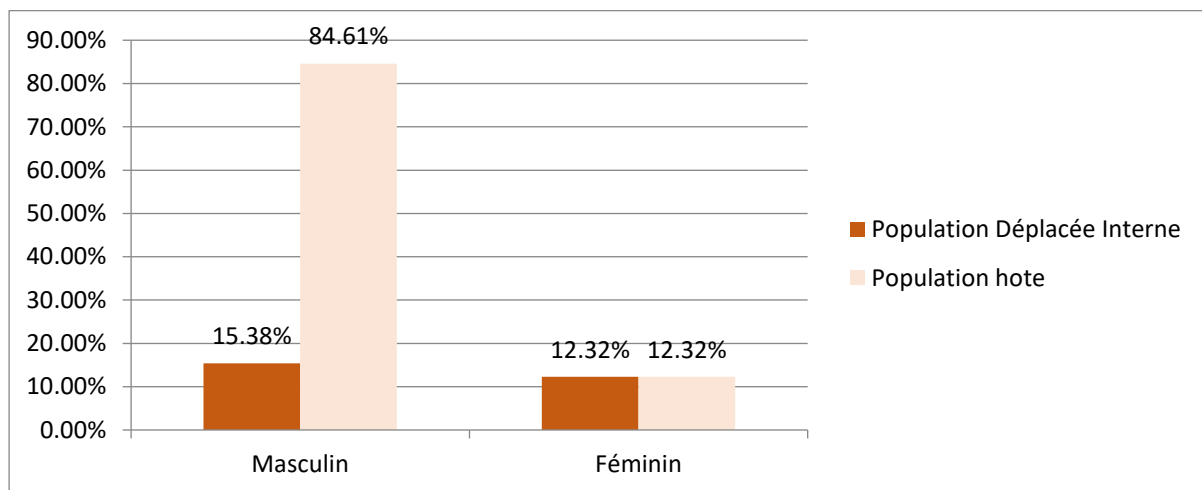
Dans la population totale des déplacées internes, 15,4% des hommes et 12,3% des femmes ont adhéré à une AVEC. Par contre, chez les populations hôtes, 84,61% des hommes et 12,32% des femmes ont adhéré aux AVEC. On remarque qu'il y'a une faible adhésion des personnes déplacées internes aux AVEC, surtout au niveau des femmes. Si très peu de PDI sont dans les



AVEC, il est à noter que le principe de fonctionnement de ces structures qui consiste en une mise d'argent sous forme d'épargne par jour, semaine ou mois peut être difficile pour des populations déplacées qui n'ont plus de revenu financier ou de source de revenu. Il est à noter que toutes les personnes ayant adhérées aux AVEC dans les zones d'interventions du projet PROMESSES-FP sont des adultes de 30 à 35 ans.

Les femmes au niveau des communautés hôtes sont aussi peu nombreuses dans les AVEC à cause également de leur faible capacité financière qui ne leur permet pas de répondre aux exigences des mises de somme dans les AVEC qui sont fixées à des périodes régulières (journalières, hebdomadaires ou mensuelles).

Graphique I6 : Niveau d'adhésion des populations aux Associations villageoises d'épargnes et de crédits

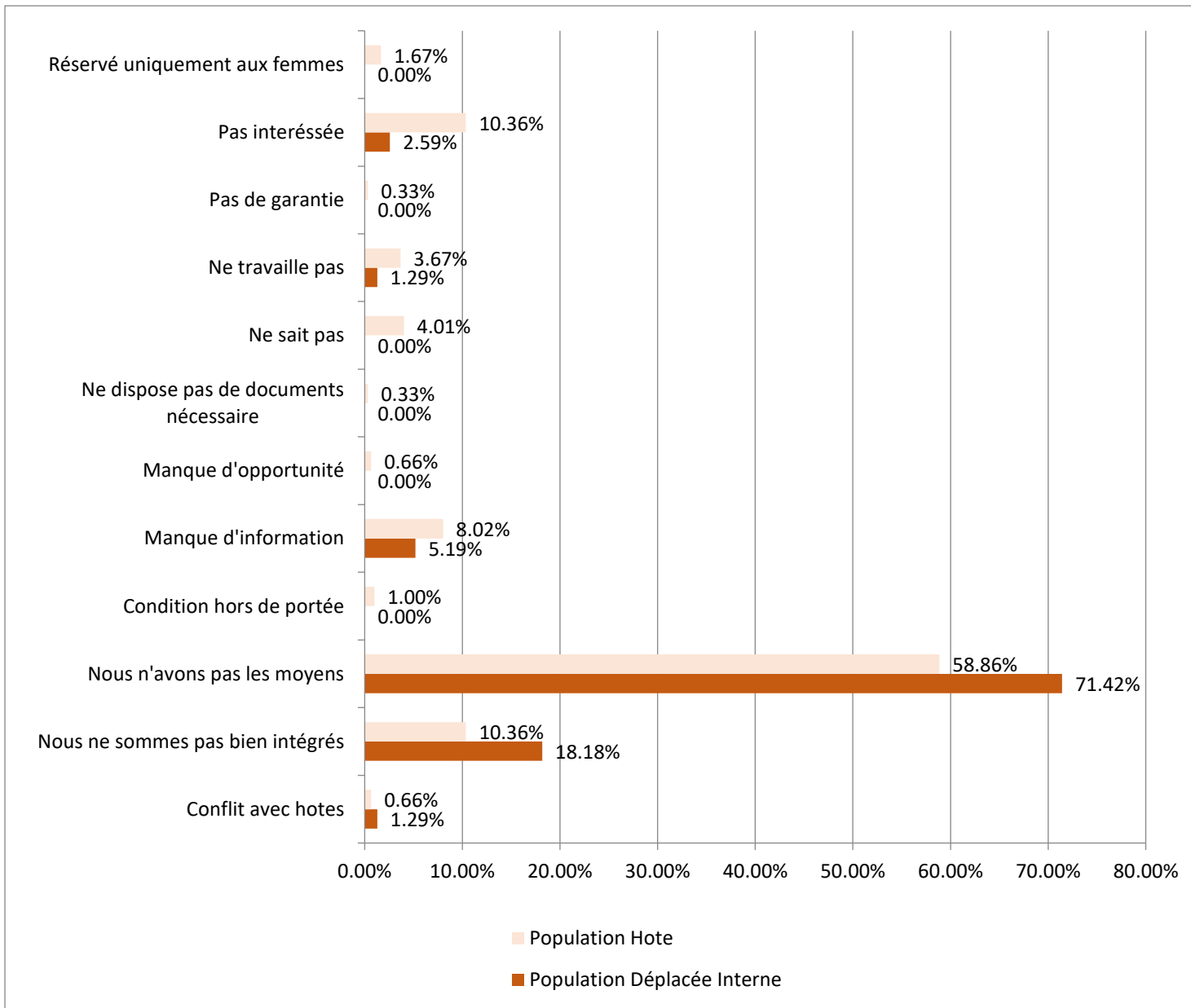


Source : CERFODES, 2021.

Parmi les facteurs explicatifs du faible niveau d'accès aux AVEC, 71,42% des personnes déplacées internes ont affirmé qu'elles n'avaient pas les moyens, 18,18% estiment qu'elles ne sont pas bien intégrées, 5,19% qu'elles n'ont pas d'informations (5,19%), 2,59% qu'elles ne sont pas intéressées, 1,29% accusent des conflits entre eux et la communauté hôte et 1,29% qu'ils ne travaillaient pas. Pour ce qui concerne, les personnes hôtes, 58,86% ont affirmé qu'elles n'avaient pas les moyens, 10,36% qu'elles ne sont pas bien intégrées, 10,36% qu'elles ne sont pas intéressées, 8,02% qu'elles manquent d'informations, 3,67% qu'elles ne travaillaient pas, 1,67% que les AVEC sont uniquement réservées aux femmes, 1% que les conditions d'adhésion sont hors de leurs portées, 0,66% à cause des conflits, 0,66% qu'elles manquent d'opportunité, 0,33% qu'elles n'ont pas de garanties et 0,33% qu'elles ne disposent pas des documents nécessaire.



Graphique 17 : Facteurs explicatifs de l'adhésion des populations aux AVEC, selon le statut



Source : CERFODES, 2021.

Il est à noter que de plus en plus, certaines AVEC vont vers les institutions de microfinance avec lesquelles elles sont en partenariat pour le dépôt des sommes engrangées et même pour faciliter l'obtention ou l'accessibilité aux crédits des membres des AVEC. Dans les entretiens avec quelques responsables des structures de microfinance qui collaborent avec les AVEC, il est apparu que les structures de microfinance exigent très souvent des garanties matérielles ou foncières ou des avals ou encore utilisent la confiance basée sur la connaissance des clients pour des prêts. Conditions difficiles à réunir par les PDI.

Selon un chef d'agence à Kaya, sans ces éléments : « c'est un peu compliqué d'octroyer un crédit quand il n'y a pas de garantie. Chez nous à COOPEC GALOR, la mesure pour ceux qui n'ont pas de



Royaume des Pays-Bas



garantie sera beaucoup basée sur la confiance ainsi que son aval, c'est à dire une personne qui va vous avaliser et avec cela, vous avez droit au crédit ».

Un responsable de la caisse populaire de Yako ajoute que cette collaboration avec les AVEC se fait par l'intermédiaire d'autres associations : *« Nous collaborons avec l'Association SEMUS mais ce n'est pas un groupement d'épargne comme nous. Leur rôle c'est de sélectionner les groupements pour nous auxquels nous allons octroyer les crédits. Mais depuis deux (02) ans entre SEMUS et nous, il n'y a pas d'activité ».*

Toujours dans le même sens un responsable à Fada affirme que leur structure : *« travaille beaucoup avec les associations qui sont dans l'élevage, l'agriculture et ainsi de suite. Ces associations sont dans la localité et d'autre sont carrément dans la province de la Tapoa et à Koudougou ».* Il ajoute que pour ce qui est des crédits, leur structure accompagne les membres des AVEC dans l'octroi du crédit.

Toutefois, dans la région du Nord, il n'existe pratiquement pas de collaboration entre les AVEC et les institutions de microfinance (IMF). Un responsable à Ouahigouya a confirmé cette non collaboration : *« Nous n'avons pas de collaboration directe comme ça, si ce n'est que l'on se croise sur le même terrain, car nous avons nos cibles et eux aussi ils ont leurs cibles ».*

3.3. Compétences de vie et éducation sociale

Les compétences de vie⁸ sont définies dans le Cadre conceptuel et programmatique du projet comme des compétences cognitives et non cognitives, d'ordre supérieur, ce sont des compétences d'apprentissage transversales et transférables pour l'apprentissage, pour l'employabilité, pour la responsabilisation personnelle et pour une citoyenneté active. L'éducation à la citoyenneté est un élément inséparable de l'acquisition des compétences de vie qui souligne le besoin de transformation sociale et renvoie aux capacités et aux énergies capables de favoriser des sociétés ouvertes, d'exploiter l'enthousiasme et la motivation des générations plus jeunes, et de leur fournir les outils nécessaires pour construire un meilleur avenir pour leurs communautés et la région (UNICEF, 2017). Dans cette étude, nous avons retenu les compétences de vie basées sur les concepts de soi dont :

- l'affirmation de soi, la confiance en soi et l'estime de soi en sont des caractéristiques ;
- la conscience de soi,
- de l'autogestion de soi,
- de la capacité à établir ou à gérer des relations et à communiquer.

3.3.1. Concept de soi et de conscience de soi

Le concept de soi⁹ est une connaissance que l'on a de soi-même. C'est une composante cognitive de la personnalité au sein de laquelle on peut distinguer, une composante intime : «

⁸ Unicef :

https://www.unicef.org/mena/media/6171/file/LSCE%20CPF%20Executive%20Summary_FR.pdf%20.pdf

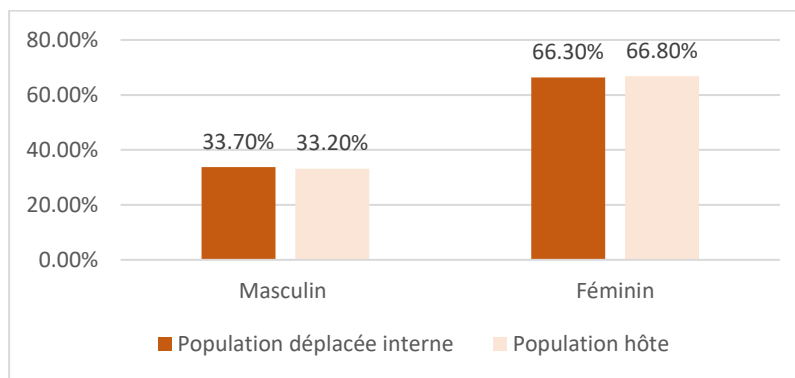
⁹ <https://www.cairn.info/psychologie-de-la-personnalite--9782804156824-page-51.htm>



ce que je suis » et une composante sociale : « ce que je pense que les autres pensent que je suis » (Pierre Bénédetto, 2008).

Pour cette étude, nous avons mis l'accent sur la capacité des répondants à donner deux (02) points forts et deux (02) points faibles ou comportements à améliorer. Ainsi, lorsque la réponse du répondant tarde (Plus de 10 mn) ou lorsque le répondant donne un (01) point fort ou un (01) seul point faible, nous avons laissé la case de réponse vide. En effet, chaque individu doit être capable de donner deux (02) points faibles ou deux (02) points forts le concernant. Le strict respect de cette consigne a permis d'avoir les indicateurs suivants présentés dans le graphique ci-dessous.

Graphique 18 : Proportion des enquêtés ayant pu dire leurs deux (02) points forts personnels en 10 secondes



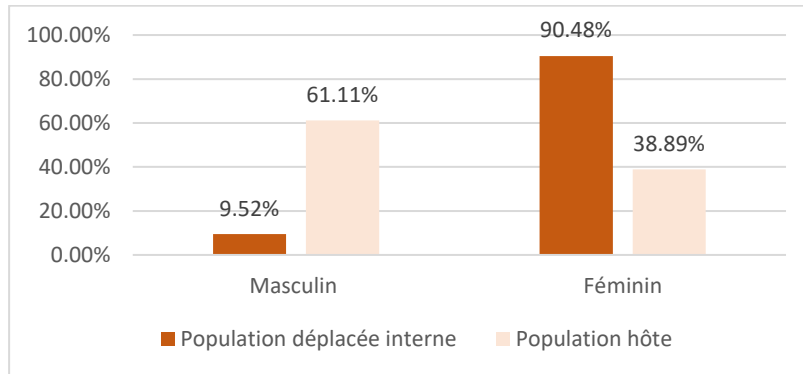
Source : CERFODES, 2021.

Au regard du graphique ci-dessus, parmi les membres de la communauté des déplacées internes, 33,7% des hommes et 66,3% des femmes ont pu donner deux (02) points forts personnels en 10 secondes. Quant à la communauté hôte, 33,2% des hommes et 66,8% des femmes ont aussi pu donner deux points forts personnels dans la même durée. On note que les femmes ont une connaissance de soi deux fois plus élevées que chez les hommes quel que soit la communauté. En somme les femmes connaissent leurs points forts alors que chez les hommes, il est possible qu'ils se surestiment en pensant que tout en eux est fort et lorsque vient le moment de citer les deux caractéristiques de force, cela leur devient difficile. Ce qui n'est pas le cas chez les femmes qui savent se concentrer sur leurs points de force.

Le graphique ci-dessous présente, la proportion des enquêtés ayant pu donner deux (02) faiblesses ou domaines personnels à améliorer en 10 secondes. Ainsi, dans la communauté des déplacées internes, 9,52% des hommes et 90,48% des femmes ont pu donner deux (02) points d'améliorations personnelles en 10 secondes. Quant à la communauté hôte, 61,11% des hommes et 38,89% des femmes ont pu également donner deux (02) points d'améliorations personnelles. Si chez les déplacées internes ce sont neuf femmes sur dix qui citent aisément leurs points de faiblesses à l'inverse des hommes, dans la communauté hôte les hommes sont deux fois plus que les femmes à citer au moins deux de leurs points de faiblesse à améliorer.



Graphique 19 : Proportion des enquêtés ayant pu donner leurs deux (02) points faibles ou domaines à améliorer en 10 seconde



Source : CERFODES, 2021.

3.3.2. Autogestion de soi

L'autogestion¹⁰ décrit la capacité de l'individu à gérer efficacement ses objectifs personnels et professionnels, tout en s'adaptant aux changements et obstacles rencontrés. Ainsi, la gestion de soi consiste souvent à orchestrer de manière créative la gestion équilibrée des objectifs personnels et professionnels pour atteindre des résultats personnels ou professionnels fixés à court et à long terme. Elle engage ce que les psychologues appellent un travail « métacognitif ». Autogestion de soi suppose le fait de prendre du recul, de s'observer soi-même et de rassembler des idées et des stratégies issues de plusieurs de ses différents ensembles de compétences. Dans cette analyse, nous avons mis un focus sur l'attitude des répondants lorsqu'ils sont frustrés ou stressés et la fixation d'objectifs pour les études, le travail et la vie personnelle.

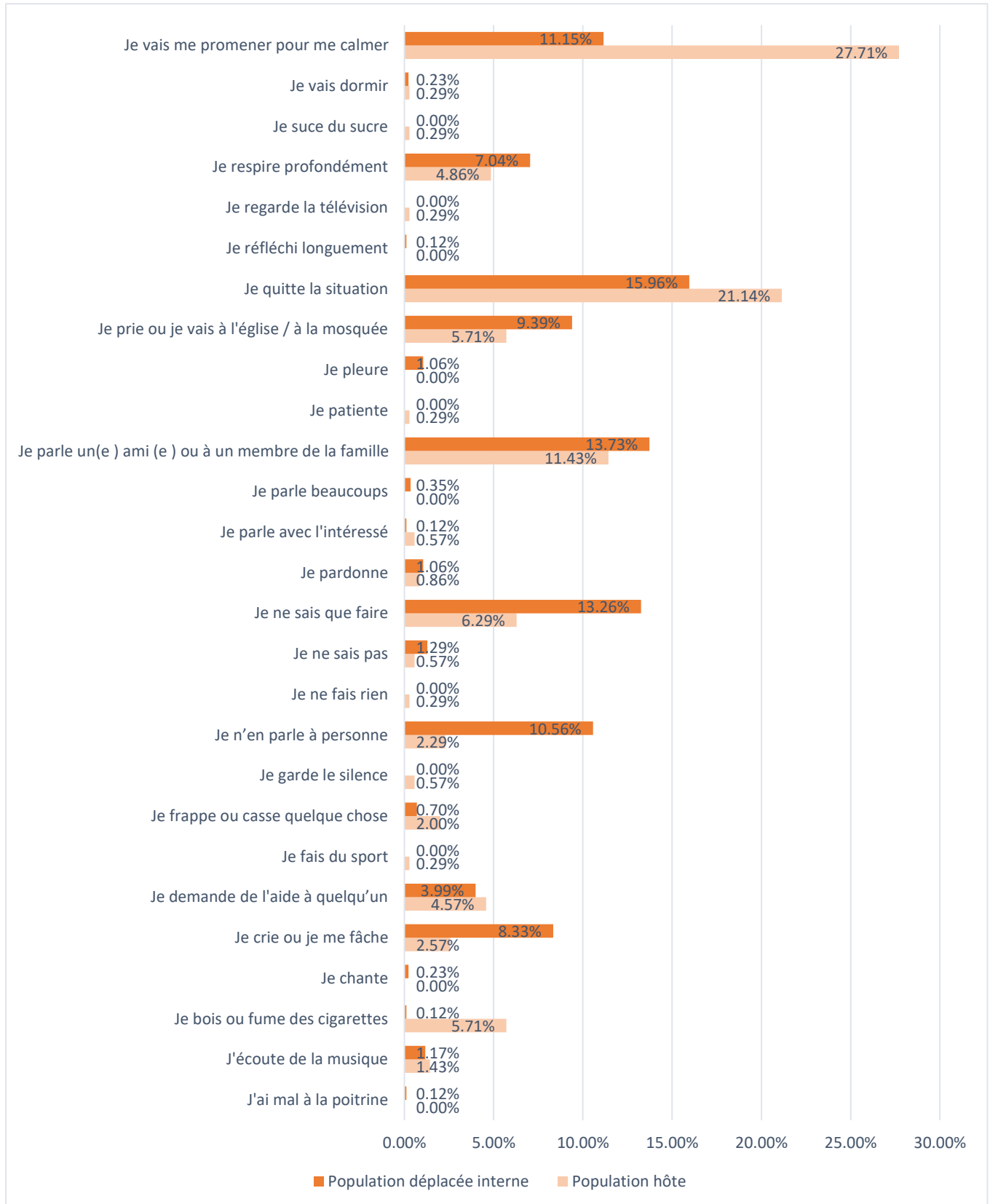
Pour les répondants de la population déplacée interne, lorsqu'ils se sentent frustrés ou stressés, leur premier comportement est de quitter la situation (15,96%), ou d'en parler avec un ami ou un membre de la famille (13,73%), ou ne savent que faire (13,26%). Certains optent de se promener pour se calmer (11,15%), ou de n'en parler à personne (10,56%), ou vont prier à l'église ou à la mosquée (9,39%). Enfin on note que d'autres deviennent hystériques ou se fâchent (8,33%).

Pour ce qui concerne les membres de la communauté hôte, 27,71% des répondants préfèrent aller se promener pour se calmer, 21,14% quittent la situation, 11,43% en parlent à un ami ou à la famille et 6,29% ne savent que faire. Aussi, observe-t-on d'autres attitudes dont les proportions sont faibles telles : Je vais dormir, Je chante, J'écoute de la musique, Je fais du sport, etc.

¹⁰ <https://online.edhec.edu/fr/blog/autogestion-gestion-de-soi-competence-du-futur/>



Graphique 20 : Attitude des enquêtés lorsqu'ils se sentent frustrés ou stressés



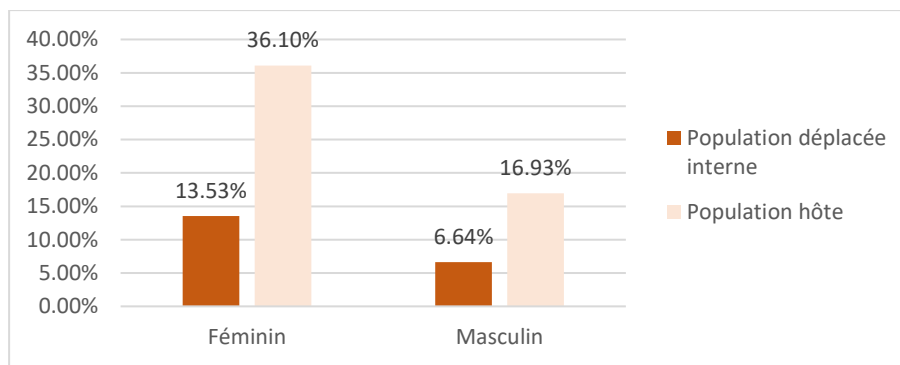


Source : CERFODES, 2021

❖ **Assignation d'objectifs**

Parmi, les hommes, 6,64% des personnes déplacées internes et 16,93% des personnes hôtes ont des objectifs bien fixés pour ce qui concerne les études, le travail et la vie personnelle. Pour ce qui concerne les femmes, 13,53% des personnes déplacées internes et 36,1% des personnes hôtes se sont aussi bien fixés des objectifs (Cf. graphique ci-dessous).

Graphique 21 : Proportion des enquêtés ayant des objectifs bien fixés dans les études, dans le travail ou la vie personnelle



Source : CERFODES, 2021.

La situation précaire et provisoire que vivent les personnes déplacées internes pourrait justifier l'absence d'objectif à leur niveau, leur préoccupation prioritaire du moment qui est commune étant certainement le retour dans leurs localités et leurs maisons.

3.3.3. Compétences relationnelles et de communication

L'aisance relationnelle¹¹ désigne la capacité d'un individu à entrer en contact et à interagir efficacement avec les autres. C'est une compétence qui traduit la qualité des relations qu'une personne est en mesure d'établir avec autrui. Elle fait également référence à la sensibilité et l'empathie dont elle fait preuve à l'égard des autres.

Il s'avère que cette qualité revêt une importance capitale dans tous les domaines de la vie. C'est une compétence nécessaire et utile dans toutes les relations. Elle permet de créer et d'entretenir des liens avec les autres et rend la vie plus facile, plus simple, et mieux.

En effet, une personne qui a le sens du relationnel est beaucoup plus apte à s'adapter aux situations, à éviter ou à résoudre les conflits, à gagner la confiance et le respect. Travailler ses compétences sociales interpersonnelles peut donc contribuer à réduire le stress, à augmenter la satisfaction de la vie et à améliorer votre santé globale. L'analyse de compétences relationnelles et de communication a porté sur la capacité d'écoute et la capacité de l'enquêté à s'exprimer facilement et à communiquer clairement avec la famille et les amis.

¹¹ <https://www.penser-et-agir.fr/sens-du-relationnel/>

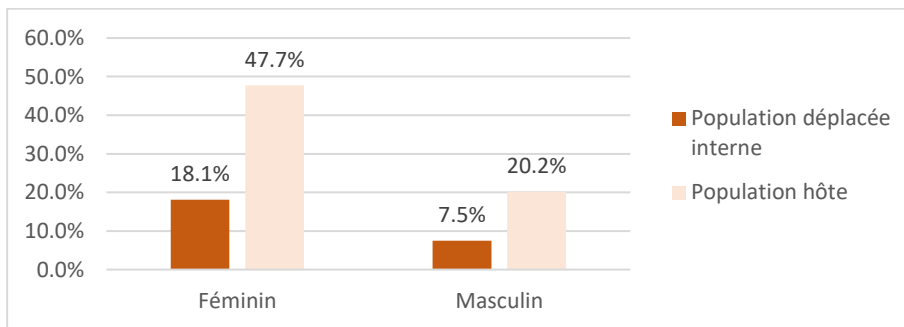
❖ Capacité d'écoute

De manière générale, les résultats montrent que la capacité d'écoute des populations déplacées internes est très faible comparativement à celle des personnes hôtes. Cette situation témoigne sans doute des troubles psychologiques subies par les personnes déplacées et qui ont entraîné leurs déplacements. Cela peut se traduire par un mal-être dû au changement d'environnement dont ils ont fait l'objet et l'impatience de voir se résoudre leur situation.

❖ Capacité d'expression et de communication

Le graphique ci-dessous montre que parmi les personnes déplacées internes pouvant s'exprimer facilement et communiquer clairement, 7,5% sont des hommes et 18,5% sont des femmes. Aussi, parmi les personnes hôtes, 20,2% des hommes et 47,7% des femmes ont la capacité de s'exprimer facilement et communiquer clairement.

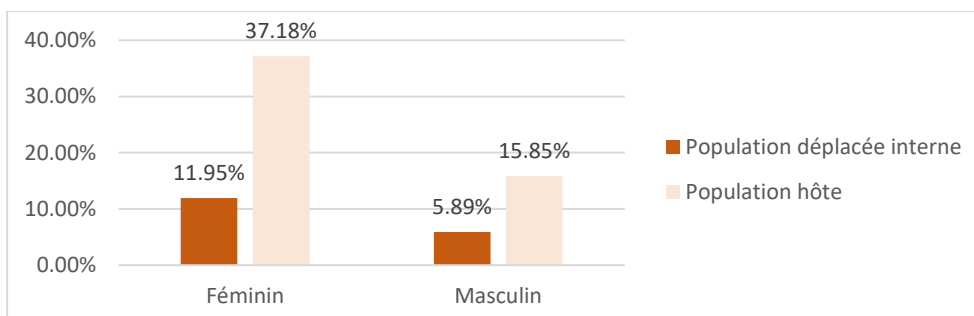
Graphique 22 : Proportion des enquêtés pouvant s'exprimer facilement et communiquer clairement avec la famille et les amis



Source : CERFODES, 2021.

Le graphique ci-dessous montre que parmi les hommes ayant pu citer deux (02) façons d'écouter attentivement, 5,89% sont des personnes déplacées internes et 15,85% sont des personnes de la communauté hôte. Pour ce qui concerne les femmes, 11,95% des personnes déplacées internes et 37,18% des personnes hôtes ont pu citer deux (02) façons d'écouter attentivement.

Graphique 23 : Proportion des enquêtés ayant été capables de citer deux (02) façons d'écouter attentivement





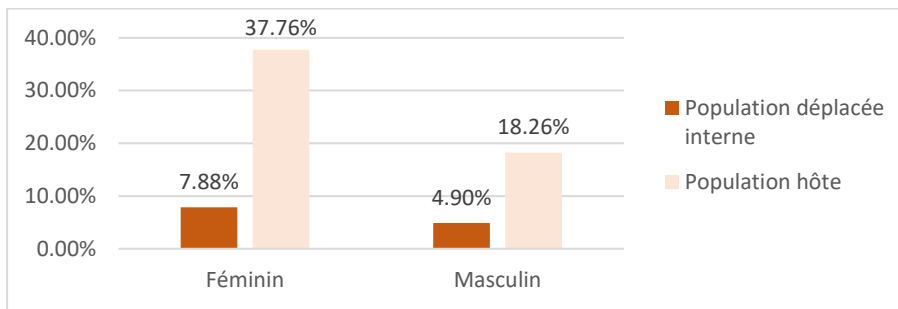
Source : CERFODES, 2021.

3.4. Éducatons et formation professionnelle

3.4.1. Éducatons

En ce qui concerne les PDI, parmi ceux qui sont actuellement inscrit à l'école, il y a 4,90% de garçons ou d'hommes et 7,88% de filles ou de femmes. Quant aux populations hôtes actuellement inscrit à l'école, 18,26% et 37,76% sont respectivement des hommes et des femmes. On note que les femmes sont plus nombreuses que les hommes à fréquenter une école. Cette tendance chez les communautés hôtes montre que l'école se féminise. Le graphique ci-dessous présente les proportions de la population déplacée interne et des communautés Hôtes qui sont actuellement inscrites à l'école, selon le genre.

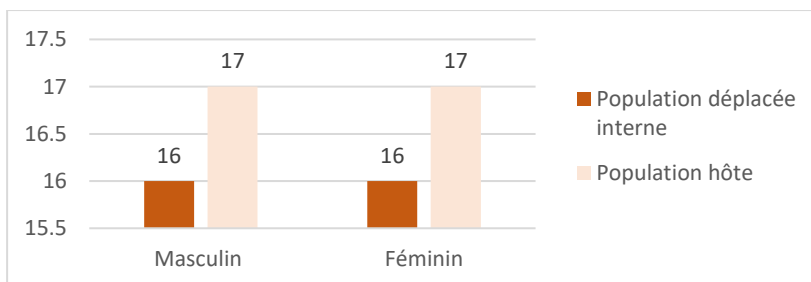
Graphique 24 : Proportion des enquêtés actuellement inscrits à l'école



Source : CERFODES, 2021.

En nous intéressant à l'abandon et surtout à l'âge moyen des personnes ayant abandonné l'école, on note que l'âge moyen des hommes et des femmes déplacés internes ayant abandonné l'école est de 16 ans, tant dis que les hommes et femmes de la communauté hôte ayant abandonné l'école est de 17 ans (Cf. graphique ci-dessous)

Graphique 25 : Age moyen d'abandon de l'école (en année révolu)



Source : CERFODES, 2021.

Dans la région du Centre Nord, la situation de l'éducation des filles est très difficile, compte tenu de la situation sécuritaire qui a entraîné un déplacement massif des populations vers la ville de Kaya. Cette situation a une incidence négative sur l'éducation et la formation des filles en occasionnant des abandons comme en témoigne les propos d'un responsable de la

Direction Provinciale de la femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire : « En tant que directeur provincial par intérim, je n'ai pas vraiment la situation exacte, mais je peux dire que ce n'est pas aussi simple. Surtout en période de mouvement, il y'a des adolescents PDI qui se sont inscrits et d'autres compte tenu du manque de moyen, elles sont en train de faire d'autres activités en parallèle. Certaines sont devenues des filles de ménage, d'autres travaillent dans des kiosques ou vendent des produits au niveau du marché ».

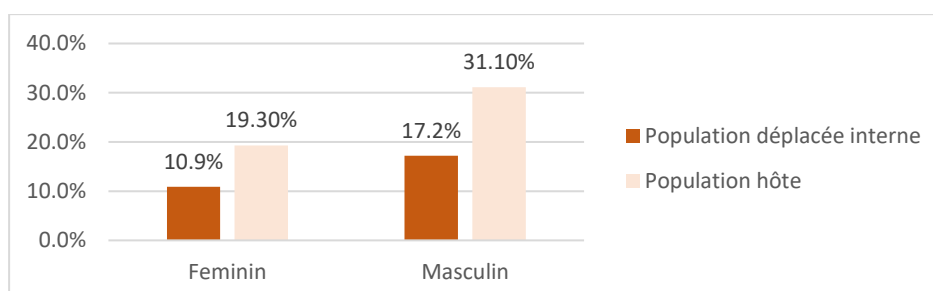
En outre, il existe de nombreux facteurs qui entravent, l'éducation des adolescentes et des jeunes filles dans la région du Centre Nord tels que : les sites d'orpaillage, la situation sécuritaire, les grossesses précoces, le mariage précoce, la pauvreté et l'éloignement des centres de formation (distance). A cet effet, la responsable du service de la promotion de l'éducation inclusive des filles et du genre relevant de la direction régionale des enseignements post primaire et secondaire du centre nord affirme : « Pour les garçons, il y'a ce qui est récurrent dans pas mal de région qui est en l'occurrence la découverte de sites d'orpaillage. Ces sites d'orpaillage occasionnent chez les garçons les abandons scolaires ; par ailleurs, il y'a aussi les raisons sécuritaires qui les empêchent de continuer.

Pour les filles, il y'a également les raisons sécuritaires, les grossesses, les mariages précoces et forcés ainsi que le phénomène appelé la recherche du foyer où les jeunes filles sont préoccupées par le fait d'avoir un foyer. Il y'a souvent la pauvreté des parents avec des situations financières très précaires et qui font qu'ils ne peuvent pas subvenir aux besoins en termes de scolarité, de restauration et autres de leurs enfants qui finissent par abandonner. Il y'a également la distance entre l'école et la résidence des enfants qui ne facilite pas la scolarisation, surtout quand ce sont des filles. En effet, les parents hésitent à scolariser leurs filles dans des écoles un peu éloignées à cause des risques sécuritaires et de rapt sur les routes d'écoles ».

3.4.2. Formation professionnelle

Le graphique ci-dessous montre que 10,9% des femmes et 17,2% des hommes PDI ont bénéficié d'une formation professionnelle. Tandis que dans la communauté hôte, 19,30% des femmes et 31,10% des hommes ont bénéficié d'une formation professionnelle. Dans les deux communautés même si chez les hôtes il y a davantage de personnes formées professionnellement les données globales restent faible sur le plan de la formation professionnelle.

Graphique 26 : Fréquence des enquêtés ayant bénéficiés d'une formation professionnelle



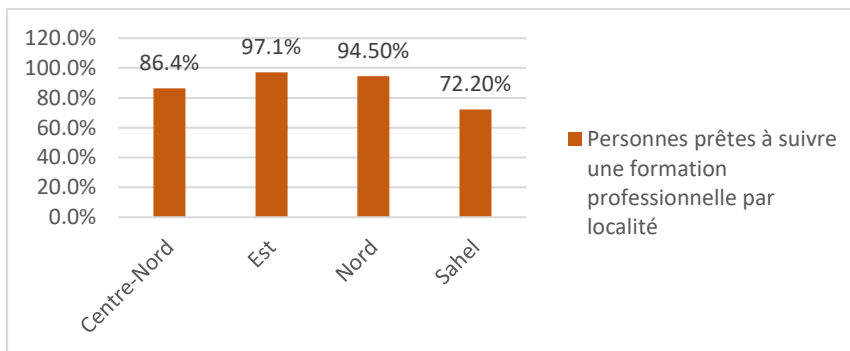


Source : CERFODES, 2021.

❖ **Besoins en formation professionnelle par région**

Le graphique ci-dessous présente la proportion des enquêtés qui sont prêts à suivre une formation professionnelle par région. Ainsi, la région de l'Est vient en tête avec 97,10% des personnes interrogées. En deuxième position vient la région du Nord avec 94,50% des personnes interrogées. La région du Centre Nord est en troisième position avec 86,4% de personnes interrogées. La région du sahel quand-à elle, vient en dernière position avec 72,20% des personnes interrogées. Cela montre un besoin important des enquêtés pour les formations professionnelles.

Graphique 27 : Proportion des enquêtés prête à suivre une formation professionnelle par localité



Source : CERFODES, 2021.

3.4.3. Proposition des localités pour la réalisation des centres de formations professionnels au profit des femmes et des filles

a. Région du Centre Nord

❖ **Besoin en centre de formation professionnelle**

Dans la province du Namentenga, 47,5% des répondants pensent que la réalisation de centres de formations professionnelles au profit des femmes et des filles est très nécessaire, 48,3% pensent qu'elle est nécessaire, 3,3% pensent qu'elle n'est pas nécessaire et 0,8% pensent qu'elle n'est pas du tout nécessaire. Par contre dans la province du Sanmatenga, 68,7% pensent qu'elle est très nécessaire, 30,9% pensent qu'elle est nécessaire et 0,4% pensent qu'elle n'est pas nécessaire. En somme, plus de 95% des enquêtés estiment nécessaire d'avoir des centres de formations professionnelles.

Tableau 5 : Niveau d'appréciation de la réalisation de centre formations professionnelles dans la région du Centre Nord

Niveau	Provinces		
	Namentenga	Sanmatenga	Ensemble
Très nécessaire	47,5%	68,7%	58,1%
Nécessaire	48,3%	30,9%	39,6%

Pas nécessaire	3,3%	0,4%	1,85
Pas du tout nécessaire	0,8%	0,0%	0,8%
Je ne sais pas	0,0%	0,0%	0,0%
Total	100,0%	100,0%	100%

Source : CERFODES, 2021.

Notons que dans la région du Centre Nord, le nombre de centres de formation professionnelle est très élevé avec une offre de formation très riche. Selon la Direction provinciale de la femme : « Il y'a neuf centres dont huit à Kaya et un dans la commune de Korsimoro ».

❖ Filières de formation

En termes de filières de métiers dans lesquelles les apprenants sont formés, il y'a la menuiserie bois ou métallique, la maçonnerie, la peinture, l'électricité bâtiment, la coupe couture qui occupe une bonne partie des apprenants notamment les filles, la mécanique cyclo et la mécanique voiture, la coiffure, la teinture et tissage, la maraîchère-culture conjointement menée avec l'élevage . Pour le Directeur Provincial par intérim « Il serait mieux que le projet PROMESSE-FP accompagne les centres existant en recrutant des filles et en donnant les moyens nécessaire (moyen de déplacement, fourniture scolaire, bourses, prise en charge des frais de scolarité etc.) pour leurs formations et leurs insertions dans la vie professionnelle. ».

A cet effet, il ajoute : « Oui ! Nous pouvons dire de façon générale que notre région dispose de centre de formation en nombre capable d'héberger un projet intervenant pour la promotion de l'accès des filles à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité, car parmi les centres cités tantôt, il y'a des centres qui reçoivent rien que des filles ; il y'a déjà des centres de formation qui donnent beaucoup d'importance à la formation professionnelle des filles où tout est mis en place pour l'accompagnement de la jeune fille pour qu'elle puisse obtenir une bonne formation de qualité ».

Certaines ONG, accompagnent les jeunes et surtout les femmes afin de leurs permettre de s'insérer dans la vie professionnelle. A propos le Directeur provincial de la femme par intérim confirme : « Oui surtout avec PLAN Burkina et l'Agence des Nations Unies pour la Population -UNFPA. Ils appuient les femmes et adolescentes dans l'assistance en kit de dignité (dont les serviettes pour les périodes de menstrues), mais également avec les frais de scolarité et les frais de formation professionnelle ».

❖ Filières porteuses

Les résultats de l'enquête qualitative auprès des informateurs clés indiquent que les formations les plus porteuses dans la région du Centre Nord sont : l'élevage, la maraîcher culture, la coiffure, la couture, la maçonnerie, la plomberie, la soudure, la pâtisserie et le commerce. Cela est confirmé par une des responsables de l'éducation à Kaya qui affirme que : « Les formations professionnelles les mieux adaptées à l'employabilité des jeunes filles et femmes dans la région, sont l'élevage, la maraîcher culture, la coiffure, la couture et maintenant il existe des filles qui s'intéressent

également à la maçonnerie, la plomberie et la soudure, considéré longtemps comme exclusivement des métiers d'hommes, Il y a aussi la pâtisserie à laquelle les jeunes filles s'intéressent. »

Par contre, les femmes de 35 ans sont plus ancrées dans le commerce avec un intérêt porté vers la vente de toutes sortes de fruits exotiques (oranges du Maroc, raisins, pomme, poires, etc.) qui sont en prolifération actuellement ».

❖ **Acteurs étatiques et non étatique intervenant dans le domaine de l'éducation et la formation professionnelle**

Selon des acteurs enquêtés, il ressort que plusieurs ONGs et acteurs qui interviennent pour la promotion de l'accès des filles à un système éducatif et de formation professionnelle dans la région. Ce sont les ministères en charge de la femme de la jeunesse et formation professionnelle et de l'éducation à travers leurs services déconcentrés et l'ANPE ainsi que les partenaires techniques et financiers comme OCADES, APIJ/CN, Plan International, UNICEF, OXFAM, DRC, ATAD, PESAF, SWEDD. (cf. annexe 6 : Liste des partenaires du projet PROMESSES-FP et possibilités de synergie).

Note : Nous suggérons au projet PROMESSES-FP de prendre contact avec les clusters des différentes régions pour mieux affiner ses actions et créer une synergie avec les autres membres des clusters.

❖ **Facteurs de risques pour le projet**

Concernant les facteurs de risque externe à la réalisation du projet PROMESSE-FP, c'est principalement la question de l'insécurité que toutes ces régions vivent. En effet que ce soit les régions ou les communes identifiées pour l'intervention, elles sont toutes situées dans des zones qui font face ou qui sont exposées aux défis sécuritaires. C'est dire que tant que l'insécurité y sera, l'accès de ces zones sera très difficile. Ainsi, si la question sécuritaire est bien cernée et permet de stabiliser les populations dans les localités, les interventions du projet en matière de formation professionnelle devront se faire avec beaucoup d'entrain et d'engagement des populations bénéficiaires comme on peut le noter à travers leurs opinions en faveurs des formations destinées aux filles.

b. Région du Nord

Environ 85% des répondants de la province du Loroum, pensent que la réalisation de centres de formations professionnelles au profit des femmes et des filles est très nécessaire et 15% pensent qu'elle est nécessaire. Dans la province du Passoré, 41,8% pensent qu'elle est très nécessaire, 56,4% pensent qu'elle est nécessaire et 1,8% pensent qu'elle n'est pas nécessaire. Dans la province du Yatenga, 48,4% pensent qu'elle est très nécessaire et, 50,5% pensent qu'elle est nécessaire. Dans la province du Zandoma, 79% pensent qu'elle est très nécessaire et 21% pensent qu'elle est nécessaire. On note ainsi que c'est à l'unanimité que les enquêtés de la province du Loroum et du Zandoma déclarent la nécessité que leurs provinces aient des centres de formations professionnelles pour les filles. Au Yatenga et au Passoré les taux sont



respectivement de 98,9% et 98,2% pour ce qui est de l'intérêt manifeste de doter les provinces de centres de formation professionnelle féminins.

Tableau 6 : Niveau d'appréciation de la réalisation de centre formations professionnelles dans la région du Nord

Niveau	Provinces			
	Loroum	Passoré	Yatenga	Zandoma
Très nécessaire	85,0%	41,8%	48,4%	79,0%
Nécessaire	15,0%	56,4%	50,5%	21,0%
Pas nécessaire	0,0%	1,8%	0,5%	0,0%
Pas du tout nécessaire	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Je ne sais pas	0,0%	0,0%	0,5%	0,0%
Total	100,0%	100,0%	100,0%	100,0%

Source : CERFODES, 2021.

Dans la région du Nord, l'ensemble des informateurs clés ont signalé que le niveau d'existence des centres de formation est très faible et les capacités de formation de celles qui existent sont très faibles. Aussi ont-ils suggéré la construction de nouveaux centres. Dans le même sens un responsable de l'ANFP Ouahigouya affirme qu'il existe des centres mais la demande est souvent forte qu'il en faudra d'autres centre de formation professionnelles. En effet, il y'a le centre de formation de l'ANFP, le centre YAMOA, le centre ZODOO et le centre de l'Eglise catholique. Toutefois le nombre s'avère insuffisant par rapport à la demande. Aussi, il faut noter qu'il existe plus de centres à Ouahigouya que dans les autres communes, d'où l'occasion d'interpeller l'État afin de construire des centres dans toutes les communes. En dépit de la forte la demande, le responsable de l'ANFP déclare que : « Dans tous les centres existants nous avons des PDI qui sont inscrits ».

Le constat de l'existence de centres féminins de formation professionnelle et leur importance est soutenu par un responsable de l'action sociale de Gourcy qui indique l'existence d'un centre pour des filles qui y apprennent la couture et géré par des sœurs religieuses. Pour lui, il est nécessaire de construire des centres de formation, car il n'y a que deux centres de formations et un centre de l'ANPE qui n'est pas bien équipé. Aussi, il pense que malgré la forte demande, les PDI n'ont pas un problème pour intégrer les centres ».

c. Région de l'Est

Dans la province du Gourma, 88,1% des répondants pensent que la réalisation de centres de formations professionnels au profit des femmes et des filles est très nécessaire et 11,2% pensent qu'elle est nécessaire. Quant à la province de la Komandjari, l'ensemble des répondants pensent qu'elle est très nécessaire.



Tableau 7 : Niveau d'appréciation de la réalisation de centre formations professionnelles dans la région de l'Est

	Provinces	
	Gourma	Komandjari
Très nécessaire	88,1%	100,0%
Nécessaire	11,2%	0,0%
Pas nécessaire	0,0%	0,0%
Pas du tout nécessaire	0,0%	0,0%
Je ne sais pas	0,7%	0,0%
Ensemble	100,0%	100,0%

Source : CERFODES, 2021.

Dans la région de l'Est, il ressort des entretiens avec les informateurs clés que le nombre de centre est très insuffisant ainsi que leurs capacités d'accueil compte tenu de l'arrivée massive des populations déplacées internes. Selon le chef de service au niveau de la direction régionale, l'UNICEF a initié un projet dont l'objectif est de faire en sorte que les enfants de ces déplacés internes puissent bénéficier d'une formation professionnelle, en outre, au niveau de la direction régionale en charge de la jeunesse, des projets dans ce sens existent pour venir en aide en particulier aux jeunes filles. Malgré ces efforts, il pense que c'est insuffisant et qu'il faut encore redoubler d'effort car les capacités des centres sont très limitées.

L'option privilégiée à l'Est est la construction de nouveaux centres de formation professionnelle. Car, selon un des informateurs clés : « Il y'a des centres, mais ils sont non formels pour la plupart d'entre eux, insuffisants et leurs capacités sont très limitées. Oui il est nécessaire d'en construire d'autres. L'idéal serait d'en construire dans chaque commune afin de créer des formations adaptées à chaque commune ».

Une des responsables à la direction provinciale de l'éducation préscolaire, primaire du non formel du Gourma affirme aussi que : « Dans la région de l'Est ici, que la CNPAD, les entreprises privées, les ateliers contribuent aussi à la formation des jeunes dans la région de l'Est, mais on doit en construire d'autres, car le besoin y est. Selon moi, la commune de Fada en a le plus besoin car tous les déplacés, pour la plupart convergent vers cette commune et en plus la commune de Fada est chef-lieu de région ».

Cependant, selon le Directeur régional en charge de la formation professionnelle de la région de l'Est, il n'est pas nécessaire de construire de nouveaux centres de formation professionnelle. Selon lui il en existe suffisamment, mais les vrais problèmes de ces centres résident dans les coûts d'accès. En effet, il soutient que : « dans notre région nous disposons d'un certain nombre de centres de formation professionnelle et d'apprentissage dans plusieurs corps de métiers et c'est souvent l'accessibilité en termes de coût et part moment en termes d'équipements aussi de ces infrastructures qui fait que nous disons que la qualité des formations reste toujours à améliorer. Nous pouvons dénombrer à ce jour une cinquantaine de centres de formation professionnelle publics et privés pour jeunes dans les provinces et dans les communes de l'Est. Ces



centres opèrent dans plusieurs corps de métiers, mais le problème est la rénovation des centres surtout en termes d'accompagnements de formation et de perfectionnements des acteurs intervenant dans ses différentes structures de formation pour élever le niveau des prestations ».

L'accessibilité des centres de formation dans la région de l'Est est une problématique au regard du coût élevé de la formation. En effet, dans une discussion de groupe avec les femmes des communautés hôtes de Fada, une femme affirmait : « Il y a des centres de formations, mais c'est pour ceux et celles qui ont les moyens d'y aller. Les types de formations offertes sont la coiffure, la couture, le tissage et tricot, la soudure, la mécanique et la menuiserie ».

L'ensemble de ces témoignages recommandent une meilleure organisation du domaine dans la région pour assurer une bonne couverture et accessibilité géographique et financière, une diversification et adaptation des contenus aux besoins du marché et la prise en compte des groupes spécifiques et vulnérables.

d. Région du Sahel

Dans la province de l'Oudalan, l'ensemble des répondants pensent que la réalisation de centres de formations professionnels au profit des femmes et des filles est très nécessaire. Tandis que dans la province du Séno, 80,8% pensent qu'elle est très nécessaire, 16,6% pensent qu'elle est nécessaire.

Tableau 8 : Niveau d'appréciation de la réalisation de centre formations professionnelles dans la région du Sahel

Niveau	Provinces	
	Oudalan	Séno
Très nécessaire	100,0%	80,8%
Nécessaire	0,0%	16,6%
Pas nécessaire	0,0%	2,6%
Pas du tout nécessaire	0,0%	0,0%
Je ne sais pas	0,0%	0,0%
Total	100,0%	100,0%

Source : CERFODES, 2021.

Dans la région du sahel, les informateurs clés rencontrés militent tous pour la construction de centres de formation dans cette région, mais conscients que la question sécuritaire est un obstacle à une expansion dans les localités où il y a un manque criard des centres comme dans le Yagha et dans le Soum, ils optent majoritairement pour un appui des centres existant. Un agent de la direction régionale en charge de l'éducation affirme ce qui suit : « Oui des centres existent. Mais le manque est du côté de Yagha et du Soum ». Beaucoup de centres de formation professionnelle existent dans la ville de Dori, mais dans les autres localités, il y a un sérieux manque. Compte tenu de la situation sécuritaire, nous suggérons l'accompagnement des centres existants et s'il est possible t la construction d'un centre avec des offres de formations complémentaires et adaptées au contexte et aux besoins des filles et des femmes. »'



Royaume des Pays-Bas



Dans la région du sahel, il ressort qu'il y a quelques infrastructures de formation professionnelle dans la localité, mais ces centres de formation ont des problèmes d'accessibilité et de capacité d'accueil. Lors d'un focus group de femmes et de filles PDI réalisé à Bani les femmes ont mentionné que : « *Le centre de formation dont nous disposons ici est très petit, nous souhaitons avoir des centres de formations adaptés et accessibles à toute la communauté. Le niveau de disponibilité est faible et les centres ne sont pas en nombre suffisant* ». Lors des focus groups, les femmes et filles PDI, ont déclaré qu'en dépit de l'existence de centres de formation comme l'ANPE, le CEBNF, le CFPNF, Hoggo samm bowel, le CPR de Djomga, il manque certains types de formations tels que la couture, l'électricité, la menuiserie, et l'élevage ».

3.5. Inclusion financière et entrepreneuriat

Par rapport à l'inclusion financière dans les zones d'intervention du projet PROMESSES-FP, nous avons retenu deux types de définition : une définition théorique et opérationnelle.

La définition théorique de l'inclusion financière que nous retenons est celle de Beck et al. (2007a). En effet, ces auteurs définissent l'inclusion financière comme **un moyen permettant aux populations à faible revenu de lisser leur contrainte budgétaire et leur consommation afin d'éviter de tomber dans des « trappes à pauvreté » à la suite de chocs exogènes**. De manière générale, l'inclusion financière **est l'ensemble des dispositifs mis en place pour lutter contre l'exclusion bancaire et financière**. Elle englobe toute une gamme de produits et services financiers et non financiers rendus accessibles aux populations pauvres. L'inclusion financière permet aux populations pauvres de financer leurs activités, d'épargner, de subvenir aux besoins de leur famille et de se protéger contre les risques de la vie courante.

Pour ce qui est de la définition opérationnelle, il faut aussi tenir compte d'abord de la notion de l'exclusion financière qui est « le processus par lequel une personne rencontre des difficultés pour accéder à et/ou utiliser des services et produits financiers proposés par les prestataires "classiques", adaptés à ses besoins et lui permettant de mener une vie sociale normale dans la société à laquelle elle appartient » (Bayot et Jerusalmy, 2011). Selon le CGAP (2016), l'inclusion financière peut être définie comme l'état d'une personne ou d'une entreprise ayant accès à un éventail de services financiers fournis d'une manière responsable et durable par les institutions mandatées à cette fin et qui est capable de les utiliser. De manière générale, l'inclusion financière ou finance inclusive peut être définie comme étant l'offre de services financiers de base à faible coût pour des populations en difficultés et exclues des services financiers traditionnels (Banque Mondiale, 2008).

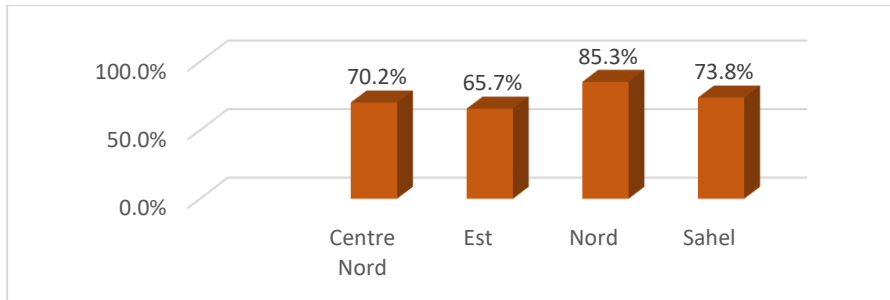
L'analyse de l'inclusion financière des populations dans les zones du projet s'est limitée dans la présente étude à l'utilisation des services financiers formels et informels et à l'accès au crédit.

❖ Disponibilité des services financiers

De façon générale, nous remarquons une bonne présence des institutions financières ou de microfinances dans les quatre régions. Le faible niveau de couverture rencontré dans la région

de l'Est peut s'expliquer par la situation sécuritaire actuelle de la zone. Le graphique ci-dessous présente le niveau d'existence des institutions financières dans les régions du Sahel, du Centre Nord, du Nord et de l'Est. La couverture d'institutions financières est de 85,3% dans la région du Nord, 73,8% dans le Sahel, 70, 2% dans le Centre Nord et 65,5% dans la région de l'Est.

Graphique 28 : Existence d'institutions financières ou de microfinances par région

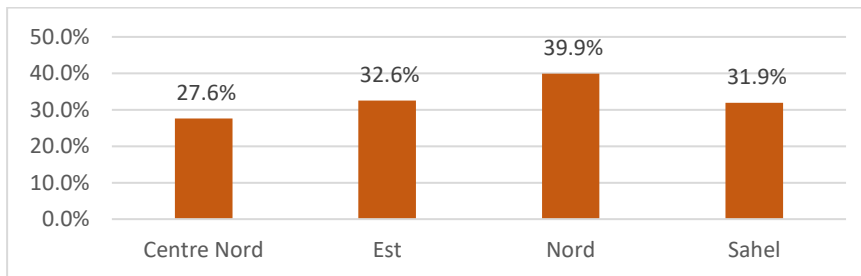


Source : CERFODES, 2021.

❖ Utilisation des services financiers

Dans les différentes régions moins de la moitié des répondants ont un compte dans une institution financière. La proportion des personnes ayant un compte dans une institution financière est de 39,9% dans la région du Nord, 32,6% dans la région de l'Est, 31,9% dans la région du Sahel et 26,7% dans la région du Centre Nord.

Graphique 29 : Proportion des personnes ayant un compte dans une institution financière

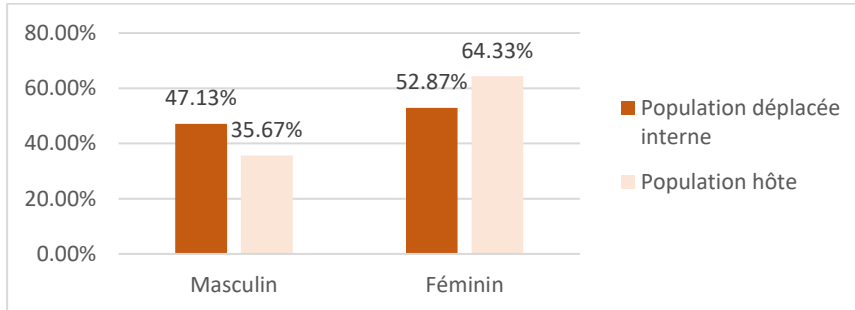


Source : CERFODES, 2021.

Parmi les personnes déplacées internes ayant un compte dans une institution financière, 47,13% sont des hommes et 52,87% des femmes, aussi parmi les personnes hôte, 35,67% des hommes et 64,33% des femmes disposent d'un compte.



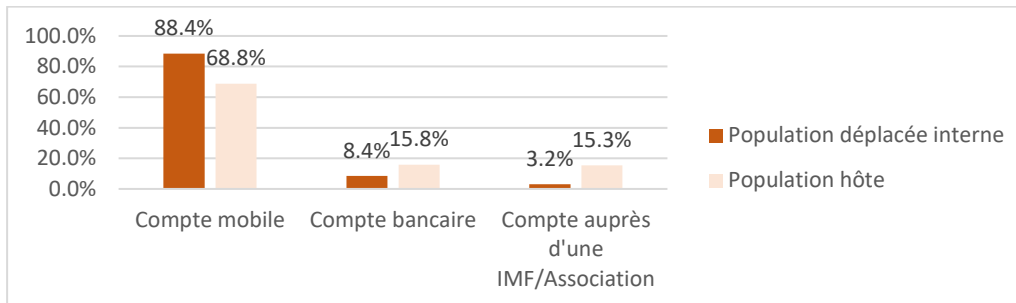
Graphique 30 : Proportion des enquêtés détenant un compte auprès d'une institution financière formelle ou informelle



Source : CERFODES, 2021.

Parmi, les membres de la communauté déplacée interne détenant des comptes, 88,4% de ces comptes sont des comptes mobiles money (Orange money, Moov money), 8,4% sont des comptes bancaires et 3,2% sont des comptes auprès des institutions de microfinance ou d'association. Pour ce qui concerne, les populations hôtes, 68,8% détiennent des comptes mobiles, 15,8% des comptes bancaires et 15,3% des comptes auprès des institutions de microfinance.

Graphique 31 : Types de comptes auprès des institutions financières formelles

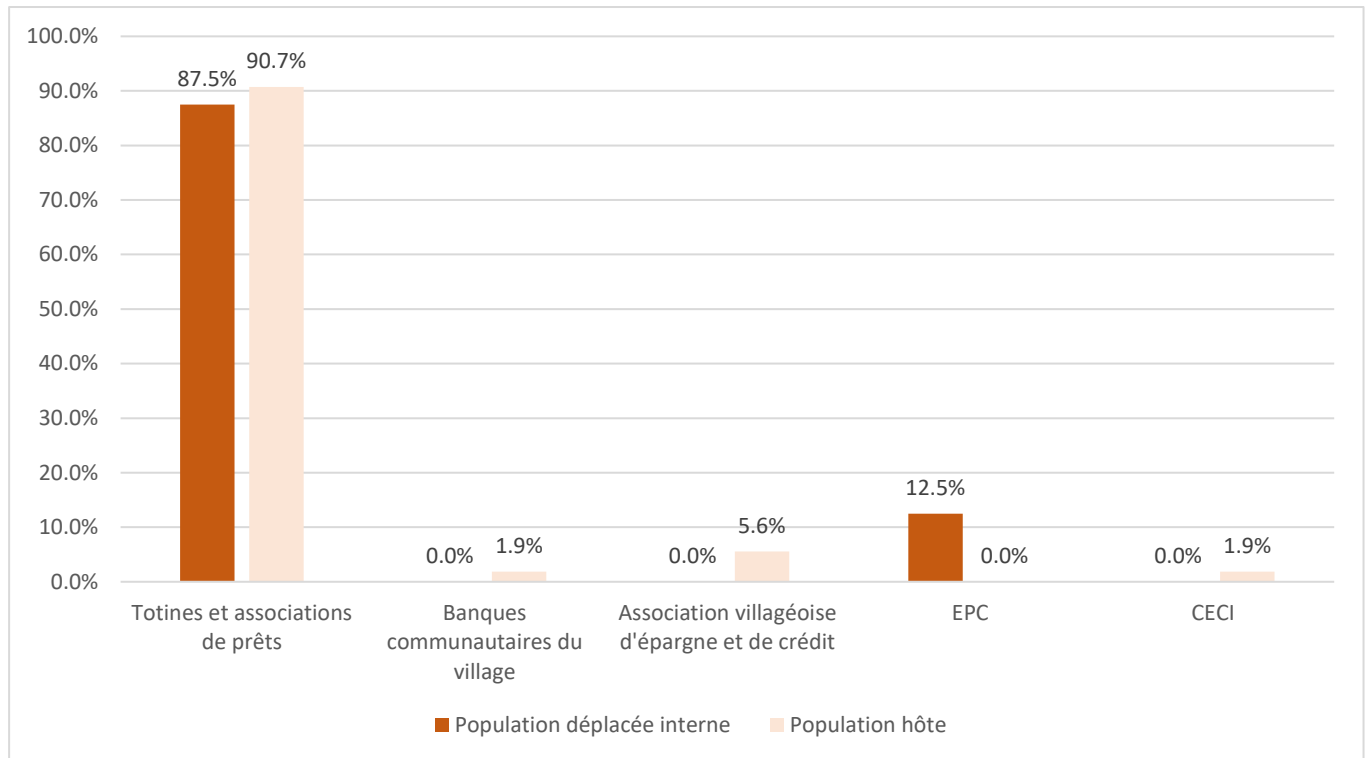


Source : CERFODES, 2021

Le taux de détention de compte auprès des institutions financières informelles par les populations déplacées internes se répartit comme suit : 87,5% pour les tontines et associations de prêts et 12,5% pour l'Association d'épargne et de crédits. Tandis que 90,7% des hôtes détiennent des comptes de tontines, 5,6% auprès des associations de prêts des comptes AVEC, 1,9% de comptes auprès des banques communautaires du village et 1,9% auprès des CECI.



Graphique 32 : Type de compte auprès des institutions financières informelles

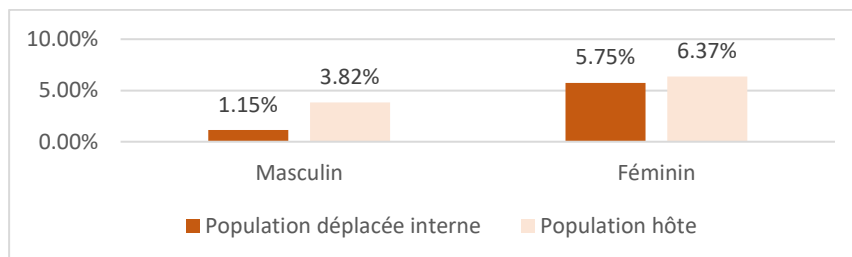


Source : CERFODES, 2021.

❖ Accès aux crédits

D'une manière générale, le niveau d'accès au crédit est très faible dans les zones d'interventions du projet PROMESSE-FP parmi les détenteurs de compte auprès des institutions financières formelles et informelles. En effet, parmi les membres de la communauté de déplacées internes détenteurs d'un compte, seulement 1,15% des hommes et 5,75% des femmes ont accès au crédit. Pour ce qui concerne le membre de la communauté hôte, 3,82% des hommes et 6,37% des femmes ont accès au crédit. Ce faible taux d'accès au crédit s'explique par la pauvreté. En effet, on ne peut emprunter que lorsqu'on a une garantie et ce n'est malheureusement pas le cas chez ces populations. (cf. graphique ci-dessous).

Graphique 33 : Niveau d'accès au crédit



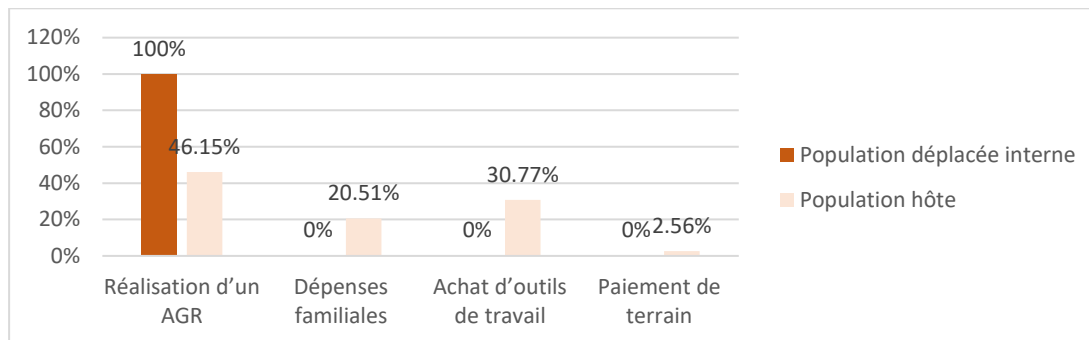
Source : CERFODES, 2021.

❖ Utilisation/investissement des crédits

Les personnes déplacées internes ayant bénéficié d'un crédit auprès des institutions financières formelles ou informelles ont affecté la totalité du crédit obtenu à la mise en place d'une AGR. Quant à la population hôte, 46,15% ont affecté le crédit obtenu à la réalisation d'une AGR, 30,77% à l'achat d'outils de travail, 50,51% aux dépenses familiales et 2,56% aux paiements de terrains. (cf. graphique, ci-dessous).

Pour ce qui est de l'investissement des crédits obtenus, on note que 100% des PDI envisagent investir cela dans les AGR. Pour les PDI, souvent dépossédées de tous leurs biens que ce soit matériels ou financiers, leurs espoirs de survie économique est dans les AGR.

Graphique 34 : Secteur d'affectation du crédit obtenu par les enquêtés



Source : CERFODES, 2021.

3.6. Gestion de la santé sexuelle et reproductive (SSR)

La santé sexuelle¹² implique le comportement de l'individu par rapport à la conception d'enfants, le fait d'avoir des rapports sexuels, et la protection des organes sexuels et reproductifs. Des domaines telles que le rapport sexuel, la grossesse, les infections sexuellement transmissibles (IST) relèvent de la santé sexuelle. Dans cette section, nous avons analysé le niveau de connaissance, les attitudes et l'usage des contraceptifs

3.6.1. Connaissances sur la santé sexuelle et reproductive (SSR)

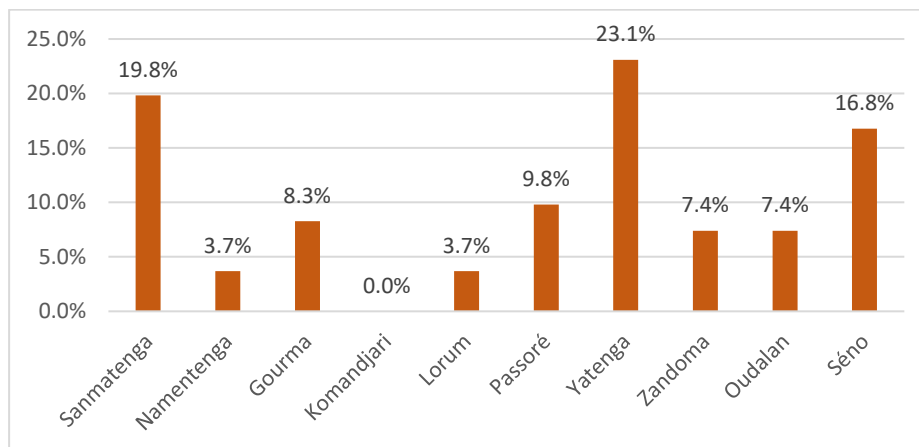
Le niveau de connaissance sur les domaines de la santé sexuelle tel, les méthodes contraceptives, les moyens de protection contre les MST, est relativement très faible dans les zones d'intervention du projet PROMESSES-FP. En effet, les résultats de l'enquête sur la disponibilité des informations ou de connaissances sur la SSR au niveau des enquêtés donnent : Yatenga (23,1%), Sanmatenga (19,8%), Séno (16,8%), Passoré (9,8%), Gourma (8,3%), Zandoma (7,4%), Oudalan (7,4%), Namentenga (3,7%) et Loroum (3,7%). (Cf. graphique 31, ci-dessous).

¹² http://www.engenderhealth.org/files/pubs/project/agirpf/AgirPF_ARSH_manual_French_complete.pdf

Ces faibles taux de disponibilité ou d'accès aux informations sur la santé sexuelle et reproductive pourraient s'expliquer par le fait que parler de la sexualité dans la plupart de ces zones demeure un tabou. A cela, on peut ajouter la non accessibilité aux services adaptés à donner ces informations par ignorance ou inexistence de ces services ou par l'absence de moyens d'informations (radios, télé).

Dans la région du Centre Nord, la situation de la santé sexuelle et reproductive est toujours préoccupante. En effet, chaque année, beaucoup de cas de grossesses précoces ou non désirées sont enregistrées, comme l'affirme le Directeur provincial de la femme par intérim : « *On enregistre des grossesses précoces. Je pense que la situation a toujours besoin d'une intervention puisque les gens pensent que la situation est maîtrisée, ce qui n'est pas le cas au regard de ce qui se passe même si des efforts sont fournis tant au niveau des médias qu'au niveau des réseaux sociaux, la situation n'est pas encore maîtrisée* ».

Graphique 35 : Disponibilité des informations sur la santé sexuelle et reproductive par province



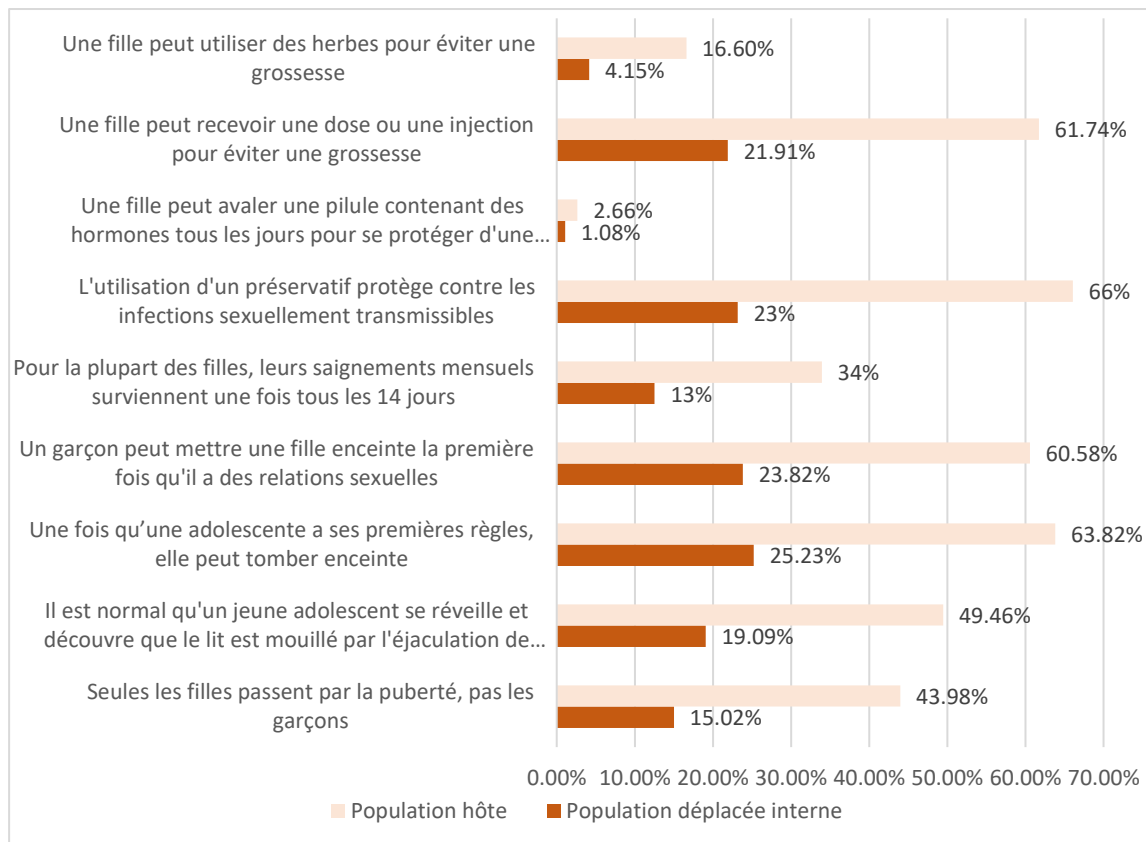
Source : CERFODES, 2021.

A travers des questions dont certaines réponses étaient vraies et d'autres fausses, nous avons pu mesurer le niveau de connaissances des enquêtés en matière de SSR. Cette évaluation a donc permis de connaître le niveau de connaissance des enquêtés sur la santé sexuelle et reproductive par statut de populations enquêtés (PDI et communautés hôtes).

En général, le niveau de connaissance des populations déplacées internes en matière de SSR est très faible par rapport à celui des personnes hôtes au regard des différentes réponses données à chaque question comme l'indique le graphique ci-dessous.



Graphique 36 : Connaissance sur la santé sexuelle et reproductive selon le statut (Fréquence sur les bonnes réponses)



Source : CERFODES, 2021.

3.6.2. Attitude sur l'usage des méthodes contraceptives

La contraception¹³ désigne l'emploi de moyens visant à empêcher qu'un rapport sexuel entraîne une grossesse. Elle est définie par l'Organisation mondiale de la santé comme étant « l'utilisation d'agents, de dispositifs, de méthodes ou de procédures pour diminuer la probabilité de conception ou l'éviter ». Il existe plusieurs méthodes de contraception, d'action locale ou générale, à l'efficacité et aux contraintes variables. Dans cette étude, nous avons analysé le niveau d'utilisation des contraceptifs chez les jeunes sexuellement actifs, l'âge moyen du premier rapport sexuel et les types de méthodes contraceptives utilisées.

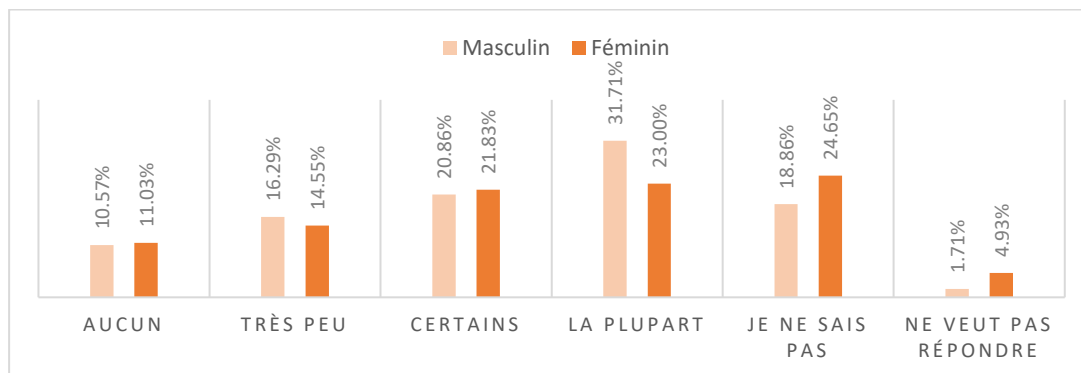
De façon générale, le niveau d'utilisation des contraceptifs chez les jeunes sexuellement actifs est faible dans les zones d'interventions du projet PROMESSE-FP.

Dans la population féminine, celles qui n'utilisent aucune méthode contraceptive représentent 14,03%, celles qui les utilisent très peu de fois représentent 14,55%, celles qui les utilisent certaines fois représentent 21,83%, celles qui les utilisent la plupart du temps représentent 23%. Parmi les hommes, ceux qui n'utilisent aucune méthode contraceptive représentent 10,57%, ceux qui les utilisent très peu de fois représentent 16,29%, ceux qui les utilisent

¹³ <https://fr.wikipedia.org/wiki/Contraception>

certaines fois représentent 20,86%, ceux qui les utilisent la plupart du temps représentent 31,71%. Globalement, les enquêtés sexuellement actifs des deux (02) sexes n'utilisent toujours pas à chaque rapport sexuel des méthodes contraceptives. Cette situation pourrait s'expliquer par des raisons religieuses et coutumières (si l'on considère le taux important de personnes qui prétendent ne rien savoir ou ne veulent pas répondre) ou par le fait que ces jeunes ne sont pas bien outillés en informations, conseils, et services.

Graphique 37 : Niveau d'utilisation des contraceptifs chez les jeunes sexuellement actifs



Source : CERFODES, 2021.

Selon les résultats du Baromètre Santé¹⁴ (2016), l'âge au premier rapport sexuel est établi au Burkina Faso autour de 17,6 ans pour les filles et 17,0 ans pour les garçons, ce qui est sans différence notable selon le milieu social. Globalement, l'âge moyen est de 17,3 ans. Cependant, dans les zones d'intervention du projet PROMESSE-FP, l'âge moyen au premier rapport sexuel est de 18,5 ans. Dans les régions du Centre Nord et de l'Est, l'âge moyen au premier rapport sexuel est de 18 ans alors que dans les régions du Sahel et du Nord, il est de 19 ans. Toutefois, on peut être surpris de ces résultats qui sont déclaratifs, car dans les régions de l'Est et du Sahel les mariages précoces sont légion, les rapports sexuels y sont généralement précoces et tournent autour de 15 ans en moyenne pour les filles et 17 ans pour les garçons.

Dans la population totale enquêtée les statistiques sur les méthodes contraceptives les plus utilisées au cours des six derniers mois montrent que 48,22% des enquêtés ont utilisé des préservatifs masculins, 21,38% les implants, 14,88% des injectables et 5,03% ont utilisé des pilules hormonales.

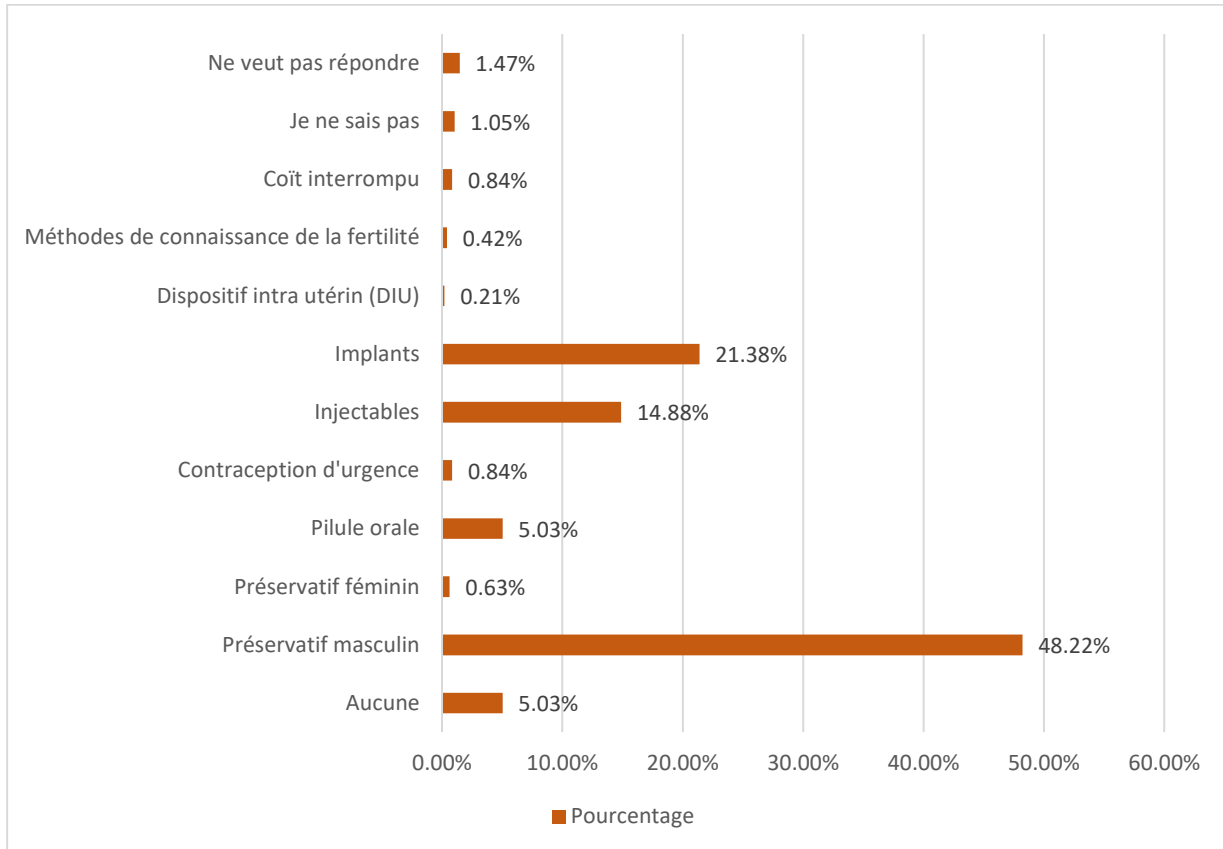
Dans les zones d'interventions du projet PROMESSE-FP, le niveau d'utilisation des autres méthodes contraceptives (tels que le retrait, la méthode de connaissance de la fertilité, le DIU, la contraception d'urgence et le préservatif féminin) sont toutes inférieures à 1%. Mais force est de reconnaître que l'utilisation des méthodes contraceptives n'est pas encore élevée

¹⁴ <https://www.google.com/search?channel=crow5&client=firefox-b-d&q=age+moyen+du+premier+rapport+sexuel>



malgré les campagnes sur le repositionnement de la PF et surtout que le Burkina a adopté la gratuité de la PF dans toutes les formations de santé au Burkina Faso.

Graphique 38 : Types de méthodes contraceptives utilisées au cours des 6 derniers mois



Source : CERFODES, 2021.

3.7. Violences basées sur le genre (VBG)

En nous basant sur la définition de « violence à l'égard des femmes fondée sur le genre¹⁵ » tirée du rapport explicatif de la Convention d'Istanbul¹⁶, nous pouvons dire que : « la violence fondée sur le genre désigne tout type d'acte préjudiciable perpétré contre une personne ou un groupe de personnes en raison de leur sexe, de leur genre, de leur orientation sexuelle et/ou de leur identité de genre, réels ou perçus ».

La violence fondée sur le genre peut être de nature sexuelle, physique, verbale, psychologique (émotionnelle) ou socioéconomique, et prendre de nombreuses formes, depuis la violence verbale et le discours de haine sur internet jusqu'au viol ou au meurtre. Elle peut être perpétrée par n'importe qui : un conjoint / un (e) partenaire actuel (le) ou ancien (ne), un membre de la famille, un (e) collègue de travail, des camarades de classe, des amis un (e) (s), une personne inconnue ou encore des personnes qui agissent au nom d'institutions culturelles,

¹⁵ <https://www.coe.int/fr/web/gender-matters/what-is-gender-based-violence>

¹⁶ <https://www.coe.int/fr/web/istanbul-convention/>



Royaume des Pays-Bas



religieuses, étatiques ou intra étatiques. La violence fondée sur le genre, comme tout type de violences est une question de rapports de force. Elle repose sur un sentiment de supériorité et la volonté d'affirmer cette supériorité dans la famille, à l'école, au travail, dans la communauté ou dans la société dans son ensemble.

Dans l'analyse sur ces violences, nous avons mis l'accent sur les types de violences subies, la perception des femmes ayant recours à la justice et l'existence des mécanismes de règlements de litiges basés sur le genre dans les communautés.

❖ Types de VBG subis

Dans la communauté des déplacées internes, les violences faites aux femmes sont de plusieurs types. On observe que 24% des violences sont les insultes/injures, 21,8% portent sur des violences physiques, 13,5% sont relatifs aux mariages forcés, 7,7% aux mariages d'enfants, 5,7% au harcèlement sexuel, 3,4% à la prostitution, 3,3% pour des abus sexuels, 3,3% de mutilations génitales féminines.

En ce qui concerne les femmes de la communauté hôte, les violences subies sont les insultes/injures qui touchent 24,1% de femmes ; 22,8% ont subi des violences physiques 7,3% de mariages forcés, 4,7% de mariages d'enfants, 7,2% du harcèlement sexuel, 4,6% de prostitution, 5% ont été victimes d'abus sexuel, 3,3% déclarent avoir subi une mutilation génitale féminines.

A propos des violences basées sur le genre, une responsable de la direction régionale des enseignements post primaires et secondaires du Centre nord affirme que : « Les violences basées sur le genre persistent beaucoup sous les formes de mariage des enfants et mariages précoces. Ce sont les formes assez visibles qu'on rencontre plus dans les établissements et c'est généralement aussi sur ces types de violence que nous avons des retours par ce que nous avons des fiches que nous mettons à la disposition des établissements qui nous renseignent sur les différents types de violences basées sur le genre. Les mariages forcés, les mariages d'enfants, les viols, les harcèlements et autres cas de mariages forcés nous reviennent régulièrement et ont la peau dure dans la région du centre-nord ».

Pour ce qui concerne la région du Nord, un responsable du District sanitaire de Ouahigouya affirme : « De façon récurrente, je ne peux pas juger puisque je n'ai pas fait le tour de la commune ; mais je sais que ça existe. Nous avons la violence physique faite aux femmes telles que les bastonnades. Il y a l'excision, le mariage précoce des filles, les viols ».

Dans la région de l'Est, la situation des violences basées sur le genre est quasi similaire à celle des autres régions. Le point focal VBG (violences basées sur le genre) de la direction régionale de la femme, de la solidarité nationale et de la famille, affirme : « Je ne peux pas donner des chiffres exacts mais en ma connaissance il y'en a et parmi ces cas de violences, les plus récurrentes sont les violences sexuelles (viols, agression...). Et ce qui retient beaucoup notre attention également ce sont les violences psychologiques (les traumatismes surtout), nous avons aussi les cas de mariages forcés et mariages précoces. Avec l'action sociale nous avons réussi à réduire de façon considérable



Royaume des Pays-Bas



ces pratiques mais avec l'insécurité, ces violences ont repris de plus bel. Face à ces violences, la lutte se fait à plusieurs niveaux à savoir la prévention (les sensibilisations, formation) et la prise en charge (la prise en charge psycho-sociale, médicale, judiciaire et sécuritaire) qui est beaucoup plus limitée du fait du manque de moyen et de matériels ».

Dans la région du Nord, un agent du DREPPNF affirme que : « De nos jours les violences les plus récurrentes se manifestent par les déscolarisation précoces, les mariages précoces, avec des causes qui sont d'ordre culturelles et économiques ». Pour ce qui est des solutions, l'intéressé soutient qu'il faut développer des bonnes compétences au niveau des filles pour leur permettre de pouvoir faire face à cette situation.

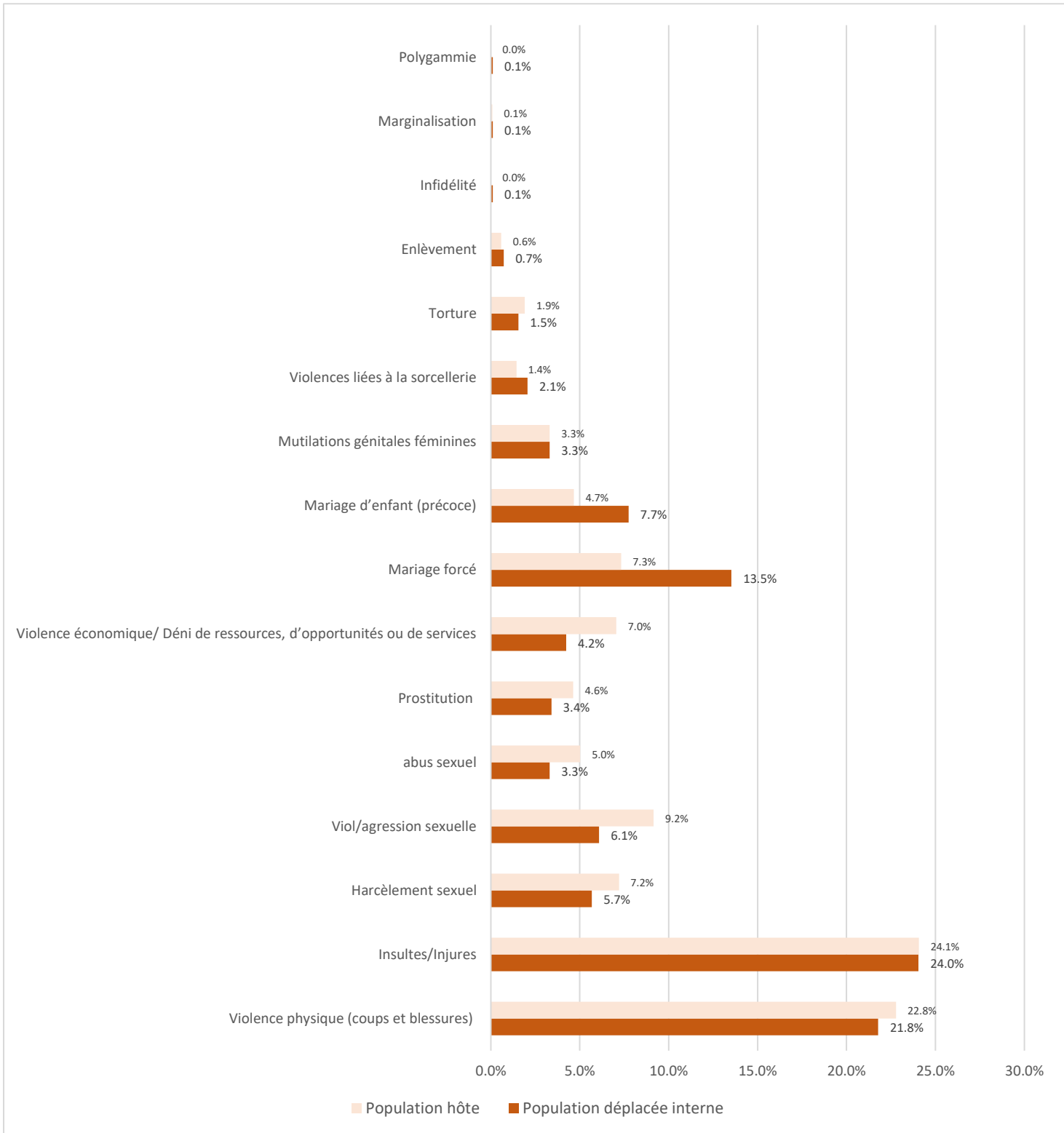
Au niveau de l'Action sociale, il a été mis en place des espaces sûrs dans le cadre du projet Sukkabe rewbe "lutte contre le mariage d'enfants" qui regroupe des adolescentes où elles prennent part à des renforcements de compétences afin de faire face aux éventuelles difficultés et également d'arriver à s'autonomiser en tant que femmes et en tant que filles. En outre, il faut travailler à renforcer les connaissances et compétences des familles, des parents et des leaders communautaires ["il suffit simplement que les responsables religieux s'engagent et le problème est résolu"] car à chaque fois qu'ils doivent célébrer des mariages, ils essayeront de voir si la fille est physiquement mature ou pas.

Et si la fille n'a pas l'âge, qu'ils ne s'engagent pas, qu'il n'y ait pas mariage et nous aurons éradiqué ce fléau à jamais d'autant plus qu'il ne peut y avoir de mariage sans ces leaders religieux. Malheureusement, ces derniers n'ont pas toujours les bagages qu'il faut d'où la persistance du problème.

Comme autre solution, il a été recommandé de sensibiliser également les garçons, dont l'engagement influencer la prévalence de ce problème.



Graphique 39 : Fréquence des formes de violences basées sur le genre subies par les femmes



Source : CERFODES, 2021.

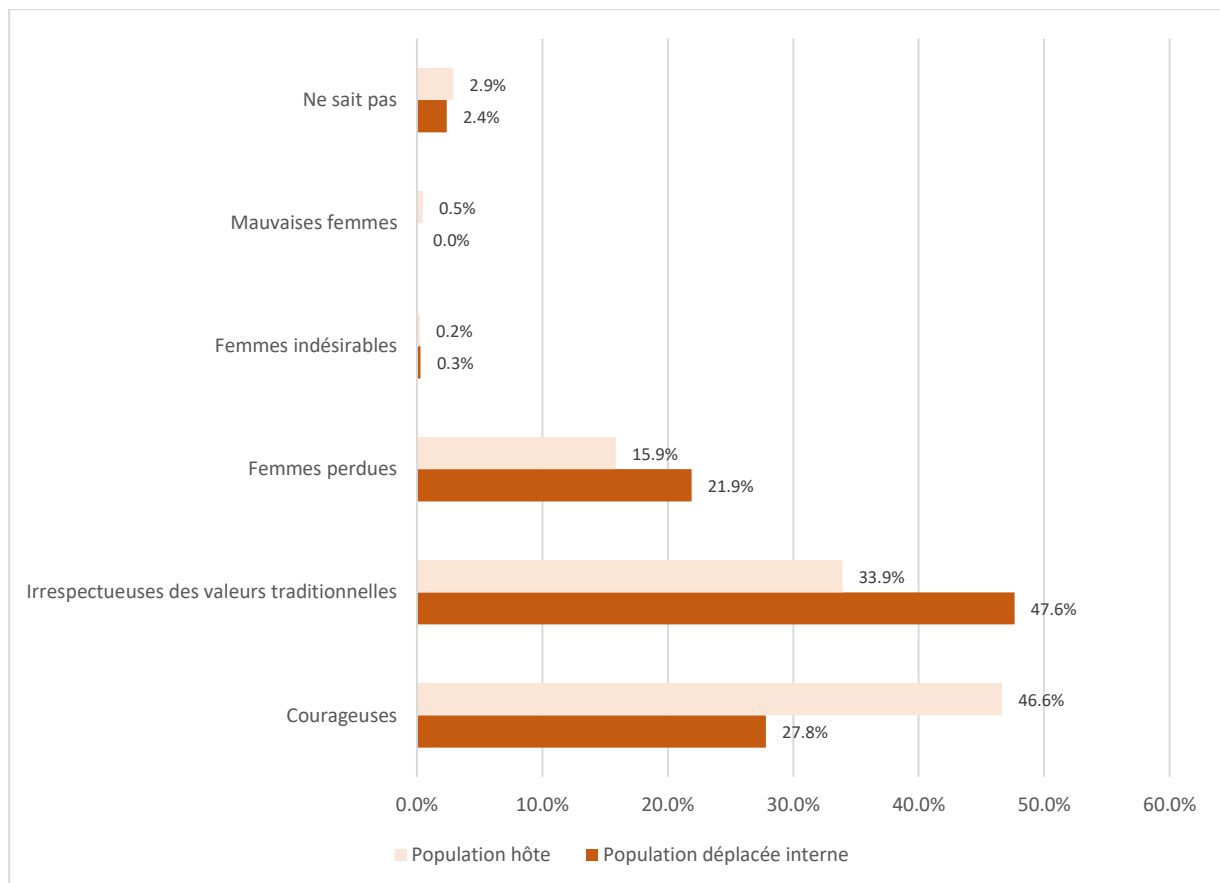


❖ Perception de la population envers les femmes ayant recours à la justice

Pour ce qui est du niveau de perception des populations envers les femmes ayant fait recours à la justice pour des cas de violences basées sur le genre, celles-ci varient selon les différentes communautés étudiées. Il ressort globalement qu'en majorité les femmes des PDI sont mal vues que celles de la population hôte.

En effet, il ressort que 47,6% des répondants affirment que chez les PDI les femmes ayant recours à la justice sont des femmes irrespectueuses des valeurs traditionnelles, 27,8% pensent qu'elles sont des femmes courageuses, pour 21,9% ce sont des femmes perdues. Par contre dans la population hôte, 46,6% pensent que ce sont des femmes courageuses, pour 33,9% ce sont des femmes irrespectueuses des valeurs traditionnelles, pour 15% ce sont des femmes perdues.

Graphique 40 : Perception des populations sur les femmes victimes de violences qui recourent à la justice



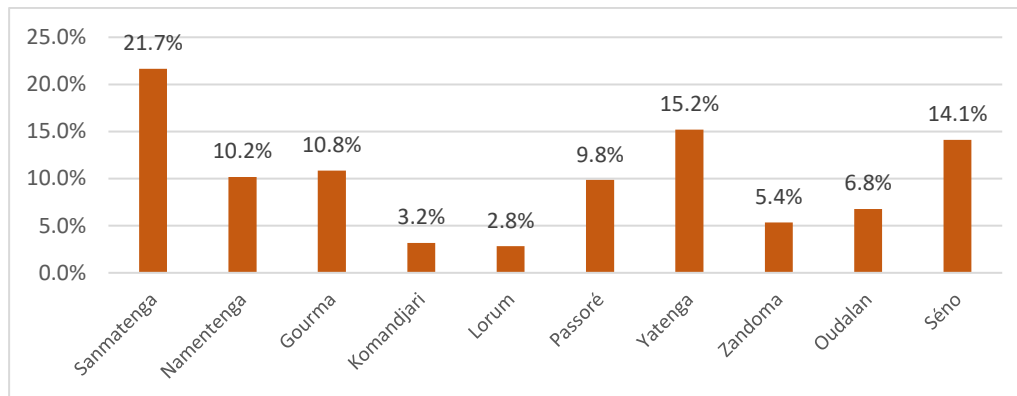
Source : CERFODES, 2021.

Au regard de ces résultats mitigés, c'est encore un parcours de combattant pour de nombreuses femmes à faire respecter leurs droits, surtout elles ne peuvent compter ni sur la dénonciation par l'entourage, ni sur leur soutien ou accompagnement dans la communauté.

❖ Existence de mécanismes de règlement des différents

Le niveau d'existence de mécanismes de règlement des différends ou litiges sont faible dans les zones d'intervention du projet PROMESSES-FP. En effet, les statistiques obtenues par province donnent la plus grande proportion au Sanmatenga (21,7%). Les statistiques des provinces restantes sont réparties en deux lots. En effet les provinces du Yatenga, Séno, Gourma et du Namentenga ont chacune des proportions de moins de 15%. En ce qui concerne les provinces du Passoré, de l'Oudalan, du Zandoma, de Komandjari et du Loroum les pourcentages sont en deçà de 10%. (cf. graphique 38, ci-dessous).

Graphique 41 : Niveau d'existence dans la communauté de mécanismes (endroits ou personne(s)) pour le règlement des différends ou litiges



Source : CERFODES, 2021.

3.8. Cadre pour le suivi des indicateurs

A l'issue de la présentation des résultats obtenus lors de cette étude de base, il nous paraît nécessaire de les résumer dans un cadre pour le suivi de ces indicateurs. (cf. Cadre de suivi des indicateurs du projet PROMESSES-FP en annexe).

Tableau 9 : Cadres des Indicateurs du projet PROMESSES-FP à l'étude de base

INDICATEURS		ETUDE DE BASE							
		TRANCHES D'AGE (en %)				SEXE (en %)		STATUT JURIDIQUE (en %)	
		[15-20[	[20-25[	[25-30[	[30-35]	FEMMES	HOMMES	PDI	HÔTES
Caractéristiques socio-démographiques des répondants									
Milieu de résidence	Urbain	21,7	28,5	26,1	23,7	69,6	34,4	28,4	71,6
	Rural	26,6	25,3	22,8	25,3	72,9	27,1	27,7	72,3
% Personnes vivants avec un handicap		2,4	3,4	3,3	3,4	2,8	2,3	3,3	2,4
% Personnes ayant été scolarisées / Ecole classique		18,2	19,2	14,1	9	41,2	19,4	9,9	50,7
% Personnes ayant suivi une formation professionnelle		1,7	6,7	5,8	5,9	11,9	8,3	3,6	16,6
% des personnes scolarisées actuellement		8	8	2,2	1,2	12,6	6,8	3,2	16,2
% des personnes ayant une AGR		3,1	8,7	11	12,6	22,1	13,1	7,7	27,6
% Personnes ayant reçu une subvention pour mener une AGR		0,6	1,6	1,2	2,1	4,2	1,2	1,2	4,2
% Personne ayant adhérées à des AVEC		0,8	1,2	2,2	3	6,1	1,1	0,9	6,2
% Personnes prêtes à suivre une formation		22,5	26,6	24	23,3	68,8	27,6	27,1	69,3
% Personnes Ayant déjà bénéficié d'une formation sur DSSR		6,5	9,1	5,9	2,6	17,1	7	2,5	21,5
Inclusion financière									
% Personnes ayant un compte dans une institution financière		3,5	10,1	9,7	10,1	20,6	12,7	7,2	26,1
% Personne utilisant les services financiers informels		0,1	0,7	1,3	2,9	4,3	0,7	0,7	4,4
Gestion de la santé sexuelle et reproductive SSR									
% Personnes qui savent ce qu'est la SSR		10,4	17,3	15,8	12,9	41,2	15,2	12,1	44,3
% Personnes disposant d'informations dont ils ont besoin sur la SSR		6,6	12,4	11,1	8,2	29	9,2	6,9	31,3
Violences basées sur le genre VBG									
% Violences physiques subies par les femmes		15,7	17,3	17,6	15,6	47,5		17,6	48,7
% Violences économiques subies par les femmes		3,2	4,7	5,2	5,4	14,7		3,4	15,1
% Mutilations génitales subies par les femmes		2,4	2,2	2,5	2,6	8,3		2,7	7,1

Source : CERFODES, 2021.



Royaume des Pays-Bas



4. ORIENTATION GENERALE SUR LES ACTIONS A MENER DANS LES LOCALITES D'INTERVENTIONS DU PROJET PROMESSES-FP

4.1. Potentiels partenaires du projet et synergie d'action

Le tableau ci-dessous fourni des indications sur les différents acteurs menant des actions similaires au projet PROMESSES-FP. Pour mieux affiner ses actions le projet devra travailler en collaboration avec l'ensemble des acteurs.

Afin d'identifier les centres de formation professionnelle à réhabiliter, le projet pourra travailler en étroite collaboration avec les services déconcentrés et décentralisés des Ministères de la Femme, de la Solidarité Nationale, de la Famille et de l'Action Humanitaire (MFSNFAH) et de la Jeunesse, de la Promotion de l'Entrepreneuriat et de l'Emploi (MJPEE). Conformément, aux suggestions apportées par les informateurs clés sur le terrain, la réhabilitation des centres de formation professionnelle doit porter sur :

- L'augmentation des capacités d'accueil ;
- L'ouverture de nouvelles filières tenant compte des filières porteuses dans les différentes localités.

En qui concerne, l'acquisition ou la disponibilité de terrains pour la construction des centres de formation professionnelle, le projet devra collaborer avec les différentes collectivités territoriales (Mairies) et les services déconcentrés du Ministère de l'Administration Territoriale, de la Décentralisation et de la Cohésion Sociale (MATDCS).

La liste des filières porteuses est présentée dans le tableau ci-dessous. Cette liste permettra de mieux orienter le projet dans la sélection des nouvelles filières à ouvrir dans les centres de formation professionnelle.

Tableau 10 : Liste des partenaires potentiels sur le terrain



REGION	COMMUNES	Les acteurs (ONG et Publics) intervenant pour la promotion de l'accès des filles à un système éducatif et de formation professionnelle
L'EST	FADA	L'ONG ASMAD, UNICEF, PNUD, H.I, OCADESS, Mairies, PLAN BURKINA, Font Enfant et Jeune, Plan International, TIN-TUA, DPPNEF, ATCV et les services déconcentrés des MFSNFAH, MJPEE et MATDCS (Directions régionales, provinciales, départementales) et services communaux.
	DIABO	ACF, APMG, Mairies et les services décentralisés des MFSNFAH, MJPEE et MATDCS.
CENTRE-NORD	KAYA	APRIL, ANASS, Mairies, OCADES, A2N, AVAX, UNFPA, PLAN BURKINA, l'ANPE, l'Agence Nationale de Formation Professionnelle, ATAD, UNICEF, OXFAM, DRC, PESAF, SWEDD, le MENA, CRS et les services déconcentrés des MFSNFAH, MJPEE et MATDCS.
NORD	GOURCY	Les mairies, DSF, SAVE THE CHILDREN, SAVE SCHOOL et les services déconcentrés des MFSNFAH, MJPEE et MATDCS.
	OUAHIGOUYA	EDUCO, l'ANFP, Mairies, ASMAD, ACTED, DSF, l'association BANG TOUM et les services déconcentrés des MFSNFAH, MJPEE et MATDCS.
SAHEL	DORI	ABASS International, Mairies, ADC/PDE, UNFPA, Associations, Collectivités, SEWO SENO, HI, REGIS ER, PNUD, HCR, TERRES DES HOMMES, ANPE, UFC, UNICEF, SAVE THE CHILDREN, CHR et les services déconcentrés des MFSNFAH, MJPEE et MATDCS.
	BANI	UNICEF, PAM, OXFAM, Mairies, Save the children et les services déconcentrés des MFSNFAH, MJPEE et MATDCS.

Source : CERFODES, 2021.

Tableau II : Liste des filières porteuses citées par les enquêtés et les autorités par région

REGION	Filières porteuses
EST	Couture, Plomberie sanitaire, Coiffure, Tissage, Informatique, Mécanique deux roues, Energie solaire, au niveau des TIC réparer les portables, Génie civile, Construction, Elevage, Agriculture
CENTRE-NORD	Mécanique automobile, Mécanique deux roues, Coupe couture, Menuiserie bois, Electricité bâtiment, Construction métallique
NORD	Couture, Coiffure, Coupe couture, Menuiserie métallique, Mécanique auto et moto, Electricité bâtiment
SAHEL	Maçonnerie, Electricité bâtiment et solaire, Menuiserie bois, Construction métallique, Mécanique auto, Restauration, Couture, Electricité, Coiffure, Métiers de mines

Source : CERFODES, 2021.



4.2. Proposition de localités pour la réalisation et la réhabilitation de centres de formation professionnelle

A partir des informations recueillies sur le terrain, le projet PROMESSES-FP devra réhabiliter sept (07) centres de formation professionnelle répartis dans sept (07) communes d'intervention. Les réhabilitations concernent les communes suivantes : Boulsa, Kaya, Fada N'Gourma, Yako, Gourcy, Gorom Gorom et Dori. Pour ce qui concerne, la construction de centres de formation professionnelle, les communes proposées sont : Korsimoro (1 centre), Bokin (1 centre) et Bani (1 centre). Les trois communes sélectionnées pour la construction des centres ne disposent pas actuellement de centre de formation professionnelle fonctionnelle. Cependant, ces différentes listes peuvent être revues en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire.

Tableau 12 : Proposition de localités pour la réalisation et la réhabilitation de centres de formation professionnelle

Régions	Provinces	Communes	Nombre de centre de formation professionnelle à réhabiliter	Proposition de centre à réhabiliter	Construction de centres de formation (0=NON et 1=OUI)
Centre Nord	Namentenga	Boulsa (CU)	01	Centre de formation Professionnelle Saint Joseph de Boulsa	0
		Zéguédéguin (CR)	00	-	0
	Sanmatenga	Kaya (CU)	01	Association Nakoglebzanga Artisans du Sanmatenga ; Centre Régionales de Formation Professionnelle/ ANPE	0
		Boussouma (CR)	00	-	0
		Korsimoro (CR)	00	-	1
Est	Gourma	Fada N'gourma (CU)	01	Centre de Formation Professionnelle Grace du Gulmu ; Centre de Formation Professionnelle Belle Epine ; Centre de Formation Professionnelle la Grâce Divine ; Centre de Formation Professionnelle Emmanuel Couture Mixte ; TODIMANPUGINI ; Banselin Coiffure de Fada ; Centre de Formation INNOVA ; Centre de Promotion Rurale du Point Kilométrique 60 ; Centre	0



				d'Alphabétisation et de Formation Professionnelle des Jeunes Filles de Piégou ; Centre Kadiogo Multiservices ; Centre de Formation Bassa Salifou et Frères ; Centre de Formation Professionnelle Layabidi ; Menuiserie Nassouri Maurice et Frères ; Centre d'apprentissage en Forge Soudure ; Abdoul Coiffure ; Menuiserie Meuble de Nougou ; Centre d'Education et de Formation Professionnelle de Fada N'Gourma.	
		Diabo (CR)	00	Maison Familiale Rurale de Diabo ; CEBNF	0
		Tibga (CR)	00	CFF/MG (Centre de Formation de Filles de Maria Gorette) ; Centre de Formation Wend Lamita de Tibga ; Couture Simpo Nabonswende	0
	Komandjari	Gayéri (CU)	00	Centre d'Education et de Promotion Sociale de Gayéri ; Centre Yempabou ; Centre de Formation Féminin de Gayéri ; Centre de Formation Menuiserie Moderne de Gayéri ; Centre Hamtchouri ; Centre du Savoir Faire	0
Nord	Loroum	Titao (CU)	00		0
	Passoré	Yako (CU)	01	Centre Sociale Tegawende ; Centre de Formation Nabonswende ; Centre de Formation Professionnelle Pawelgbuudu ; Lucie Couture ; Centre de Formation Professionnelle Tegawende	0
		Arbollé (CR)	00	-	0
		Bokin (CR)	00	-	1
	Yatenga	Ouahigouya (CU)	00	Centre Régional de Formation Professionnelle de Ouahigouya/ ANPE ; Centre de Formation Féminin Yaam La Touma ; Centre de Formation pour Handicapée ECLA	0
		Kalsaka (CR)	00	-	0
		Séguénéga (CR)	00	-	0



	Zandoma	Gourcy (CU)	01	Centre Sainte Anne de Gourcy ; Centre de Formation Professionnelle de Gourcy/ANPE	0
		Bassi (CR)	00	-	0
Sahel	Oudalan	Gorom Gorom (CU)	01	Centre Pauline Champagne pour Formation au Métier (CPCFM)	0
		Séno	Dori (CU)	01	Agence Nationale de la Formation Professionnelle du Sahel ; Garage Teranga	0
	Bani (CR)		00	-	1
TOTAL			07	-	-

Source : CERFODES, 2021.

Note : La liste des centres n'ayant pas besoin de réhabilitation et les détails sur les centres ayant besoin de réhabilitation sont présentés en annexe.

4.3. Orientation sur le cadre logique du projet

Dans sa stratégie le projet a conçu un cadre logique servant de feuille de route au projet. Ce cadre logique comprend quatre (04) *outcomes* et chacun des *outcomes* comprend plusieurs objectifs stratégiques.

Le tableau ci-dessous présente la répartition globale de chaque *outcome* du projet en fonction des zones d'interventions.

Tableau 13 : Proposition sur les outcomes du projet

Régions	Provinces	Communes	OUTCOME 1				OUTCOME 2	OUTCOME 3			
			Elèves à toucher	Etablissements du post-primaire et secondaire	Apprenantes à former	CEFP à construire ou réhabiliter	Filles femmes et à former	Filles	Garçons	Ecoles	Apprenant (es)
Centre Nord	Namentenga	Boulsa (CU)	667	2	120	1	744	1334	2000	9	744
		Zéguédéguin (CR)	667	2	0	0	744	1333	2000	10	744
	Sanmatenga	Kaya (CU)	667	2	0	0	744	1334	2000	9	744
		Boussouma (CR)	667	2	0	0	744	1334	2000	9	744
		Korsimoro (CR)	667	2	120	1	744	1333	2000	9	744
Est	Gourma	Fada N'gourma (CU)	667	2	120	1	744	1334	2000	10	744
		Diabo (CR)	667	2	0	0	744	1333	2000	9	744
		Tibga (CR)	667	2	0	0	744	1333	2000	9	744
	Komandjari	Gayéri (CU)	667	2	120	1	744	1334	2000	10	744
	Nord	Loroum	Titao (CU)	667	2	120	1	744	1334	2000	9	744
Passoré		Yako (CU)	667	2	120	1	744	1333	2000	10	744
		Arbollé (CR)	667	2	0	0	744	1333	2000	10	744
		Bokin (CR)	667	2	0	0	744	1333	2000	9	744
Yatenga		Ouahigouya (CU)	667	2	120	1	745	1334	2000	10	745
		Kalsaka (CR)	667	2	0	0	744	1333	2000	10	744
		Séguénéga (CR)	667	2	0	0	744	1333	2000	9	744
Zandoma		Gourcy (CU)	667	2	120	1	744	1333	2000	10	744
		Bassi (CR)	667	1	0	0	744	1333	2000	10	744
Sahel	Oudalan	Gorom Gorom (CU)	667	2	120	1	744	1333	2000	9	744
	Séno	Dori (CU)	667	2	120	1	744	1333	2000	10	744
		Bani (CR)	667	1	0	0	744	1333	2000	10	744
TOTAL			14000	40	1200	10	15625	28000	42000	200	15625

Source : CERFODES, 2021.NB : La proposition de répartition du nombre de personnes par centre est égalitaire, mais dans la pratique il sied à l'équipe de mise en œuvre du projet de voir au sein du consortium comment aller vers une répartition équitable par centre d'autant que ces données émanent du projet.



Royaume des Pays-Bas



4.3.1. Orientation sur l'Outcom I

L'outcome I du projet stipule que : « **D'ici 2024, 14 000 élèves de 40 établissements du post-primaire et secondaire et 1 200 apprenants de 10 CEFP de la zone d'intervention du projet ont amélioré leurs compétences sociales en termes d'éducation financière et de compétences de vie courante y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre à travers l'utilisation de curriculums et d'outils pédagogiques améliorés** ».

En effet, le projet devra d'ici 2024, améliorer en moyenne chaque année (de 2022 à 2023), les compétences sociales d'environ 7000 élèves en termes d'éducation financière et de compétences de vie y inclus les aspects liés à l'inégalité de genre à travers l'utilisation de curriculums et d'outils pédagogiques améliorés. Il devra aussi toucher 21 établissements du post-primaire et du secondaire en 2022 soit 52,5% de réalisation et 19 en 2023 (soit 100% de réalisation) en 2023. Pour ce qui concerne les CEFP, ils doivent en touchés chaque année en moyenne 420 apprenants en 2022 (35% de réalisation), 600 en 2023 (85% de réalisation) et 180 en 2024 (100% de réalisation). Au total, 7 CEFP seront réhabilités en 2022 (100%) et 3 seront construites en 2023(100%).

D'ici 2024, 120 enseignants doivent être formés chaque année sur les compétences de vie courante et l'éducation financière et les Droit en Santé Sexuelle et Reproductive dans les écoles formelles.

Le tableau ci-dessous fourni les précisions sur les propositions de réalisation par commune et par année. Mais ces chiffres peuvent être revus compte tenu de la situation sécuritaire actuelle.

Tableau 14 : Proposition de réalisation sur l'outcome 1 par année et par commune

REGION	PROVINCE	COMMUNES	Elèves			Etablissement du post- primaire et secondaire			Apprenantes			CEFP		
			2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Centre Nord	Namentenga	Boulsa (CU)	223	223	223	1	1	0	60	60	0	1	0	0
		Zéguédéguin (CR)	222	222	222	1	1	0	0	0	0	0	0	0
	Sanmatenga	Kaya (CU)	223	223	223	1	1	0	0	0	0	0	0	0
		Boussouma (CR)	222	222	222	1	1	0	0	0	0	0	0	0
		Korsimoro (CR)	222	222	222	1	1	0	60	60	0	1	0	0
Est	Gourma	Fada N'gourma (CU)	223	223	223	1	1	0	60	60	0	1	0	0
		Diabo (CR)	222	222	222	1	1	0	0	0	0	0	0	0
		Tibga (CR)	222	222	222	1	1	0	0	0	0	0	0	0
	Komandjari	Gayéri (CU)	222	222	222	1	1	0	0	60	60	0	1	0
Nord	Loroum	Titao (CU)	222	222	222	1	1	0	60	60	0	1	0	0
	Passoré	Yako (CU)	223	223	223	1	1	0	60	60	0	1	0	0
		Arbollé (CR)	222	222	222	1	1	0	0	0	0	0	0	0
		Bokin (CR)	222	222	222	1	1	0	0	0	0	0	0	0
	Yatenga	Ouahigouya (CU)	223	223	222	1	1	0	60	60	0	1	0	0
		Kalsaka (CR)	222	222	222	1	1	0	0	0	0	0	0	0
		Séguénéga (CR)	222	222	222	1	1	0	0	0	0	0	0	0
	Zandoma	Gourcy (CU)	222	222	222	1	1	0	0	60	60	0	1	0
		Bassi (CR)	222	222	222	1	0	0	0	0	0	0	0	0
Sahel	Oudalan	Gorom Gorom (CU)	222	222	222	1	1	0	60	60	0	1	0	
	Séno	Dori (CU)	222	222	222	1	1	0	0	60	60	0	1	0
		Bani (CR)	222	222	222	1	0	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL			4667	4667	4666	21 (52,5%)	19 (100%)	0	420 (35%)	600 (85%)	180 (100%)	7 (100%)	3 (100%)	0



Royaume des Pays-Bas



Résultats attendus : Ces prévisions permettront au projet d'améliorer les compétences en éducation financière et compétences de vie courante de plus de 70% des filles et garçons et plus de 72 projets économiques seront réalisés par les filles membres des clubs. Ainsi, un dépassement des « **OSI.RI** » est prévu d'ici la fin du projet en 2024.



4.3.2. Orientation sur l'outcome 2

Afin de d'atteindre les objectifs fixés d'ici 2024, le projet à sa première année d'exécution (2022) devra former 5208 filles et femmes dans les dix (10) communes d'intervention ce qui donnera un taux de réalisation de 33%. En 2023, le taux de réalisation du projet devra atteindre 66% à travers la formation de 5208 filles et femmes dans les dix (10) communes d'intervention. Enfin, en 2024, 5208 filles et femmes devront être formées afin d'obtenir un taux de réalisation de 100%.

Tableau 15 : Répartition des indicateurs du outcome 2

REGION	PROVINCE	COMMUNES	Filles et femmes à former		
			En 2022	En 2023	En 2024
Centre Nord	Namentenga	Boulsa (CU)	248	248	249
		Zéguédéguin (CR)	248	248	248
	Sanmatenga	Kaya (CU)	248	248	248
		Boussouma (CR)	248	248	248
		Korsimoro (CR)	248	248	248
Est	Gourma	Fada N'gourma (CU)	248	248	248
		Diabo (CR)	248	248	248
		Tibga (CR)	248	248	248
	Komandjari	Gayéri (CU)	248	248	248
Nord	Loroum	Titao (CU)	248	248	248
	Passoré	Yako (CU)	248	248	248
		Arbollé (CR)	248	248	248
		Bokin (CR)	248	248	248
	Yatenga	Ouahigouya (CU)	248	248	248
		Kalsaka (CR)	248	248	248
		Séguénéga (CR)	248	248	248
	Zandoma	Gourcy (CU)	248	248	248
Bassi (CR)		248	248	248	
Sahel	Oudalan	Gorom Gorom (CU)	248	248	248
	Séno	Dori (CU)	248	248	248
		Bani (CR)	248	248	248
TOTAL			5208	5208	5209



Royaume des Pays-Bas



Source : CERFODES, 2021.

Résultats attendus : D'ici 2024 ces prévisions permettront d'atteindre les résultats suivants :

- Près de 5 700 filles et femmes dont 1 200 filles et femmes de 16 à 19 ans, qui sont exclues du système éducatif, 3 000 filles et femmes qui bénéficient d'un apprentissage de métier et 1 500 femmes du secteur informel qui dont les compétences sont renforcées, ont une meilleure insertion socioprofessionnelle.
- Près 9 925 filles et femmes dont 9625 bénéficiaires des VSLA et 300 femmes du secteur informel ont accès à une formation de qualité et des opportunités de diversification de leurs sources de revenus.

4.3.3. Orientation sur l'outcome 3

D'ici 2024 afin d'atteindre les objectifs de meilleure gestion de la santé sexuelle et reproductive, le projet devra former 28 000 filles, 42 000 garçons tous issus de 200 établissements du post-primaire et secondaire et 15 625 bénéficiaires de formation professionnelle. La répartition des quotas est présentée dans le tableau ci-dessous.

Tableau 16 : Répartition des indicateurs du outcome 3

REGION	PROVINCES	COMMUNES	Élèves filles			Élèves garçons			Établissement du post-primaire et secondaire			Bénéficiaires formation professionnelle		
			2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024	2022	2023	2024
Centre Nord	Namentenga	Boulsa (CU)	445	445	445	667	667	667	4	3	3	781	781	0
		Zéguédéguin (CR)	444	444	444	666	666	666	3	3	3	0	0	0
	Sanmatenga	Kaya (CU)	445	445	445	667	667	667	4	3	3	0	0	0
		Boussouma (CR)	444	444	444	666	666	666	3	3	3	0	0	0
		Korsimoro (CR)	444	444	444	666	666	666	3	3	3	781	781	0
Est	Gourma	Fada N'gourma (CU)	445	445	445	667	667	667	4	3	3	781	781	0
		Diabo (CR)	444	444	444	666	666	666	3	3	3	0	0	0
		Tibga (CR)	444	444	444	667	667	667	3	3	3	0	0	0

	Komandjari	Gayéri (CU)	444	444	444	666	666	666	3	3	3	0	781	782
Nord	Loroum	Titao (CU)	444	444	444	667	667	667	3	3	3	781	781	0
	Passoré	Yako (CU)	445	445	445	667	667	667	4	3	3	781	781	0
		Arbollé (CR)	444	444	445	666	666	666	3	3	3	0	0	0
		Bokin (CR)	445	445	445	666	666	666	3	3	3	0	0	0
	Yatenga	Ouahigouya (CU)	445	445	445	667	667	667	4	3	3	781	781	0
		Kalsaka (CR)	444	444	444	667	667	667	3	3	3	0	0	0
		Séguénéga (CR)	444	444	444	667	667	667	3	3	3	0	0	0
	Zandoma	Gourcy (CU)	445	445	445	667	667	667	4	4	4	0	782	782
		Bassi (CR)	444	444	444	667	667	667	3	3	3	0	0	0
Sahel	Oudalan	Gorom Gorom (CU)	445	445	445	667	667	667	3	3	3	781	781	0
	Séno	Dori (CU)	445	445	445	667	667	667	4	4	4	0	782	782



Royaume des Pays-Bas



		Bani (CR)	444	444	444	667	667	667	3	3	3	0	0	0
TOTAL			9333	9333	9334	14000	14000	14000	70	65	65	5467	7812	2346

Résultats attendus : D'ici 2024, les prévisions du tableau ci-dessus permettront d'obtenir les résultats suivants :

Près de 28 000 filles et 42 000 garçons de 200 établissements du post primaire et du secondaire et 15 625 bénéficiaires de la formation professionnelle ont une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive et bénéficient d'une protection contre les VBG (mariage des enfants, grossesses non désirées, etc.) avec le soutien des parents. En effet, 4000 filles seront dans des clubs actifs dans les écoles formelles, 1 200 filles seront actives dans des clubs ; dans les CEFP 70 000 filles et garçons seront sensibilisés par les clubs sur la santé sexuelle et reproductive ; 208 agents des services de santé et conseillers d'éducation seront formés sur l'offre en DSSR ; 200 établissements recevront des supports de communication sur les DSSR et 10 000 filles recevront des kits de gestion hygiénique des menstrues lavables.

4.3.4. Orientation sur l'outcome 4

L'outcome 4, du projet PROMESSES-FP stipule que : « D'ici 2024, les acteurs locaux et nationaux concernés connaissent le projet, recherchent activement des synergies, intègrent et répliquent au moins une bonne pratique PROMESSE-FP ».

En effet, les actions qui seront menées sur le terrain sur la base des propositions faites permettront au projet de faire des études de cas ce qui permettra de capitaliser les bonnes pratiques PROMESSES-FP. Elles seront par la suite diffusées au niveau national et mise à disposition des acteurs et réseaux concernés. **(OS4.R1)**.

En outre, les actions susciteront une amélioration des compétences de vie courante, de l'éducation financière, de l'entrepreneuriat, de l'employabilité et des DSSR. L'ensemble des thèmes portant sur (les compétences de vie courante, l'éducation financière, l'entrepreneuriat, l'employabilité et les DSSR, seront intégrées dans les curricula nationaux d'éducation et de la formation professionnelle. **(OS4.R2)**.

Aussi chaque année (de 2022 à 2023), environ 240 formateurs maîtres nationaux (soit un total de 480 sur les 2 années), seront formés et certifiés sur les compétences de vie courante, l'éducation financière, l'entrepreneuriat, l'employabilité et les DSSR.

CONCLUSION GENERALE ET RECOMMANDATIONS

Conclusion générale

Cette étude fournit des informations de base qui permettront d'apprécier les réalisations du projet PROMESSE-FP vers l'atteinte des objectifs fixés. Le projet PROMESSE-FP touchera quatre (04) régions qui sont : le Centre Nord, le Nord, l'Est et le Sahel. Le projet est financé par le royaume des Pays Bas et mis en œuvre par un consortium constitué par Solidar Suisse, Educo et AFLATOUN.

Dans cette étude deux (02) types de données ont été collectés à savoir : des données quantitatives et qualitatives. La collecte de données quantitatives a touché 1202 personnes (population hôte et déplacée interne) réparties dans les quatre (04) régions. Quant à la collecte des données qualitatives, elle a touché au total 43 informateurs clés et 24 focus group ont été réalisés auprès des communautés hôtes et déplacées.

RECOMMANDATIONS

AU CONSORTIUM

Nous recommandons que le consortium dans ses interventions sur les 21 communes se focalise sur les communes suivantes par région pour la réhabilitation et la construction des centres de formations professionnelles, si et seulement si la situation sécuritaire le permet et que l'accessibilité des zones pour l'intervention se fasse sans entraves (cf annexe 4) :

- (v) dans le Centre Nord ce sont **Boulsa, Kaya et Korsimoro** ;
- (vi) dans le Nord ce sont **Yako, Bokin et Gourcy** ;
- (vii) dans l'Est c'est **Fada N'gourma** ;
- (viii) dans le Sahel ce sont **Gorom-Gorom, Bani et Dori** .

A SOLIDAR SUISSE :

- Réhabiliter sept (07) centres de formation professionnelle répartis dans sept (07) communes d'intervention à raison d'un (01) centre par commune. Les réhabilitations concernent les communes suivantes : Boulsa, Kaya, Fada N'Gourma, Yako, Gourcy, Gorom Gorom et Dori. Quant à la construction de centres, les communes proposées sont : Korsimoro (1 centre), Bokin (1 centre) et Bani (1 centre). Au total, 7 CEFP (100%) devront être réhabilités en 2022 et 3 (100%) seront construits en 2023.
- Former dans les CEFP, 5467 bénéficiaires dans les filières porteuses définies pour les dix (10) communes d'intervention et bénéficiaires de centres de formation professionnelle. Pour ce qui concerne les CEFP, toucher en moyenne 420 apprenants en 2022 (soit 35% de réalisation), 600 en 2023 (85% de réalisation) et 180 en 2024 (100% de réalisation).
- Améliorer d'ici 2024 et dans 40 établissements les compétences sociales en termes d'éducation financière et de compétences de vie courantes d'environ 7000 élèves.



Royaume des Pays-Bas



- Former d'ici 2024, 120 enseignants chaque année sur les compétences de vie courante et l'éducation financière et les Droit en Santé Sexuelle et Reproductive (DSRR) dans les écoles formelles ;
- Former effectivement d'ici 2024, 15625 filles et femmes dans les dix (10) communes d'intervention du projet PROMESSES-FP ;
- Former d'ici la fin du projet, 28 000 filles, 42 000 garçons de 200 établissements du post-primaire. En 2024, 15625 apprenantes issus des nouveaux centres de formation professionnelle devront avoir une meilleure gestion de leur santé sexuelle et reproductive ;
- Capitaliser les bonnes pratiques PROMESSES-FP à travers des études de cas. Elles seront par la suite diffusées au niveau national et mise à disposition des acteurs et réseaux concernés.
- Établir des conventions de partenariat avec les directions régionales de la jeunesse et de la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes ; les directions régionales de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire pour l'identification, la sélection des filles à accompagner et leur suivi dans les centres de formation professionnelle ;
- Doter les filles sortantes des écoles de formation professionnelle de matériels de travail dans le métier appris (kits d'installation) ainsi qu'une subvention financière substantielle (au moins 300 000FCFA) mais aussi les accompagner à travers des coaches locaux.

AFLATOUN :

- Renforcer l'éducation sociale auprès des cibles dans les écoles mais aussi dans les centres professionnels pour le renforcement des connaissances de soi, des compétences et de la confiance en soi des bénéficiaires pour savoir choisir et s'engager dans des activités professionnelles et économiques ;
- Soutenir le renforcement de l'éducation financière des populations bénéficiaires afin d'être aptes à entreprendre ;
- Soutenir la formation des élèves du primaire et du post primaire sur la santé sexuelle et reproductive tenant compte effectivement de l'adaptation des contenus aux âges des cibles ;
- Organiser des formations sur la comptabilité simplifiée (cahier d'achat, cahier de vente, cahier de stocks etc.) au profit des filles qui s'engagent dans l'entrepreneuriat ;
- Revoir la liste des communes et des établissements du post primaire et du secondaire pilote sélectionnés pour la mise en place du projet « PROMESSE-FP » car certaines communes sont actuellement inaccessibles (situation sécuritaire instable).

EDUCO :

- Soutenir par la formation l'adhésion des filles et des femmes aux Associations villageoises d'épargne et de crédits (AVEC), avant leurs installations ;



Royaume des Pays-Bas



- Accompagner les services sociaux des communes à organiser régulièrement des activités de sensibilisation, d'éducation et de formation sur la santé sexuelle et reproductive et les compétences de vie dans les écoles mais aussi dans les espaces fréquentés par les adolescents et jeunes ou encore lors des manifestations qui rassemblent la jeunesse ;
- Soutenir les différentes formations en matière de santé sexuelles et reproductive dans les différentes écoles d'intervention d'Educo.



Royaume des Pays-Bas



BIBLIOGRAPHIE

Beck, Thorsten, Asli Demirgüç-Kunt, Maria Soledad et Martinez Peria (2007a): Banking Services for everyone? Barriers to Bank Access and Use Around the World, document de travail, Washington DC, Banque Mondiale, p64.

Bénédeto Pierre (2008) : « Psychologie de la personnalité ». De Boeck Supérieur. Ouvertures sociologiques. p152.

Bernard Bayot et Olivier Jerusalmly (2011) : Rapport inclusion financière “ensemble changeons la finance” Réseau financement alternatif, Belgique, p11.

CGAP (2016) : « Évaluation du marché des services financiers numériques dans l’UEMOA ». Working paper. Juillet 2016, p23.

INSD (2019) : « Rapport préliminaire Cinquième Recensement Général de la Population et de l’Habitation du Burkina Faso ». Septembre 2020.

MJPEJ (2019) : « Tableau de bord statistique 2018 ». Direction générale des études et des statistiques sectorielles. Juillet 2019.

<https://www.google.com/search?channel=crow5&client=firefox-b-d&q=tableau+de+bord+statistique+2018+du+Minist%C3%A8re+de+la+jeunesse%2C+de+la+promotion+de+l%E2%80%99entrepreneuriat+et+de+l%E2%80%99emploi>. p1-139.

PNUD (2019) : « Rapport sur le Développement Humain de 2019 ». http://hdr.undp.org/sites/default/files/hdr_2019_overview_-_french.pdf . p1-45.

PROMESSES-FP (2021) : « Rapport de démarrage du projet Promotion de l’accès des filles à un Système Educatif et de Formation Professionnelle de qualité dans les régions du Sahel, du Nord, de l’Est et du Centre Nord du Burkina Faso (PROMESSE-FP) ». Projet présenté par le consortium Solidar Suisse-Educo-Aflatoun. Mars 2021. p1-75.

UNICEF (2017) : « Rapport annuel 2017 ». NICEF/UN0158132/Sujan. https://www.unicef.org/media/47866/file/UNICEF_Rapport_Annuel_2017_FR.pdf . p1-95.

ANNEXES

Annexe I : Outils de collectes de données quantitatives

QUESTIONNAIRE

ETUDE DE BASE DU PROJET PROMOTION DE L'ACCES DES FILLES A UN SYSTEME EDUCATIF ET DE FORMATION PROFESSIONNELLE DE QUALITE DANS LES REGIONS DU SAHEL, DU NORD, DE L'EST ET DU CENTRE NORD DU BURKINA FASO (PROMESSE-FP)

Bonjour, je m'appelle [nom de l'enquêteur] et je travaille pour SOLIDAR SUISSE. Vous avez été sélectionné pour une étude PROMESSES-FP. C'est une étude qui porte sur plusieurs sujets dont la formation et l'emploi des jeunes, la santé de la reproduction, les violences que subissent les femmes et les filles, etc.

L'enquête durera environ 40 minutes. Votre avis sur toutes les questions nous intéresse bien pour la suite du projet qui sera mis en œuvre dans votre région mais aussi dans trois autres régions et dix provinces. Votre participation à l'interview est volontaire. Vous êtes donc libre d'accepter ou non d'y participer. Si vous choisissez de participer et si je vous pose une question à laquelle vous ne souhaitez pas répondre, faites-le moi savoir et je passerai à la question suivante, ou vous pourrez interrompre l'entretien à tout moment.

Consentez-vous participer à cette étude ?

Oui1 Non2

SECTION A : ADMINISTRATIF (A être rempli par l'enquêteur)

Q #	Question	Réponse Options/Codes	Sauter
A1	Numéro du questionnaire	/ ___ / ___ / ___ /	
A2	Nom et prénom de l'enquêteur		
A3	Heure et date de l'entretien	JJ/MM/AAAA / ___ / ___ /heure/ ___ / ___ /minutes	
A4	Régions	Sahel.....1 Nord.....2 Centre Nord.....3 Est.....4	
A5	Provinces	Seno.....1 Oudalan.....2 Sanmatenga.....3 Namentenga.....4	



		Komandjari.....5 Gourma.....6 Yatenga.....7 Zandoma.....8 Passoré.....9 Loroum.....10 Autres(à préciser).....96	
A6	Communes	Dori.....1 Bani.....2 Gorom Gorom.....3 Kaya.....4 Boussouma.....5 Korsimoro.....6 Boulsa.....7 Zéguédéguin.....8 Gayérie.....9 Fada N’Gourma.....10 Ouahigouya.....11 Séguénéga.....12 Kalsaka.....13 Tibga.....14 Diabo.....15 Gourcy.....16 Bassi.....17 Yako.....18 Arbole.....19 Bokin.....20 Titao.....21 Autres (à préciser).....96	
A7	Milieu d’habitation	Rural.....1 Urbain.....2	
A8	Statut ou type de population	Population Hôte.....1 Population déplacée interne.....2 Réfugiés.....3 Autres (à préciser).....96	

SECTION B : IDENTIFICATION ET CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES

Q #	Question	Réponse Options/Codes	Sauter
BI	Nom et prénom du répondant	.....



	(SAISIR LE NOM ET LE PRENOM DU REpondant)		
B2	Prendre les contacts du répondant (DEMANDER POLIMENT LE CONTACT DU REpondant. SI LE REpondant REFUSE, CONTINUEZ AVEC LA QUESTION SUIVANTE)		
B3	Sexe du répondant	Masculin.....1 Féminin.....2	
B4	Age du répondant	En chiffre	
B5	Profession du répondant	Au chômage.....0 Elève ou étudiant.....1 Agriculteurs, éleveurs.....2 Artisanat de métiers.....3 Artisanat d'art.....4 Commerçant.....5 Fonctionnaire.....6 Travailleur-euse- du secteur privé...7 Ménagère.....8 A la recherche d'un emploi.....9 Autres (à préciser).....96	
B6	Situation matrimoniale	Célibataire .....1 Marié (e) Monogame.....2 Marié Polygame .....3 Vivant en union libre /Concubinage.4 Divorcé/séparé.....5 Veuve/veuf.....6	
B7	Religion	Musulmane.....1 Chrétienne.....2 Traditionnelle.....3 Sans religion.....4 Autres (à préciser).....96	
B8	Niveau d'instruction	Aucun.....1 Primaire.....2 Post-primaire ou Sec. 1er cycle.....3 Secondaire 2nd cycle.....4 Supérieur 1er cycle.....5 Supérieur 2nd cycle.....6 Doctorat et +.....7	
B9	Vivez-vous actuellement avec un handicap ?	Non.....0 Vue (aveugle ou partiellement aveugle).....1	



		Audition (sourd ou partiellement sourd).....2 Handicap physique.....3 Troubles d'apprentissage (p. Ex. Dyslexie).....4 Autre (à préciser).....96 Ne sait pas.....97 Refuse de répondre.....99	
--	--	--	--

SECTION 0: SOURCES ET GESTION DES REVENUS

Q #	Question	Réponse Options/Codes	Sauter
Capacité actuelle sur le plan du revenu			
001	Avez-vous une activité génératrice de revenus (AGR) ?	NON.....0 OUI.....1	Si 0, saut à 015
002	Avez-vous reçu une subvention ou une aide pour mener une AGR ?	NON.....0 OUI.....1	Si 0, saut à 010
003	De qui avez-vous bénéficié de la subvention ou de l'aide ?	Finance publique (de l'état).....A ONG.....B Institution de microfinance.....C Banque.....D Coopératives/Association.....E Membre de la famille.....F Amis.....G Autres (à préciser) .....X	
004	Indiquer le et/ou les nom (s) des institutions/organisations ?	.....
005	Pouvez-vous nous indiquer le montant que vous avez reçu ? (EN CHIFFRE)	.....
006	Que pensez-vous du montant que vous avez reçu ?	Suffisant.....1 Pas suffisant .....2 Très insuffisant .....3 Ne sait pas .....97	
007	Quel montant auriez-vous souhaité avoir ? (EN CHIFFRE)	.....



008	Dans quels secteurs d'activité avez-vous investi la subvention ou l'aide reçue ?	Agroforesterie.....A Élevage (nature exacte de l'activité)B Commerce/service (nature exacte de l'activité).....C Artisanat (nature exacte de l'activité).....D Transformation (nature exacte de l'activité) E Autres (à préciser).....X	
009	Combien gagnez-vous ou avez-vous gagné en moyenne par mois avec ces AGR ? (EN CHIFFRE)	.....
010	Avez-vous mené d'autres AGR qui n'ont pas été financées par les subventions ?	NON.....0 OUI.....1	
011	Si oui combien avez-vous gagné en moyenne par mois avec cette AGR ? (EN CHIFFRE)	.....
012	Avez-vous bénéficié d'une formation par rapport à la gestion de vos revenus ?	NON.....0 OUI.....1	Si 0 saut à 014
013	Si oui, citez les formations reçues	Marketing/présentation produit.....A Gestion des stocks produits.....B Tenue de cahier de recettes et dépenses (Comptabilité).....C Autres (à préciser).....X	
014	Si non, quelles sont les raisons ?	Aucune formation disponible.....A Je ne suis pas intéressé.....B Manque de moyens.....C Manque de temps.....D Ignorance.....E Manque d'informations.....F Autres (à préciser).....X	
015	Est-il facile pour une personne déplacée de mener une AGR dans la localité ?	NON.....0 OUI.....1	
016	Si Oui, pourquoi ?	Pas de problème entre les PDI et les Communautés hôtes.....A Nos services et offres sont destinés seulement aux PDI.....B Nous sommes bien intégrés.....C Nous avons les meilleurs produits..D	



		Autres (préciser) .....X	
017	Si Non, pourquoi ?	Conflits avec les hôtes.....A Nous ne sommes pas bien intégrés.....B Nous ne parlons aucune langue d'ici.....C Nous n'avons pas de moyens.....D Autres (à préciser) .....X	
018	Existe-t-il des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédits (AVEC/VSLA/EPC-Épargner pour le changement) dans votre localité ?	NON.....0 OUI.....1	
019	Etes-vous membre d'une Association Villageoise d'Épargne et de Crédits (AVEC/VSLA/EPC-Épargner pour le changement) ?	NON.....0 OUI.....1	Si 1, saut à 025
020	Si Non, pourquoi ?	Conflits avec les hôtes.....A Nous ne sommes pas bien intégrés.....B Nous ne parlons aucune langue d'ici.....C Nous n'avons pas de moyens.....D Autres (à préciser) .....X	
021	Est-il facile d'y adhérer ?	NON.....0 OUI.....1	Si 1, saut à 023
022	Si Non, pourquoi ?	Conflits avec les hôtes.....A Nous ne sommes pas bien intégrés.....B Nous ne parlons aucune langue d'ici.....C Nous n'avons pas de moyens.....D Autres (à préciser) .....X	
023	Selon vous quel niveau d'appréciation faites-vous des activités de l'association ? (NIVEAU DE SATISFACTION)	Très faible.....1 Faible.....2 Acceptable.....3 Élevé.....4 Très élevé.....5	Si 3,4 ou 5, saut à 025
024	Si votre satisfaction est très faible ou faible, dites-nous pourquoi.	Activités non adaptées .....A Activités irrégulières.....B Activités insuffisantes.....C Autres (à préciser) .....X	



025	Seriez-vous d'accord que le projet PROMESSES-FP accompagne les femmes de votre localité à la mise en place d'Associations Villageoises d'Épargne et de Crédits ?	NON.....0 OUI.....1 NSP.....3	
-----	--	-------------------------------------	--

SECTION I : COMPETENCES DE VIE

Q #	Question	Réponse Options/Codes	Sauter
Concept de soi positif et conscience de soi			
101	Pouvez-vous nous dire deux points forts ou traits positifs que vous avez ? [REMARQUE : Si le répondant met plus de 10 secondes pour répondre ou ne peut citer qu'un seul point fort, dites-lui qu'il est normal de dire qu'il ne sait pas et laissez les réponses vides.]	ENREGISTRER CHAQUE RÉPONSE (a) TEXTE OUVERT (b) TEXTE OUVERT	
102	Pouvez-vous nous dire deux faiblesses ou domaines à améliorer sur vous-mêmes ? [REMARQUE : Si le répondant met plus de 10 secondes pour répondre ou ne peut citer qu'une seule faiblesse, dites-lui qu'il est normal de dire qu'il ne sait pas et laissez les réponses vides.]	ENREGISTRER CHAQUE RÉPONSE (a) TEXTE OUVERT (b) TEXTE OUVERT	
Autogestion			
103	Quelle est la première chose que vous faites habituellement lorsque vous vous sentez frustré (e) ou stressé (e) ?	Je ne sais que faire.....1 Je crie ou je me fâche.....2 Je bois ou fume des cigarettes.....3 Je frappe ou casse quelque chose.....4 Je quitte la situation.....5 Je vais me promener pour me calmer.....6 Je respire profondément .....7 Je parle un(e) ami (e) ou à un membre de la famille.....8 Je demande de l'aide à quelqu'un.....9 Je prie ou je vais à l'église / à la mosquée.....10	



		Je n'en parle à personne.....I I Autres (à préciser).....96 Je ne sais pas.....97	
104	Avez-vous fixé des objectifs pour vos études, votre travail et votre vie personnelle ?	NON.....0 OUI.....I Ne sait pas.....98	
105	Quand vous êtes face à un défi, ou une difficulté majeure quelle est généralement votre réaction ?	Je ne force pas et j'abandonne.....I Analyse la situation pour des solutions.....2 Je fais appel à mes amis.....3 Je fais appel à ma famille.....4 Je patiente quelques temps pour voir si ça va changer.....5 J'affronte toujours les difficultés.....6 Je réussis toujours dans les difficultés.....7 Autre.....96 Ne sait pas.....98	
Compétences relationnelles et de communication			
106	Lorsque vous parlez avec votre famille et vos amis, vous trouvez facile de vous exprimer et de communiquer clairement.	NON.....0 OUI.....I Ne sait pas.....98	
107	Comment montriez-vous que vous écoutez activement quelqu'un ? [NE LIS PAS. Sélectionnez autant de réponses que le répondant fournit.]	Écoutez attentivement.....A Utiliser le langage corporel (contact visuel, face à la personne).....B Ne pas interrompre.....C Ne pas ramener la conversation à moi-même.....D Poser des questions.....E Autres (à préciser).....X Ne sait pas.....Y	
108	[A REMPLIR PAR L'ENQUÊTEUR] L'enquêté a-t-il été en mesure de citer deux façons d'écouter activement ?	NON.....0 OUI.....I	

SECTION 2 : EDUCATION ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Q #	Question	Réponse Options/Codes	Sauter
-----	----------	-----------------------	--------



201	Avez-vous fréquenté une école ?	NON.....0 OUI.....1	Si 0 saut à 210
202	Quel type d'école avez-vous fréquenté ?	Ecole Classique.....A Ecole professionnelle.....B Ecole Franco-Arabe.....C Ecole Communautaire.....D Ecole coranique.....E Autres (à préciser).....X	
203	Quel est votre dernier diplôme ?	Aucun.....1 CEP.....2 BEPC.....3 BEP.....4 CAP.....5 Baccalauréat.....6 DEUG.....7 LICENCE.....8 MAITRISE.....9 MASTER.....10 DOCTORAT et plus.....11 Autres (à préciser).....96	
204	Es-tu actuellement inscrit (e) à l'école ?	Non.....0 Oui.....1 Oui, mais l'école est temporairement fermée (par exemple en raison de la COVID ou de l'insécurité).....2	Si 1 ou 2, saut à 208
205	Quelles sont les principales raisons pour lesquelles vous ne fréquentez pas l'école ?	Faibles moyens financiers des parents.....A Conflit armé à proximité de l'école...B Abandon.....C Début des menstrues.....D Marié (e) / fiancé (e).....E Grossesse .....F Mauvaise performance à l'école ....G Sentiment d'insécurité à l'école.....H Besoin pour le travail domestique...I Besoin pour un travail rémunéré....J Orpillage .....K Santé des parents.....M Malade.....N Je n'aimais pas l'école.....O Grève des enseignants.....P Autres (à préciser).....X	



		Je ne sais pas.....Y Ne veut pas répondre.....Z	
206	À quel âge avez-vous abandonné l'école?	EN CHIFFRES	
207	Si vous en aviez l'occasion, voudriez-vous retourner à l'école ?	Non.....0 Oui.....1 Ne sait pas.....97 Ne veut pas répondre .....99	
208	Avez-vous déjà bénéficié d'une formation sur l'éducation financière et sur les compétences de vie à l'école ?	NON.....0 OUI.....1	
209	Avez-vous déjà bénéficié d'une formation sur les droits et la santé sexuelle et reproductive dans votre école ?	NON.....0 OUI.....1	
210	Avez-vous suivi une (ou des) formation(s) professionnalisante quelconque(s)?	NON.....0 OUI.....1	Si 1, saut à 212
211	Si non, pourquoi ?	Aucune formation n'est disponible...A Manque de moyens financiers.....B L'école n'est pas pour les femmes...C N'est pas intéressé.....D Autres (à préciser).....X	
212	Avez-vous déjà été victime d'une opposition à votre inscription dans une structure de formation professionnelle ?	NON.....0 OUI.....1	Si 0, saut à 214
213	Qui s'est opposée ?	Parents.....1 Frères/sœurs.....2 Oncle/Tante.....3 Grands parents.....4 Conjoint.....5 Autres (à préciser).....96	
214	Seriez-vous prêt à suivre une quelconque formation professionnelle si l'occasion se présente ?	NON.....0 OUI.....1	Si 0, saut à 216
215	Quel (s) type (s) de formation souhaitez-vous suivre ?	Agriculture.....A Elevage.....B Gestion des revenus.....C Couture.....D Coiffure.....E Menuiserie.....F	



		Mécanique.....G Electronique.....H Informatique .....I Mainteneur informatique.....J Soudure.....K Tissage.....L Produits forestiers non ligneux.....M Autres (à préciser).....X	
216	Connaissez-vous des femmes qui arrivent à avoir des revenus après avoir suivi des formations aux métiers ?	NON.....0 OUI.....I	Si 0, saut à 218
217	Sont-elles de votre localité ?	NON.....0 OUI.....I	
218	Seriez-vous prêt (e) à suivre une formation loin de votre domicile ?	NON.....0 OUI.....I	
219	Dans quels domaines les gens se forment le plus dans votre localité ?	Agriculture.....A Elevage.....B Gestion des revenus.....C Couture.....D Coiffure.....E Menuiserie.....F Mécanique.....G Electronique.....H Informatique .....I Mainteneur informatique.....J Soudure.....K Tissage.....L Produits forestiers non ligneux.....M Autres (à préciser).....X	
220	Pourquoi le choix de cette formation ? (En référence à ce qui a été cité plus haut par l'enquêteur)	Répond aux potentialités de la localité.....A Très bénéfique.....B Facile à réaliser .....C Forte demande des produits.....D Répond à mes compétences.....E Autres (à préciser).....X Je ne sais pas.....Y Ne veut pas répondre.....Z	
221	Que pensez-vous de la construction d'un centre de formation professionnelle au profit des femmes dans votre localité ?	Pas du tout nécessaire.....1 Pas nécessaire .....2 Nécessaire.....3 Très nécessaire.....4 Ne sait pas.....97	



222	Avez-vous déjà participé à des activités d'information et de sensibilisation sur les droits d'accès des femmes à la formation professionnelle et à l'emploi ?	NON.....0 OUI.....1	Si 0, saut à 224
223	Si oui, quelles sont ces activités ?	Radio.....A Télévision.....B WhatsApp.....C Facebook.....D Activité d'animation de groupe ou publique d'une ONG ou association.....B Activité porte à porte d'une ONG ou association.....C Activité d'information des services publics/ du gouvernement.....D Autres (à préciser).....X	
224	Avez-vous déjà bénéficié d'une formation sur l'éducation et sur les compétences de vie?	NON.....0 OUI.....1	
225	Avez-vous déjà bénéficié d'une formation sur les droits et la santé sexuelle et reproductive ?	NON.....0 OUI.....1	
226	Selon vous, qu'est-ce qui doit être fait pour améliorer l'accès des femmes à une formation professionnelle ou à un emploi ?	Inscrire les filles à l'école.....A des centres de formation pour filles ...B Des formations spécifiques destinées aux filles.....C Subventionner les formations des filles.....D Autres (à préciser) .....X	

SECTION 3 : INCLUSION FINANCIÈRE ET ENTREPRENEURIAT

Q #	Question	Réponse Options/Codes	Sauter
301	Avez-vous un compte dans une institution financière ?	NON.....0 OUI.....1	Si 0 saut à section 4
302	Si oui, dans quels types d'institution ?	Compte mobile.....A Compte bancaire.....B Compte auprès d'une institution de microfinance (IMF).....C Caisse populaire.....D Autres (à préciser) .....X	



303	Si vous avez plusieurs comptes le quel utilisez-vous le plus fréquemment ?	Compte mobile.....1 Compte bancaire.....2 Compte auprès d'une institution de microfinance (IMF).....3 Caisse populaire.....4 Autres (à préciser) .....96	
304	A quelle fréquence l'utilisez-vous ?	Au moins une fois par semaine.....1 Au moins une fois par mois.....2 Au moins une fois par trimestre.....3 Au moins une fois par année.....4 Autres (à préciser) .....96	
305	Existe-t-il des institutions financières ou de microfinances ici (Banques, Caisse Populaire, coopératives d'épargne de Crédit et autres) ?	NON.....0 OUI.....1 Ne sait pas.....98	
306	Quelle est le nom de la structure financière ou microfinance que vous utilisez (laissez l'enquêteur (e) citer une ou plusieurs) ?	Banque classique (préciser).....1 Caisse populaire.....2 IMF (préciser).....3 Autres(à préciser) .....96	
307	Quels types de service utilisez-vous ?	Retrait.....A Dépôts.....B Epargne.....C Crédit.....D Transfert.....E Achats.....F Autres (à préciser) .....X	
308	Utilisez-vous les services financiers informels ?	NON.....0 OUI.....1	Si 0 saut à 310
309	Si OUI, lequel (s) ?	Tontines et associations de prêt.....A Banques communautaires de village.....B Associations villageoises d'épargne et de prêt.....C Epargne pour le changement.....D Autres groupes d'épargne communautaires.....X	
310	Avez-vous déjà contracté un crédit ?	NON.....0 OUI.....1	Si 1, saut à 312
311	Si non, pourquoi ?	Non disponibilité des pièces à fournir .....A Compte à faible ressources.....B Autres (à préciser).....X	
312	A quoi ce crédit à servit ?	Réalisation d'un AGR.....A	



	Dépenses familiales.....B Achat d'outils de travail.....C Autres (préciser).....X
--	---

SECTION 4 : GESTION DE LA SANTÉ SEXUELLE ET REPRODUCTIVE (SSR)

Q #	Question	Réponse Options/Codes	Saut er
401	Savez-vous ce qu'est la santé sexuelle et reproductive (SSR) ?	NON.....0 OUI.....I	Si 0, saut à 406
402	Que savez-vous de la SSR ?	Prévention contre les IST/VIH.....A Planification familiale.....B Santé de la mère et de l'enfant.....C Bien-être sexuel des ados et des jeunes.....D Utilisation des méthodes contraceptives.....E Prévention de grossesse non désirée.....F Autre (à préciser).....X	
403	Disposez-vous des informations dont vous avez besoin sur la santé sexuelle et reproductive ?	Non.....0 Oui.....I Je ne sais pas.....97 Ne veut pas répondre.....99	
404	Au cours des trois derniers mois, avez-vous parlé à quelqu'un ou consulté des informations sur votre santé sexuelle et reproductive ?	Non.....0 Oui.....I Je ne sais pas.....97 Ne veut pas répondre.....99	Si 0, saut à 406
405	Si oui, avec qui avez-vous obtenu des informations sur votre santé sexuelle et reproductive ? Veuillez énumérer autant de personnes ou d'endroits que vous pouvez imaginer. [NE LIS PAS. SÉLECTIONNEZ TOUT CE QUI S'Y RAPORTE.]	Mère.....A Père.....B Sœurs.....C Frères.....D Autres membres de la famille.....E Amis.....F Enseignants / école.....G Agent de santé / établissement de santé.....H Chefs religieux / communautaires.....I Club de jeunes.....J	



		Livres / magazines.....K Radio / télévision.....L Internet.....M Autre (précisez).....N Je ne sais pas.....X Ne veut pas répondre.....Z	
406	De quels sujets relatifs à la santé sexuelle et reproductive avez-vous discutés ? [NE LISEZ PAS. SÉLECTIONNEZ TOUT CE QUI S'Y RAPPORTE.]	Puberté ou changements dans mon corps.....A Hygiène menstruelle ou gestion des règles.....B Contraception ou moyens de prévenir la grossesse.....C Violence sexuelle.....D Infections sexuellement transmissibles / VIH.....E Autres (à précisez) .....X Je ne sais pas.....Y Ne veut pas répondre.....Z	
Connaissance sur la SSR [LIRE] : « Je vais maintenant vous lire une série de déclarations sur la santé sexuelle et reproductive. Pour chacun, dites-moi si vous pensez que la déclaration est « vraie » ou « fausse »			
407	Seules les filles passent par la puberté, pas les garçons.	Vrai.....1 Faux.....2 Je ne sais pas.....97	
408	Il est normal qu'un jeune adolescent se réveille et découvre que le lit est mouillé par l'éjaculation de sperme (liquide provenant du pénis) pendant son sommeil.	Vrai.....1 Faux.....2 Je ne sais pas.....97	
409	Une fois qu'une adolescente a ses premières règles, elle peut tomber enceinte.	Vrai.....1 Faux.....2 Je ne sais pas.....97	
410	Un garçon peut mettre une fille enceinte la première fois qu'il a des relations sexuelles.	Vrai.....1 Faux.....2 Je ne sais pas.....97	
411	Pour la plupart des filles, leurs saignements mensuels surviennent une fois tous les 14 jours.	Vrai.....1 Faux.....2 Je ne sais pas.....97	



412	L'utilisation d'un préservatif protège contre les infections sexuellement transmissibles.	Vrai.....1 Faux.....2 Je ne sais pas.....97	
413	Une fille peut avaler une pilule contenant des hormones tous les jours pour se protéger d'une grossesse.	Vrai.....1 Faux.....2 Je ne sais pas.....97	
414	Une fille peut recevoir une dose ou une injection pour éviter une grossesse.	Vrai.....1 Faux.....2 Je ne sais pas.....97	
415	Une fille peut utiliser des herbes pour éviter une grossesse.	Vrai.....1 Faux.....2 Je ne sais pas.....97	
Attitudes sur l'usage des méthodes contraceptives			
416	Parmi vos amis sexuellement actifs, combien pensez-vous utilisent régulièrement une méthode contraceptive ?	Aucun.....1 Très peu.....2 Certains.....3 La plupart.....4 Je ne sais pas.....97 Ne veut pas répondre.....99	
417	Combien de personnes dans votre communauté approuveraient qu'une adolescente non mariée utilise une méthode contraceptive ?	Aucun.....1 Très peu.....2 Certains.....3 La plupart.....4 Je ne sais pas.....97 Ne veut pas répondre.....99	
418	Comment les gens de votre communauté réagiraient-ils s'ils découvraient qu'une adolescente non mariée utilisait la contraception ?	Ils s'en moqueraient.....A Ils la soutiendraient.....B Ils penseraient qu'elle a une vie de débauche.....C Ils la puniraient où la disciplineraient...D Ils seraient en colère contre elles .....E Ils répandraient des rumeurs sur elle...F Autres (à préciser).....X Je ne sais pas.....Y Ne veut pas répondre.....Z	
419	Aujourd'hui, quelle affirmation vous décrit le mieux ?	Je n'ai jamais été dans une relation amoureuse.....A	



	[LIS TOUT. SÉLECTIONNE SEULEMENT LA RÉPONSE LA PLUS AP'ROPRIÉE.]	J'ai eu un petit ami / petite amie dans le passé.....B Je n'ai pas actuellement plus d'un petit ami / petite amie .....C Je suis fiancé (e) avec quelqu'un.....D Je ne sais pas.....Y Ne veut pas répondre.....Z	
420	Avez-vous déjà eu de rapports sexuels ?	Non.....0 Oui, une fois.....1 Oui, plus d'une fois.....2 Ne veut pas répondre.....99	Si 0, saut à section 5
421	A Quel âge aviez-vous eu votre premier rapport sexuel ?	EN CHIFFRE	
422	Qui a décidé de votre première relations sexuelles ?	Mon partenaire.....1 Moi-même .....2 Mon partenaire et moi .....3 Je ne sais pas.....97 Ne veut pas répondre.....99	
423	Avez-vous eu des rapports sexuels au cours des 6 derniers mois ?	Non.....0 Oui.....1 Ne veut pas répondre.....99	
424	Au cours des 6 derniers mois, à quelle fréquence avez-vous utilisé la contraception lors de vos rapports sexuels ?	Jamais.....1 Parfois.....2 Souvent.....3 Toujours.....4 Je ne sais pas.....97 Ne veut pas répondre.....99	
425	En pensant à la dernière fois que vous avez eu des relations sexuelles, pourquoi n'avez-vous pas utilisé de contraception ? [NE LISEZ PAS. Sélectionnez tout ce qui s'y rapporte.)	Pas prêt pour la contraception.....A Mon partenaire n'en voulait pas.....B Géné d'en parler.....C Non disponible .....D Ignore les Méthodes contraceptives.. E Désir de grossesse ou d'enfant.....F Utilisation assimilée à une mauvaise réputation.....G Peur des effets secondaires.....H Autres (à préciser).....X Je ne sais pas.....Y Ne veut pas répondre.....Z	
426	Quels types de méthode-s-contraceptive-s- avez-vous	Aucune.....A Préservatif masculin.....B	



	utilisée-s- au cours des 6 derniers mois ? [NE PAS LIRE: SÉLECTIONNE TOUT CE QUI EST APPLICABLE]	Préservatif féminin.....C Pilule orale.....D Contraception d'urgence.....E Injectables.....F Implants.....G Dispositif intra utérin (DIU).....H Méthodes de connaissance de la fertilité.....I Coït interrompu.....J Autres (à préciser) .....X Je ne sais pas.....Y Ne veut pas répondre.....Z	
--	---	---	--

SECTION 5 : VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE (VBG)

Q #	Question	Réponse Options/Codes	Saut er
501	Quelles sont les formes de violence subies par les femmes en général ?	Violence physique (coups et blessures) .....A Insultes/Injures.....B Harcèlement sexuel.....C Viol/agression sexuelle.....D abus sexuel.....E Prostitution .....F Violence économique/ Déni de ressources, d'opportunités ou de services.....G Mariage forcé.....H Mariage d'enfant (précoce).....I Mutilations génitales féminines.....J Violences liées à la sorcellerie.....K Torture.....L Enlèvement.....M Autres (à préciser).....X	
502	Au cours des six derniers mois avez-vous déjà été survécu / ou victime d'une forme de violence au sein de votre famille et de la communauté en général ou dans le contexte de la crise ?	Non.....0 Oui, une fois.....1 Oui, plus d'une fois.....2 Ne veut pas répondre.....99	Saut si c'est 0 ALLE R à 504



503	De quels types de violence avez-vous été victime au cours des six derniers mois ? (Question à poser uniquement aux femmes)	Violence physique (coups et blessures) .....A Insultes/Injures.....B Harcèlement sexuel.....C Viol/agression sexuelle.....D abus sexuel.....E Prostitution .....F Violence économique/ Déni de ressources, d'opportunités ou de services.....G Mariage forcé.....H Mariage d'enfant (précoce).....I Mutilations génitales féminines.....J Violences liées à la sorcellerie.....K Torture.....L Enlèvement.....M Autres (à préciser).....X	
504	Comment les femmes ayant recours à la justice pour des cas de violence sont-elles perçues dans votre communauté?	Courageuse.....1 Irrespectueuse des valeurs traditionnelles.....2 Femmes perdues.....3 Autres (à préciser).....96	
505	Existe-t-il dans votre communauté un mécanisme (endroit ou personne(s)) pour le règlement des différends ou litiges ?	Non .....0 Oui .....1 Ne sait pas.....98	
506	Les femmes peuvent elles s'adresser à ce mécanisme (endroit ou personne(s)) pour des solutions aux problèmes de violence qu'elles ont subies ou subissent ?	Non .....0 Oui .....1 Ne sait pas.....98	
507	Quelles sont les formes de règlement pratiquées par ce mécanisme ?	Médiation.....A Puniton de l'auteur.....B Réparation pour la femme survivante/victime.....C Autres (à préciser).....X	
508	Si non, pourquoi ?	Peur de la réaction de la famille et de la communauté.....A Peur des représailles.....B N'a pas confiance .....C Ce n'est pas pour les femmes.....D Il faut payer de l'argent.....E Autres (à préciser).....X	
509	Heure de fin de l'entretien	/ ___ / ___ /heure/ ___ / ___ /minutes	



Royaume des Pays-Bas



	Prendre les coordonnées GPS pour terminer	
--	--	--

Merci d'avoir pris le temps de participer à cette interview. Nous apprécions toutes les informations que vous nous avez communiquées.

FIN DE L'INTERVIEW

Annexe 2 : Outils de collectes de données qualitatives

I. Entretien individuels approfondis

GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL APPROFONDI ADRESSE AUX INFORMATEURS CLES AU NIVEAU CENTRAL

(DRENA/DPENA, DRJPEJ, DRS, CCEB, DRFSNFAH/ DPFSNFAH)

IDENTIFICATION	
Nom de l'enquêté	/ ____ /
Structure	
Fonction de l'enquêté / __ / __ /	
Date de l'interview	
Heure de début de l'interview / ____ /	
Heure de fin de l'interview / ____ /	

NB : Au cours de l'entretien mettre l'accent sur la disponibilité de données chiffrées

Questions

1. Quelle est la situation actuelle de l'éducation des adolescents (tes) et jeunes (hommes et femmes) de façons générales et en particulier celles des PDI dans votre région ? (**Sonder pour savoir la situation des filles et celle des garçons**)
2. Quelles sont les principales difficultés qui entravent l'éducation des adolescentes et des jeunes filles dans votre régions/Province ? (**Sonder pour savoir si les difficultés sont liées à une insuffisance d'infrastructure éducative, à un manque de moyens financier ou si ces difficultés sont d'ordres culturel**)
3. Quelle est la situation actuelle de la formation professionnelle et de l'emploi des jeunes dans votre régions/Province ?
4. Votre région dispose-t-elle de centre de formations pouvant accueillir un projet intervenant pour la promotion de l'accès des filles à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité ? (S'il en existe préciser le nombre et les communes où ils sont



implantés ?) Doit-on en construire d'autres ? Si oui, selon vous quel est la commune dans votre région qui en a le plus besoin ? (**Sonder pour savoir les communes qui accueille les PDI**)

5. Pensez-vous que les jeunes filles ont facilement accès à des formations professionnelles de qualité et à l'emploi dans votre région/province. Pourquoi ?
6. Existe-t-il dans votre région des centres d'éducation et de formations à proximité des personnes déplacées internes et ayant la capacité d'accueillir les centres prévus par le projet ? Si oui, lesquels ?
7. Que pensez-vous de la violence basée sur le genre dans votre région ?
8. Les violences basées sur le genre sont-elles récurrentes dans votre région ? Quelles sont les principales manifestations des violences basées dans votre localité ? Quelles sont les principales causes ? Quelles peuvent être les solutions pour lutter contre ce phénomène ?
9. Pensez-vous que l'éducation et les formations données aux jeunes sont en adéquation avec les besoins des employeurs (privés et publics) ? Si oui, pourquoi ? Si non, pourquoi ?
10. Quelles peuvent être selon vous les formations professionnelles les mieux adaptés à l'employabilité des jeunes filles et femmes dans votre région ?
11. Que pensez-vous de l'entrepreneuriat des jeunes dans votre région ?
12. Pensez-vous que les jeunes de 15-35 ans s'intéressent-ils à l'entrepreneuriat dans votre région/province ? Quels domaines intéresse le plus le jeunes ?
13. Quel peut être selon vous l'accompagnement d'un projet pour la promotion de l'entrepreneuriat et de l'insertion socio-professionnelle des jeunes en général et des jeunes filles en particulier ?
14. Que pensez-vous de la situation actuelle de la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes dans votre région/Province ? Que direz-vous de la situation des grossesses dans les écoles de votre région/ localité
15. Pensez-vous que les services fournis en matière d'éducation et de formation professionnelle ainsi que de santé sexuelle et de la reproduction sont-ils adaptés aux besoins des adolescents et des jeunes dans votre région/province ?
16. Quelles peuvent être selon vous, les solutions et alternatives expérimentées comme des solutions pour l'offre en matière d'éducation, de formation et de santé pour les jeunes ?
17. Quels sont les acteurs actuels (ONG, Publics et Privés) qui peuvent au niveau de votre région appuyer à la mise en place d'un projet intervenant pour la promotion de l'accès des filles à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité ?



Royaume des Pays-Bas



18. Quelle est selon vous la pertinence et la cohérence d'une stratégie d'intervention qui va consister à la construction de centre de formation dans certaines zones d'interventions du projet ?
19. Selon vous, quelles peuvent être les facteurs de risques externes à la réalisation des objectifs des projets de façon générale et d'un projet intervenant pour la promotion de l'accès des filles à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité en particulier ? Quelles peuvent être les probabilités de réalisation d'un tel projet ?
20. Connaissez-vous d'autres acteurs (ONG et Publics) dans votre région/province intervenant pour la promotion de l'accès des filles à un système éducatif et de formation professionnelle ? Si oui, lesquels ?
21. Connaissez-vous les activités qui sont mises en œuvre par ces acteurs ainsi que leur stratégie d'intervention ?
22. Comment une synergie d'action peut-elle être créée entre ces différents acteurs et le Consortium Solidar Suisse, EDUCO et AFLATOOUN, ?
23. En quoi et comment les communautés bénéficiaires pourraient être impliquées dans la mise en œuvre de ce projet ?
24. Avez-vous intégré l'éducation aux Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR dans les curricula nationaux de l'éducation ? **(Question adressée à la DRENA/DPENA)**
25. Avez-vous intégré l'éducation aux Compétences de vie, Éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et les DSSR dans les curricula nationaux de la formation professionnelle ? **(Question adressée à la DRJPEJ)**
26. Quelles sont vos recommandations pour l'adaptation des stratégies du projet au regard du contexte, des facteurs favorables et des contraintes ?
27. En quoi et comment les communes ciblées dans votre région pourraient être impliquées de manière efficace et efficiente dans la mise en œuvre de ce projet ?
28. Comment votre direction peut-elle organiser avec le consortium Solidar Suisse, EDUCO et AFLATOOUN un suivi de la mise en œuvre des activités afin d'être dès le départ engagées dans un processus d'appropriation et de durabilité de l'impact de ce projet ? Quel peut être votre accompagnement dans le sens de l'atteinte de ses résultats du projet ?
29. Afin au terme de notre entretien, nous souhaitons vous demander si possible des copies des sources de données pour une éventuelle exploitation.

Merci pour votre participation !



Royaume des Pays-Bas



GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL APPROFONDI ADRESSE AUX MAIRIES

Identification de l'enquêté

(Nom et prénom, service/fonction, contact)

IDENTIFICATION				
Nom de l'enquêté		/ ____ /		
Structure				
Fonction / __ // __ /	de		l'enquêté	
Date de l'interview				
Heure / ____ /	de	début	de	l'interview
Heure / ____ /	de	fin	de	l'interview

Questions

1. Quelle est la situation actuelle de l'éducation financière, des compétences de vie, de la formation professionnelle et de la santé sexuelle et reproductive jeunes et en particulier des filles et des femmes dans votre commune ?
2. Selon vous les services fournis en matière d'éducation, de formation professionnelle et de santé sexuelle et de la reproduction sont-ils adaptés aux besoins des adolescents et des jeunes dans votre commune ?
3. Quelles sont les actions menées par la mairie en matière d'éducation, de formation professionnelle et de santé sexuelle et de la reproduction des jeunes ?
4. Pourriez-vous nous dire s'il existe des centres d'éducation et de formation professionnelle (CEFP) mis en place dans votre commune ? Pouvez-vous les citer ? Sont-ils fonctionnels ?
5. Quels sont les types de métiers développés par ces centres existants ?
6. Y-a-t-il des centres d'éducation et de formation professionnelle construits par la mairie ?
7. Votre commune a-t-elle des prévisions de constructions de centres d'éducation et de formation professionnelle ?
8. Quel est le niveau d'implication de la mairie dans la gestion des centres d'éducation et de formation professionnelle dans la commune ? Quels sont les stratégies mises en place ? Et quels sont les actions menées dans les centres existant ?
9. Selon vous, quels sont les métiers novateurs et porteurs de votre région/commune ?
10. A votre avis, quelles sont les solutions et alternatives expérimentées comme des solutions pour l'offre en matière d'éducation, de formation professionnelle et de santé sexuelle et de la reproduction pour les jeunes ?
11. Quelles pourraient être vos attentes vis-à-vis d'un projet intervenant pour la promotion de l'accès des filles à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité ?



Royaume des Pays-Bas



12. Selon vous, quels sont les facteurs de risques externes à la réalisation des objectifs des projets, ainsi que leur probabilité de se réaliser ?
13. Pensez-vous que les centres d'éducation et de formation professionnelle pourraient être mis à la disposition du projet ?
14. Pouvez-vous nous proposer des zones ayant la capacité d'accueillir les centres prévus par le projet notamment à proximité des personnes déplacées internes.
15. Est-il pertinent et cohérent de considérer une stratégie d'intervention qui va consister à la construction de centres de formation dans cette commune ?
16. Pensez-vous que les acteurs actuels de cette commune peuvent appuyer à la mise en place d'un tel projet ?
17. Comment une synergie d'action peut-elle être créée entre ces différents acteurs et le Consortium Solidar Suisse, EDUCO et AFLATOOUN ?
18. En quoi et comment votre commune pourrait être impliquée de manière efficace et efficiente dans la mise en œuvre du projet ?
19. Comment les communes peuvent-elles organiser avec le consortium Solidar Suisse, EDUCO et AFLATOOUN un suivi de la mise en œuvre des activités afin d'être dès le départ engagées dans un processus d'appropriation et de durabilité de l'impact de ce projet ?
20. Quels sont les autres acteurs/ONG intervenant en matière d'éducation, de formation professionnelle et de santé sexuelle et de la reproduction pour les jeunes ? quelles sont les activités mises en œuvre par ces intervenants ainsi que leur stratégie d'intervention ?
21. Quelles recommandations avez-vous à donner pour permettre l'adaptation des stratégies du projet au regard du contexte, des facteurs favorables et des contraintes ? pour la réussite (participation, mise en œuvre, suivi, durabilité) du projet dans votre commune ?

Merci pour votre participation

GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL APPROFONDIS ADRESSE A L'ANPE/ANFP

IDENTIFICATION	
Nom de l'enquêté	/____/
Structure	
Fonction de l'enquêté / __//__ /	
Date de l'interview	



Heure de début de l'interview

/ ____ /

Heure de fin de l'interview

/ ____ /

NB : Au cours de l'entretien mettre l'accent sur la disponibilité de données chiffrées

Questions

1. Quels sont les actions et les objectifs de l'Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi ?
2. Avez-vous des centres de formation professionnelles pour jeunes (en particulier pour les filles et les femmes) dans votre localité ?
3. Si oui, quels sont les programmes enseignés ? Sont-ils en adéquation avec les besoins du marché du travail ?
4. Sachant que le marché du travail est saturé, quelles sont les mesures prises pour favoriser l'insertion des jeunes ?
5. Existe-il une discrimination positive en faveur des jeunes filles et femmes concernant la formation et l'insertion professionnelle ?
6. Si oui, quelles sont les faveurs qui leur sont accordées ?
7. Quels sont les impacts de ces faveurs par rapport aux années précédentes ?
8. Quelles sont les difficultés rencontrées dans la promotion et l'insertion des jeunes filles et femmes au système éducatif et à l'emploi ?
9. Quelles pourraient être les difficultés rencontrées par les jeunes filles et femmes dans leur accès à la formation et à l'insertion professionnelle ?
10. Que faites-vous face à ces difficultés ?
11. Quelles sont les actions menées pour promouvoir l'entreprenariat ?
12. Quelles sont les actions menées pour promouvoir l'entreprenariat chez la jeune fille et la femme ?
13. Quelles sont selon vous les capacités entrepreneuriales des femmes précisément de la jeune fille ?
14. Quelle action menez-vous en faveur des déplacés internes en matière de promotion et d'accès à un emploi décent ?
15. Quelles sont vos recommandations et suggestions pour une meilleure promotion et insertion professionnelle de la femme ?



Royaume des Pays-Bas



16. Au terme de notre entretien, nous souhaitons vous demander si possible des copies des sources de données pour une éventuelle exploitation.

Merci pour votre participation !

GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL APPROFONDIS ADRESSE AUX INSTITUTIONS DE MICROFINANCES (IMF)/ CEFOR/ FAARF

IDENTIFICATION	
Nom de l'enquêté	/ ____ /
Structure	
Fonction de l'enquêté / __ // __ /	
Date de l'interview	
Heure de début de l'interview / ____ /	
Heure de fin de l'interview / ____ /	

Questions

1. Quels sont les objectifs et les missions de votre structure ?
2. Quel est votre niveau de représentativité dans la province ? Combien d'agences ? Dans quelles localités ?
3. Octroyez-vous des crédits aux jeunes filles et aux femmes qui n'ont aucune garantie pour débiter leur projet ? (Si oui, quelles sont les conditions d'accès aux crédits ? Si non avez-vous prévues une alternative ou des mesures spéciales pour ces cas ?)
4. Que diriez-vous du niveau de connaissance que les populations ont de votre structure ?
5. Avez-vous des mesures d'accompagnement pour assurer une meilleure gestion du crédit octroyé ?
6. Connaissez-vous des personnes qui ont bénéficié de crédit mais qui n'ont pas respecté les délais de remboursement ou qui n'ont pas pu rembourser les crédits ? Sont-ils généralement nombreux ceux qui ne respectent pas ou ne remboursent pas leurs crédits ? Selon vous quelles sont généralement les difficultés qui expliquent ces retards ou ces non-remboursements ?
7. Si oui, quelles étaient les mesures prises à l'encontre de ces personnes ?
8. Connaissez-vous les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (VSLA ou AVEC) ? Est-ce qu'il en existe dans votre localité ? **(Sonder pour savoir pourquoi)**
9. Collaborez-vous avec ces Associations Villageoises d'Épargne et de Crédits ? Quel est la nature de votre collaboration ? **(Sonder pour savoir pourquoi)**



Royaume des Pays-Bas



10. Peut-il y avoir des possibilités de collaboration entre ces associations villageoises et votre institution ? Quelles peuvent être la nature de cette collaboration ? Et quels seront les conditions ? **(Sonder pour savoir comment)**
11. Quelles sont vos recommandations et suggestions pour une meilleure promotion de l'entrepreneuriat de la jeune fille et de la femme ?

Merci pour votre participation !

GUIDE D'ENTRETIEN INDIVIDUEL APPROFONDI ADRESSE AUX ONG ET ASSOCIATIONS

Identification de l'enquêté

(Nom et prénom, service/fonction, contact)

IDENTIFICATION				
Nom de l'enquêté			/____/	
Structure				
Fonction		de		l'enquêté
/ __//__/				
Date de l'interview				
Heure		de début		de l'interview
/____/				
Heure		de fin		de l'interview
/____/				

Questions

1. Pouvez-vous nous parler de votre zone d'intervention ? Depuis combien de temps vous y intervenez ?
2. Quelle est la situation actuelle de l'éducation, de la formation et de la santé sexuelle et reproductive des adolescents et jeunes dans votre région ?
3. Selon vous les services fournis en matière d'éducation, de formation professionnelle et de santé sexuelle et de la reproduction sont-ils adaptés aux besoins des adolescents et des jeunes dans cette région ?
4. Pourriez-vous nous dire s'il existe des centres d'éducation et de formation professionnelle (CEFP) mis en place dans la région ? pouvez-vous les citer ?
5. Quels sont les types de métiers développés par ces centres existants ?
6. Selon vous, quels sont les métiers novateurs et porteurs de votre région ?
7. A votre avis, quelles sont les solutions et alternatives expérimentées comme des solutions pour l'offre en matière d'éducation, de formation professionnelle et de santé sexuelle et de la reproduction pour les jeunes ?
8. Selon vous, quels sont les facteurs de risques externes à la réalisation des objectifs des projets, ainsi que leur probabilité de se réaliser ?
9. Est-il pertinent et cohérent de considérer une stratégie d'intervention qui va consister à la construction de centre de formation dans cette commune ?



Royaume des Pays-Bas



10. Quels sont les autres acteurs/ONG intervenant en matière d'éducation, de formation professionnelle et de santé sexuelle et de la reproduction pour les jeunes ? quelles sont les activités mises en œuvre par ces intervenants ainsi que leur stratégie d'intervention ?
11. En tant que structure intervenant dans l'éducation, la formation et la santé des jeunes, avez-vous l'opportunité de travailler en synergie avec d'autres intervenants ? ? sur quelles questions ? quel a été le dénouement ?
12. Comment appréciez-vous la synergie d'action des acteurs intervenant dans le même domaine que vous ?
13. Comment une synergie d'action peut-elle être créée entre ces différents acteurs et le Consortium Solidar Suisse, EDUCO et AFLATOOUN ?
14. Pensez-vous que votre structure pourrait être impliquée de manière efficace et efficiente dans la mise en œuvre de ce projet ?
15. Comment votre structure peut-elle s'organiser avec le consortium Solidar Suisse, EDUCO et AFLATOOUN pour un suivi de la mise en œuvre des activités afin d'être dès le départ engagées dans un processus d'appropriation et de durabilité de l'impact de ce projet ?
16. Quelles recommandations avez-vous à donner pour permettre l'adaptation des stratégies du projet au regard du contexte, des facteurs favorables et des contraintes ?
17. Quelles recommandations avez-vous à donner pour permettre l'adaptation des stratégies du projet au regard du contexte, des facteurs favorables et des contraintes ? pour la réussite (participation, mise en œuvre, suivi, durabilité) du projet dans la région ?

Merci pour votre participation

2. Guide discussion de groupe ou de focus group

GUIDE DE FOCUS GROUP ADRESSE AUX FILLES ET FEMMES / GARÇONS ET HOMMES_PDI ET HOTES

(NB : Prendre une photo à la fin de la discussion)

IDENTIFICATION	
Région	
Province	
Commune	/____/
Cible du Focus.	/____/
Nom de l'enquêteur 1 :	/____/
Nom de l'enquêteur 2 :	/____/
Date de l'interview	
Heure de début de l'interview	
Heure de fin de l'interview	

FICHE SIGNALITIQUE DES PARTICIPANTS

N° d'ordre	Noms et Prénoms	Âges	Sexe	Profession	Type d'handicap
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					



8					
9					
10					

Concepts clés (A traduire en Mooré, Gulmacéma et Fulfudé) :

Education : Action d'élever, de former un enfant, un jeune homme, une jeune fille, de développer ses facultés intellectuelles et morales sur la base de principes et de règles.

Scolarisation : Action d'inscrire ou d'envoyer un enfant dans une école pour apprendre à lire, à écrire et à compter et aussi se familiariser avec des langues enseignées et des civilisations autre que la sienne

Formation : Action de transformer un individu en lui donnant des éléments des connaissances et des compétences pour exercer une activité sociale, économique et culturelle.

Formation professionnelle : Processus d'acquisition de connaissances et de compétences pour des métiers spécifiques ou plus largement pour s'insérer sur le marché de l'emploi.

Compétences de vie courante : Ce sont les capacités des personnes à prendre des décisions et à agir d'une manière positive qui leur apportera des bienfaits, ainsi qu'à leur entourage.

Santé Sexuelles et reproductive implique que toute personne peut avoir une vie sexuelle responsable, satisfaisante, et sûre et qu'elle a la capacité à se reproduire et la liberté de choisir d'avoir des enfants si elle le souhaite et quand elle le désire.

Questions

Ciblage et interrelation PDI et Communautés hôtes

1. Que pensez-vous du choix fait par le consortium (Solidar Suisse, Aflatoun et Educo) de travailler à la fois avec les PDI et les communautés hôtes ?
2. Que pensez-vous du niveau de cohésion entre les personnes déplacées internes et les personnes de la communauté hôte ? **(Sonder pour savoir plus d'informations)**
3. Comment sont traités les personnes déplacées dans votre localité ? Participent-ils aux activités dans la communauté ? Sont-ils acceptés ?
4. Y-a-t-il déjà eu des conflits entre les populations déplacées et les populations hôtes ? Comment ces conflits sont gérés ? Qui s'en charge ?

Éducation et Formation

1. Avez-vous suivi une formation professionnelle depuis votre arrivée **(Pour les PDI) ? (Sonder pour connaître le type de formation, la structure qui a initié la formation, le nombre de formation reçue)**



2. Y-a-t-il des centres formations disponibles et accessibles aux populations de votre localité ? Quels sont les types (métiers) de formation offerte ? Que pensez-vous du niveau de disponibilité de ces centres de formation ? Sont-ils en nombre suffisant ?
3. Que pensez-vous de l'éducation et de la formation professionnelle fournies par les centres/instituts existant dans votre localité ? **(Sonder pour savoir quels sont les besoins auxquels le projet pourrait apporter des réponses)**
4. Selon vous les services fournis en matière d'éducation et de formation professionnelle sont-elles de qualité ? Sont-ils adaptés aux besoins des donneurs d'emplois ? **(Sonder pour savoir plus d'informations)**
5. Que pensez-vous du cadre d'apprentissage (institution de formation) des hommes et des femmes de votre localité ? **(Sonder pour savoir plus d'informations sur le cadre d'apprentissage)**
6. Que pensez-vous du niveau d'accès des filles/femmes à un système éducatif et à une formation professionnelle de qualité ? **(Sonder pour savoir plus d'informations)**

Inclusion Financière

1. Connaissez-vous des acteurs intervenant dans la promotion de l'éducation financière et les compétences de vie des jeunes dans votre localité ? Si oui, lesquels et quelles sont les activités mises en œuvre ?
2. Que pensez-vous du niveau d'implication des acteurs locaux et nationaux dans l'éducation financière et les compétences de vie des filles et des femmes dans votre localité ? **(Sonder pour comprendre)**
3. Avez-vous des notions sur la gestion financière ? **(Sonder pour savoir si elles ont été formées par une ONG/Association ou apprentissage au tas)**
4. Avez-vous des activités génératrices de revenus ? quelles sont vos revenus ? **(Sonder pour connaître les activités qu'elles mènent)** Est-ce suffisant pour subvenir à vos besoins ? à ceux de vos familles ?
5. Avez-vous d'autres projets que vous souhaitez entreprendre ? **(Sonder pour savoir quels sont les domaines dans lesquels elles veulent entreprendre)** Selon vous, quels sont les métiers novateurs et porteurs dans cette zone ?
6. Quelles sont les sources de revenus des jeunes en particulier les femmes et les filles dans la localité ?

Santé sexuelle et reproductive

1. Connaissez-vous des acteurs intervenants dans l'éducation des jeunes sur les droits et la santé sexuelle et reproductive dans votre localité ? Si oui, lesquels et quelles sont les activités mises en œuvre ?
2. Que pensez-vous du niveau d'implication des acteurs locaux et nationaux dans l'éducation sur les droits et la santé sexuelle et reproductive des filles et des femmes dans votre localité ? **(Sonder pour pourquoi)**
3. Que pensez-vous de la situation actuelle de l'éducation, de la formation et de la santé des adolescents et jeunes dans votre localité ? **(Sonder pour savoir plus d'informations)**



Royaume des Pays-Bas



Appréciation et mise en place d'un projet bénéfique et sensible aux filles et aux femmes

1. Que pensez-vous d'un projet qui interviendrait afin de vous faciliter l'accès des femmes et des filles à l'éducation sur la santé sexuelle et reproductive ? à l'éducation financière ? à la formation professionnelle ? au crédit ? à l'emploi ?
2. Quelles sont les facteurs de risques externes à la réalisation d'un projet de promotion de l'accès des filles à un système éducatif et de formation professionnelle de qualité ?
3. Pensez-vous qu'il y'a des facteurs de risques à conduire un projet intervenant dans les domaines de l'éducation, de la formation et de la santé sexuelle et reproductive des jeunes ?
4. Quels sont les problèmes, causes et solutions en matière d'éducation, de formation professionnelle et de santé des jeunes dans votre localité ? **(Sonder pour savoir plus d'informations)**
5. Que pensez-vous de la mise en place de clubs de promotion des activités de sensibilisation et de développement de compétences sociales et financières des filles et des garçons ? Quel pourrait être son apport ? **(Sonder pour savoir plus d'informations)**
6. Que pensez-vous d'un renforcement de capacités des filles et des femmes du secteur informel à l'utilisation des TIC pour promouvoir leur activité commerciale ? **(Sonder pour savoir plus d'informations)**
7. Selon vous, la formation de filles et femmes vulnérables de 15 à 35 ans pendant une courte durée à des métiers porteurs et novateurs dans la zone du projet serait-elle bénéfique ? **(Sonder pour savoir plus d'informations)**
8. Pensez-vous que l'organisation des ateliers d'intégration des compétences de vie, éducation financière, entrepreneuriat, employabilité et la SSR dans les curricula de l'enseignement formel, non-formel et professionnel contribuent à amélioration de l'accès des filles et des femmes à un système éducatif et de formation professionnelle ? Comment ?
9. Quels sont les facteurs favorables et contraignants pouvant entraver la mise en œuvre des activités du projet dans votre localité ?
10. Quels sont les facteurs favorables et contraignants pouvant nuire à la réalisation de centres de formations dans votre localité ?
11. Quelles sont vos recommandations pour une meilleur adaptation des activités du projet au regard du contexte du contexte actuel de votre localité ?
12. Avez-vous des suggestions à faire par rapport à certaines attentes qui devraient être prises en compte si un tel projet doit être exécuté dans votre localité ?
13. Quelles recommandations pouvez-vous faire pour la réussite du projet dans votre localité ?

Merci pour votre participation !

Annexe 3 : Identification des établissements post primaire et secondaire pilote

Régions	Provinces	Communes	Nombre d'établissements	Nom d'établissements
NORD	Yatenga	Ouahigouya	4	Yamwaya
				Yadéga,
				Communal
		Seguenega	3	LD Séguénéga
				LM Ségénéga
				CEG de Goubéré
	Zandoma	Gourcy	3	LP Zandoma
				LM Gourcy
				CEG DE Rogo
	Passoré	Yako	2	LP YAKO
				LM Toussaint Louverture de Yako
	Loroum	Titao	4	LP Loroum
LMPH de Titao				
LC Titao				
CEG de Titao				
CENTRE NORD	Sanmatenga	Kaya	4	Lycée de Kaya (Dondollé)
				Lycée des Jeunes Filles
				LD de Kaya
				CEG de Wemtenga
	Boussouma	2	LD de Boussouma	
			CEG de Boussouma B	
Namentenga	Yalgo	2	L/D de Yalgo	
			CEG de Yalgo	

Source : PROMESSES-FP



Annexe 4 : Liste des communes d'interventions du projet PROMESSES-FP

Régions	Provinces	Communes
Centre Nord	Namentenga	Boulsa (CU)
		Zéguédéguin (CR)
	Sanmatenga	Kaya (CU)
		Boussouma (CR)
		Korsimoro (CR)
Est	Gourma	Fada N'gourma (CU)
		Diabo (CR)
		Tibga (CR)
	Komandjari	Gayéri (CU)
Nord	Loroum	Titao (CU)
	Passoré	Yako (CU)
		Arbollé (CR)
		Bokin (CR)
	Yatenga	Ouahigouya (CU)
		Kalsaka (CR)
		Séguénéga (CR)
	Zandoma	Gourcy (CU)
Bassi (CR)		
Sahel	Oudalan	Gorom Gorom (CU)
	Séno	Dori (CU)
		Bani (CR)

Source : CERFODES, 2021.

Note : Les communes surlignées en vert sont celles que nous suggérons comme les dix communes bénéficiaires pour les centres de formations et aussi pour les interventions du projet.

Annexe 5 : Outils de collecte de données pour la phase 2 de la collecte des données

Outils de collecte de données quantitatives

Bonjour, je m'appelle [nom de l'enquêteur] et je travaille pour SOLIDAR SUISSE. Vous avez été sélectionné pour une étude PROMESSES-FP. C'est une étude qui porte sur plusieurs sujets dont la formation et l'emploi des jeunes, la santé de la reproduction, les violences que subissent les femmes et les filles, etc. L'enquête durera environ 20 minutes. Votre avis sur toutes les questions nous intéresse bien pour la suite du projet qui sera mis en œuvre dans votre région mais aussi dans trois autres régions et dix provinces. Votre participation à l'interview est volontaire. Vous êtes donc libre d'accepter ou non d'y participer. Si vous choisissez de participer et si je vous pose une question à laquelle vous ne souhaitez pas répondre, faites-le moi savoir et je passerai à la question suivante, ou vous pourrez interrompre l'entretien à tout moment.

Consentez-vous participer à cette étude ?

Non0 Oui1

SECTION A : SIGNALETIQUE			
Q	Questions	Réponses/Options/Codes	Sauts
A1	Numéro du questionnaire	/ __ / __ / __ /	
A2	Nom et prénom de l'enquêteur	.....
A3	Heure et date de l'entretien	JJ/MM/AAAA / __ / __ / heure / __ / __ / minutes	
A4	Régions	1=Sahel 2=Nord 3=Centre Nord 4=Est	
A5	Provinces	1=Seno 2=Oudalan 3=Sanmatenga 4=Namentenga 5=Komandjari	



		6=Gourma 7=Yatenga 8=Zandoma 9=Passoré 10=Loroum	
A6	Communes	1=Dori 2=Bani 3=Gorom-Gorom 4=Kaya 5=Boussouma 6=Korsimoro 7=Boulsa 8=Zéguédéguin 9=Gayérie 10=Fada N’Gourma 11=Ouahigouya 12=Séguénéga 13=Kalsaka 14=Tibga 15=Diabo 16=Gourcy 17=Bassi 18=Yako 19=Arbole 20=Bokin 21=Titao	
A7	Type d’entité	1=Ecole post-primaire	



		2=Ecole du secondaire 3=Centre de formation professionnelle 4=Marché ou jaar	
A8	Nom de l'école post-primaire/secondaire/centre de formation professionnelle	.....
A9	Statut du répondant	1=Communauté hôte 2=Population déplacée interne	
SECTION B : IDENTIFICATION ET CARACTERISTIQUES SOCIOECONOMIQUES			
B1	Nom et prénom du répondant	_____	
B2	Contact du répondant	___/___/___/___/___/___/___/___/___/___/	
B3	Sexe du répondant	1=Féminin 2=Masculin	
B4	Age du répondant	/___/___/	
B5	Si « école post-primaire » préciser la classe fréquentée	1=6 ^{ème} 2=5 ^{ème} 3=4 ^{ème} 4=3 ^{ème}	Si A7=1
B6	Si « école secondaire » préciser la classe fréquentée	1=2 nd e 2=1 ^{ère} 3Tle	Si A7=2
B7	Si « centre de formation professionnel », préciser la formation suivie	1=Couture 2=Tissage 3=Maçonnerie 4=Saponification/Fabrication du savon	Si A7=3



		5=Mécanique 6=Coiffure 7=Electricité 8=Plomberie 9=Restauration 10=Menuiserie aluminium et bois 96=Autres (à préciser)	
B8	Si « Marché ou jaar », préciser les produits vendus ou l'activité	1=vente de légumes 2=vente de céréales 3=vente de vêtements 4=vente de produits divers 5=vente de nourriture/restauration 96=Autres (à préciser)	Si A7=4
B9	Secteur d'activité ?	1=Formel 2=Informel	Si A7=4
B10	Avez-vous bénéficié d'une formation dans un CEFM ?	0=Non 1=Oui	
B11	Était-elle de courte durée ?	0=Non 1=Oui	Si B10=1
B12	Avez-vous obtenu un emploi ?	0=Non 1=Oui	Si B10=1
B13	Avez-vous été équipée de matériaux ?	0=Non 1=Oui	Si B10=1
B14	Avez-vous créé une entreprise ?	0=Non 1=Oui	Si B10=1

SECTION C : Compétence de vie et compétence en éducation financière



C1	Avez-vous déjà bénéficié d'une formation sur les compétences de vie ou en développement personnel ?	0=Non 1=Oui	
C2	Si Oui, de quels types de compétences de vie avez-vous bénéficiés ?	A= Compétences de gestion de soi ? connaissance de soi, confiance en soi, estime de soi, affirmation de soi n le contrôle de soi) B= Compétences en communication et en relation sociale, confiance en soi ? Autogestion C= compétence de prise de décision et d'esprit critique. L'estime de soi ? Conscience sociale D= les droits et responsabilités ? 96=Autres (à préciser)	Si C1=1
C3	Avez-vous déjà bénéficié d'une formation sur compétences financières ou en gestion des ressources ?	0=Non 1=Oui	
C4	Si Oui, de quels types de formation sur les compétences financières avez-vous bénéficiée ?	A=les sources de revenus B= comment économiser et dépenser ? C= comment épargner ? D=la planification et la budgétisation ? E=Comment créer une entreprise financière et ou sociale ? 96=Autres (à préciser)	Si C3=1



C5	Etes-vous membre d'un club scolaire ?	0=Non 1=Oui	
C6	Avez-vous réalisé un projet économique actuellement ?	0=Non 1=Oui	Si C4=1
C7	Comptez-vous réaliser un projet économique dans les 5 prochaines années ?	0=Non 1=Oui	Si C5=0
SECTION D : Grossesses scolaires et abandons scolaires			
D1	Connaissez-vous des élèves qui ont abandonnés l'école ?	0=Non 1=Oui	
D2	Quelles sont les causes de leur abandon ?	A=Maison éloignée de l'école B=Difficultés financières C=Mauvais résultats scolaires D=Mariages précoces E=Grossesses scolaires 96=Autres (à préciser)	Si D1=1
D3	Connaissez-vous des élèves qui ont abandonné l'école à cause d'une grossesse ?	0=Non 1=Oui 97=Ne sais pas	Si D1=1
D4	Combien de filles de votre école connaissez-vous qui ont abandonnées l'école à cause d'une grossesse scolaire depuis que vous y fréquenté ?	/_/_/_/	Si D1=1
D5	Quelles sont selon vous les facteurs et les causes des grossesses en milieu scolaire	A=la pauvreté B=l'ignorance C=la non implication des parents D=la non implication des acteurs de l'éducation/formation professionnelle	



		<p>E=l'indisponibilité des méthodes contraceptives</p> <p>F=l'indisponibilité d'une éducation en SSR à l'école/centre</p> <p>96=Autres (à préciser)</p>	
D6	Quelles solutions proposées vous pour réduire le phénomène ?	<p>A=Implication des parents</p> <p>B=Implication des acteurs de l'éducation/formation professionnelle</p> <p>C=Joindre l'éducation sur les DSSR dans les curricula de l'éducation</p> <p>D=Sensibiliser les élèves/apprenants (es)</p> <p>96=Autres (à préciser)</p>	
D7	Que pensez-vous de l'éducation sexuelle en famille ?	<p>1=Très suffisante</p> <p>2=Suffisante</p> <p>3=Insuffisante</p>	
SECTION E : Connaissance et utilisation des TIC			
E1	Quel (s) type (s) de téléphone (s) possédez-vous ?	<p>A=Android</p> <p>B=Non Android</p> <p>C=Tablette</p>	
E2	Avez-vous accès à la connexion internet	<p>0=Non</p> <p>1=Oui</p>	
E3	Comment accédez-vous à la connexion internet ?	<p>A=Par connexion du téléphone</p> <p>B=Par ordinateur</p> <p>C=Par partage d'autres personnes connectées</p> <p>D=Par wifi</p>	Si E2=1



E4	Quels sont les réseaux sociaux/plateforme d'échange que vous utilisez ?	A=Aucun B=Facebook C=WhatsApp 96=Autres (à préciser)	
E5	Utilisez-vous fréquemment ces réseaux sociaux	0=Non 1=Oui	Si E4=B ; C ou 96
E6	Si oui, A quelle fréquence utilisez-vous ce ou ces réseaux sociaux par semaine ?	1=Tous les jours 2=6fois 3=5fois 4=4fois 5=3fois 6=2fois 7=1 fois	Si E5=1
E7	Si non, pourquoi ?	SAISIR	Si E5=0
E8	Etes-vous membre d'un groupe WhatsApp ?	0=Non 1=Oui	
E9	Quel (s) est (sont) l'(les) objet (s) de ce (ces) groupe (s) ?	1=Commerce 2=Discussion en amis/camarades 3=Enseignements religieux 4=Recherches d'un emploi (Travail) 5=Professionnels 96=Autres (à préciser)	Si E8=1
E10	Avez-vous déjà vendu des articles/produits/marchandises sur ces réseaux sociaux ?	0=Non 1=Oui	Si E4=B ; C ou 96
E11	Par quels réseaux sociaux faites-vous et vendez-vous vos produits	1=Facebook 2=WhatsApp	Si E10=1



		96=Autres (à préciser)	
E12	Avez-vous un compte de mobile money ?	0=Non 1=Oui	
E13	Lequel ou lesquels ?	A=Orange money B=Moov money	Si E12=1
E14	A quelles fins l'utilisez-vous ?	A=Pour faire des achats B=Pour vendre des produits C=Pour envoyer de l'argent à mes proches (parents et amis) D=Pour épargner 96=Autres (à préciser)	Si E12=1
E15	Quel est le niveau d'utilisation de votre compte de mobile money ?	1=Très élevé 2=Elevé 3=Moyen 4=Faible 5=Très faible	Si E12=1
E16	Avez-vous amélioré votre clientèle grâce à l'utilisation des TIC ?	0=Non 1=Oui	
E17	Etes-vous bénéficiaire d'une VSLA/AVEC ?	0=Non 1=Oui	
E18	Avez-vous amélioré vos revenus grâce à votre participation aux VSLA ?	0=Non 1=Oui	Si E17=1
E19	Observations	.....
E20	Prendre les coordonnées GPS		
FIN			

Outils de collecte de données qualitatives

- A. Guide d'entretien auprès des directions régionales et provinciales de la jeunesse, de la formation professionnelle et de l'insertion professionnelle et de l'Agence de la Formation Professionnelle.

Régions	Provinces	Communes	Nom et emplacement des centres de formation professionnelles ayant besoin de réhabilitation	Nom et emplacement des centres de formation professionnelles n'ayant pas besoin de réhabilitation	Liste des formations professionnelles existantes ou dispensées	Suggestion de formation professionnelles porteuses à créer	Observations	
Centre Nord	Namentenga	Boulsa (CU)						
		Zéguédéguin (CR)						
	Sanmatenga	Kaya (CU)						
		Boussouma (CR)						
	Korsimoro (CR)							



Royaume des Pays-Bas



Est	Gourma	Fada N'gourma (CU)					
		Diabo (CR)					
		Tibga (CR)					
	Komandjari	Gayéri (CU)					
Nord	Loroum	Titao (CU)					
	Passoré	Yako (CU)					
		Arbollé (CR)					



Royaume des Pays-Bas



		Bokin (CR)					
	Yatenga	Ouahigouya (CU)					
		Kalsaka (CR)					
	Séguénéga (CR)						
Zandoma	Gourcy (CU)						
	Bassi (CR)						

Sahel	Oudalan	Gorom Gorom (CU)					
	Séno	Dori (CU)					
		Bani (CR)					

Source : CERFODES, 2021.

Note : les centres de formation professionnelles seront construits à Gayéri, Gourcy et Dori.

B. Guide d'entretien auprès des Organismes Non Gouvernementale (ONG)

N°	Nom de l'ONG	Localités d'intervention dans les régions du Nord, Centre Nord, Est et Sahel (Provinces et communes)	Nom des projets	Durée du projet (Date d'in)	Domaines d'intervention	Domaine de collaboration (Possibilités de synergie)	Observations
I	Plan International						



Royaume des Pays-Bas



2	ASMAD						
3	ACTED						
4	DSF						
5	HI						
6	PNUD						
7	HCR						
8	TERRES DES HOMMES						
9	UFC						
10	UNICEF						
11	SAVE THE CHILDREN						
12	OCADES						
13	A2N						
14	AVAX						
15	UNFPA						
16	EDUCO						
17	PAM						
18	OXFAM						

Source : CERFODES, 2021.



C. Guide d'entretien auprès des responsables des centres de formation professionnelles, des écoles du post-primaire et du secondaire

Identification du répondant

Nom de l'enquêté	
Structure	
Fonction de l'enquêté	
Numéro de téléphone	

Questions

Offre de formation

17. Quels sont les offres de formation professionnelle proposées par votre centre ?
18. Ces offres sont-elles en adéquation avec les besoins du marché du travail de votre localité ?
19. Existe-t-il des modules de formation sur les compétences de vie dans les programmes de formation de votre centre/école ?
20. Si oui, les quels ? comment ces modules sont-ils dispensés ? A quelle fréquence ?
21. Est-ce que le volet santé sexuelle et reproductive est pris en compte dans les programmes de formation de votre centre/école ?
22. Si oui, ces formations sont-elles adaptés aux besoins des adolescents (es) ?
23. Existe-t-il des modules de formation sur l'éducation financière dans les programmes de formation de votre centre/école ?
24. Si oui, les quels ? comment ces modules sont-ils dispensés ? A quelle fréquence ?

Abandons scolaires

25. Y a-t-il des filles dans votre école/centre qui ont abandonnés les cours pour des raisons de grossesses scolaires ?
26. Combien sont-elles ? Quels sont les mesures de préventions prises par votre centre/école ?

Difficultés rencontrées par le centre/école

27. Quels sont les principales difficultés de votre centre/école ?
28. Les capacités d'accueils de votre centre/écoles sont-elles suffisantes ?
29. Votre centre doit-il être réhabilité ?

Merci pour votre participation !

Annexe 6 : Liste des partenaires du projet PROMESSES-FP et possibilités de synergies

I. Organisation Catholique pour le Développement et la Solidarité (OCADES)

Nom de l'ONG	Localités d'intervention du projet (Provinces et communes)	Nom des projets	Durée du projet (Date d'in)	Domaines d'intervention	Domaine de collaboration (Possibilités de synergie)	Observations
OCADES Ouahigouya	Ouahigouya	Plan d'action RBC (Réhabilitation à Base Communautaire)	2022-2027	Éducation, santé et emploi	Éducation, santé et emploi	Le projet s'intéresse aux jeunes handicapés de 0 à 25 ans
	Ouahigouya (Paroisse notre Dame)	Projet JDEYA (Jeunesse et Développement de l'Entreprenariat dans le Yatenga)	2022-2025	Éducation sur les compétences de vie et le genre, Formation en marketing, entrepreneuriat, leadership féminin, Élaboration de plan d'affaire, Éducation financière, Création de CECI.	Formation et entrepreneuriat	Le projet s'intéresse aux jeunes de 18-25ans



		Projet de soutien aux enfants et mères PDI	Depuis 2018 (projet annuel)	Formation en éducation financière, embouche, saponification, maraicher culture, coupe couture. Mise en place de clubs ambassadeurs de la paix.	Formation et création de clubs.	Le projet s'intéresse aux Jeunes et aux petits enfants. Construction d'un centre d'éveil pour 50 enfants ; Promotion de formation en coupe couture pour 30 jeune filles de 15 à 35 ans.
	Ouahigouya	Projet de la valorisation de la ferme de SISSAMBA	2020-2022	Formation en entrepreneuriat, Formation en technique de production et de conservation, Appui à l'acquisition de semences améliorées, embouche bovine, ovine et laitier	Formation	Le projet s'intéresse aux jeunes de 18 à 35 ans
	Ouahigouya ; Tuy et Tangaye	Projet SEMINA	Projet renouvelable chaque année	Renforcement des capacités en matière d'agriculture.	-	Distribution de vivres aux PDI.



	Ouidigui et Titao	Appui multisectoriel aux ménages PDI et hôtes vulnérables	Séconde phase Août 2021- Février 2020	Humanitaire (Dépistage de la malnutrition chez les enfants et Distribution de farine infantine) ; Réhabilitation de forage	-	Transfert monétaire : aux PDI 56.000FCFA une fois par mois pendant trois mois), aux hôtes vulnérable 56.000FCFA une seule fois, aux ménages vulnérable 36.000FCFA une fois par mois pendant trois mois
OCADES Kaya	Boussouma et Ziga	Projet KOM YILMA 3	2020-2023	Promotion du WASH dans les écoles et CSPS	-	-
	Pibaoré et Boala	Programme SAGESSE (Sécurité Alimentaire Genre et Sexe	2021-2026	Agriculture ; Elevage ; WASH ; Nutrition ; Promotion de la Femme	-	-
	Pissila et Yalgo	Projet Assistance intégrée aux PDI	2022-2023	Nutrition, dépistage et prise en charge	-	Distribution de vivre aux PDI et Lutte contre la malnutrition



Royaume des Pays-Bas



	Bouroum et Nagbingou	Projet CRIALCES	2021-2024	Agriculture, Nutrition des enfants	-	Le projet s'intéresse aux enfants de moins de 5 ans et les femmes enceintes
	Bougou, Kankinga et Nagbingou	Projet d'assistance alimentaire pour la création d'actifs productifs	2021-2022	Agriculture	-	-
	Kaya, Tougouri et Bourzanga	PAPAC 3 (Projet d'Assistance aux Personne affectées par la Crise	Oct 2021- Juin 2022	Création d'abris et WASH		
	Korsimoro ; Kaya ; Mané ; Tougouri ; Boulsa ;	Projet RECOUVRER (Renforcement de la Résilience des Personnes Vulnérable en Afrique de l'Ouest suite au	Juillet 2021- Juin 2024 (Pour 36 mois)	Agriculture, WASH et distribution de kit d'hygiène aux filles/femmes	-	-



Royaume des Pays-Bas



	Boussouma	déclenchement de la COVID				
	Barsalogo	Projet RECOSA (Renforcement de la Cohésion Sociale de l'Autonomisation socioéconomique des populations de Dablo)	Février 2021-Mai 2022	Formation Professionnelle et Sensibilisation sur la cohésion sociale	Formation professionnelle	-
	Kaya et région du Sahel	PAMAC (Projet d'Assistance aux Ménages affectés par la Crise Sécuritaire dans le Centre Nord et le Sahel)	Septembre 2021- Février 2023	WASH, nutrition et éducation (retour à l'école des enfants déscolarisés)	-	-
	Kaya, Boussouma et Korsimoro	Projet RAKIS (Renforcement de l'Autonomisation à Kaya pour	2021-2023	Agriculture, Formation et Insertion professionnelle	Formation et Insertion professionnelle	Ce projet cible particulièrement les Handicapés et parents des handicapés



Royaume des Pays-Bas



		l'Inclusion Sociale)				
	Boulsa et Villages du Namentenga	Projet Amélioration des Soins oculaire pour les populations de Boulsa et des Villages du Namentenga	2020-2021	Soins oculaires	-	Ce projet vise à identifier et soutenir les handicapés visuels nécessitant une intervention
	Kaya	Projet de prise en charge des enfants et jeunes handicapés de moins de 25 ans	Dure 11 mois chaque année	Éducation inclusive et Santé	-	Ce projet touche les enfants handicapés de moins de 25 ans
	Tougouri, Yalgo, Bouroum et Nagbingou	Projet VIM Plus	2020-2025	Agriculture et Gouvernance	-	-
	Namentenga	Projet BEOG-BIIGA	Octobre 2018-Septembre 2024	Gouvernance et Création des CECI	Gouvernance et Création des CECI	-



Royaume des Pays-Bas



	Namentega et Sanmatenga	Projet Giving for Change	2021-2026	Gouvernance et formation professionnelle	Gouvernance et formation professionnelle	-
	Kaya	Projet AEPE (Accès Durable à l'Eau Potable, à l'Hygiène et à l'Assainissement des communes rurales)	Novembre 2021-Avril 2023	WASH	-	-
	Pissila et Kaya	Projet LDSC (Education et suivi psychosocial)	Septembre 2021-Mai 2022	Construction des écoles et Prise en charge psycho-social	-	-

Source : CERFODES, 2022.

2. ASSOCIATION TABITAL LOBAL



Royaume des Pays-Bas



Nom de l'ONG	Localités d'intervention du projet (Provinces et communes)	Nom des projets	Durée du projet (Date d'in)	Domaines d'intervention	Domaine de collaboration (Possibilités de synergie)	Observations
Tabital Lobal (Région du Nord)	Ouahigouya et Namissigma	ProDUMAPE (Projet sur les Droit humain des Mines Artisanales à petite Échelle	2 ans (Février 2021-Février 2023)	Lutte contre le travail des enfants dans les sites d'orpillage, Insertion des enfants dans le système formelle et professionnelle et Création d'AVEC	-	-
	Loroum, Passoré et Yatenga	Projet PIECE (Promotion Intégrale de L'Etat Civil)	Projet renouvelable chaque année	Etablissement des actes de naissance,	-	Le projet organise des audiences foraines ; Équipe les centres d'état civil et soutien les cadres de concertation provinciaux



Royaume des Pays-Bas



	Ouahigouya et Titao	Commerce Transfrontalier	Octobre 2021- Février 2022	Dotation en bétail, volaille, intrants agricoles ; Formation en saponification	-	Ce projet touche les PDI et Hôte
	Koumbri et Barga	Projet ECO (Espace Communautaire Ouvert)	8 mois (Octobre 2021-Juin 2022)	Education des enfants et recrutement d'encadreur endogène	-	Ce projet intervient dans les villages où les écoles sont fermées et vise à occuper les enfants

Source : CERFODES, 2022.

3. ASSOCIATION TIN TUA

Nom de l'ONG	Localités d'intervention du projet (Provinces et communes)	Nom des projets	Durée du projet (Date d'in)	Domaines d'intervention	Domaine de collaboration (Possibilités de synergie)	Observations
TIN TUA (Région du Nord)	Manni, Bogandé, Thion	Projet PREPARE (Préparation pour la résilience au BURKINA)	5ans (2021-2025)	Renforcement des capacités et appui technique aux structures communautaires et publique de santé et de WASH, Réalisation d'infrastructures d'eau et d'assainissement, Mise en place d'approche communautaire (GASPA, BABY WASH, Pairs éducateurs, clubs de jeunes, Parents modèles)	Formation professionnelle	-
	Fada, Matiakoali, Yamba, Tibga, Diapangou	Programme Multi Acteurs (PMA)	2021-2023	Renforcement des capacités techniques (techniques de production, de conservation, de transformation et de commercialisation), financières, organisationnelles et institutionnelles des jeunes filles et garçons du Programme Multi Acteurs II dans le domaine agro-sylvo-pastoral, organisés déjà en	Formation professionnelle	-



Royaume des Pays-Bas



				coopératives, avec un accent mis sur les femmes favorisant leur accès à la formation.		
	Bilanga, Piéla, Manni, Thion, Liptougou, Kantchari, Botou, Gayéri, Bogandé, Coalla	Projet de Formation et insertion Locale des jeunes ruraux de la région de l'Est du Burkina Faso (PROFIL)	2018-2020	Appuis aux formations adaptés aux jeunes ruraux et aux intrants de formations ; Développement des activités agricoles et connexes à l'agriculture ; Appui à l'insertion socio-professionnel par l'approche filière et mise en place de coopératives	Formation professionnelle et insertion	PROFIL 2 en cours pour 2022-2024
	Fada et Yamba	Les Filles Achèvent une Scolarisation Sécurisée et à Temps (FASST)	2020-2023	Appui au développement aux alternatives éducatives (SSA P SSA 2) pour le retour et le maintien à l'école des enfants Hors Ecole Appui à la réhabilitation des infrastructures scolaires et aux dotations des écoles primaires et franco-arabes ; Appui au changement significatif du système scolaire par une approche communautaire et inclusive	Education et Santé	-



	Fada, Matiakoali, Kantchari, Diapaga, Tambaga, Namounou	Projet d'appui à une éducation continue et inclusive de qualité des enfants affectés des régions de la Boucle du Mouhoun, du Centre-Nord et de l'Est (PAEC)	1 Aout 2020 – 28 fevrier 2021	La stratégie est basée sur les trois axes (Accès, qualités, et gouvernance) il s'agit des interventions retenues en Education en situation d'Urgence en matière d'accès (Espaces temporaires d'apprentissage, Formation à distance, matériels, réhabilitation) et ii) de qualité (formation à l'Education en Situation d'Urgence (ESU), Approche Ecole Sûre, matériels didactiques, remédiation des apprentissages) ; iii) les modalités de pilotage au niveau local (appui aux Comités de Gestion des Etablissements scolaires (COGES), collecte des bonnes pratiques, référencement et système d'alerte précoce).	Education et gouvernance	-
	Djibo et de Sebba	PARSE Projet d'appui à la résilience du système éducatif national et dans les régions du centre-Est et du Sahel	2021-2023	82 217 enfants de 3 à 17 ans dont 60% filles des régions du Centre-Est et du Sahel bénéficient d'un format d'éducation adapté au contexte, dans des conditions d'accueil, sécuritaire et sanitaire normées ; 82 217 enfants de 3 à 17 ans dont 60% filles du Centre-Est et du Sahel reçoivent	Education	-



Royaume des Pays-Bas



				<p>un enseignement de qualité, sensible aux risques, aux catastrophes et aux apprentissages socio-émotionnels ;</p> <p>Le pilotage de l'Education en situation d'Urgence s'appuie sur des systèmes nationaux, des analyses normées et des données harmonisées</p>		
	<p>Bilanga, Bogandé, Diapaga, Gayéri, Kantchari, Mani, Matiacoali, Thion</p>	<p>Sanya Sanu</p> <p>Promotion de l'accès à des services d'hygiène et d'assainissement durable et inclusif au Burkina Faso</p>	<p>05 ans (2021-2025)</p>	<p>L'accès durable à l'hygiène et l'assainissement, ii) le renforcement de la gouvernance et la cohésion sociale et iii) la création d'emplois et de revenus de la filière hygiène et assainissement</p>	-	-

Source : CERFODES, 2022.

4. Association pour la Promotion et l'Intégration de la Jeunesse du Centre Nord (APIJ/CN)

Nom de l'ONG	Localités d'intervention du projet (Provinces et communes)	Nom des projets	Durée du projet (Date de fin)	Domaines d'intervention	Domaine de collaboration (Possibilités de synergie)	Observations
APIJ/CN (Région du Centre Nord)	Boussouma et Kaya	Projet Élimination de la transmission du VIH mère enfant	Début 2016 (annuelle)	Mise en place des écoles de MARIE, Jeux et émission Radio, Foires santé, SSR	DSSR	-
	District sanitaire de Tougouri (4 communes)	Projet Lutte contre le paludisme	Projet annuel	Causerie éducative avec les femmes enceintes et vieilles personnes	Education	-
	Kaya, Pissila, Mané et Pibaoré	OCASS (Observatoire Citoyen sur l'accès aux services de santé)	Projet annuel	Sensibilisation des usagers des centres de santé sur les droits de santé, Sensibilisation sur le maquettage en milieu sanitaire	DSSR	-
	Pibaoré, Boussouma, Pensa et Barsalogho	Projet Alphabétisation au profit des	Projet annuel	Formation sur la transformation, Compostage, Saponification, technique d'agriculture	Formation professionnelle	-



		communautés hôtes et PDI				
	Sanmatenga et Namentenga	Projet Bibliothèque ambulante	Projet annuel	Promotion de documents en langue locales (SSR ; Éducation financière ; Alphabétisation ; Élevage ; Agriculture ; Compétence de vie ; WASH)	Education et DSSR	-
	Boussouma, Barsalogo, Kaya, Korsimoro, Pensa, Pissila, Ziga, Namissiguima	Projet d'autonomisation Économie pour la résilience des jeunes et des Femmes	Projet annuel	Mise en place d'AVEC ; Formation des femmes en embouche ovines, compétence de vie ; Soutien en AGR	Formation professionnelle et mise en place d'AVEC	-
	Barsalogo, Kaya, Kongoussi, Pissila, Tougouri, Sabcé, Yalgo et Mané	Programme d'Urgence et de Résilience des communautés hôtes	Janvier 2021- Décembre 2024	Protection des jeune et enfants, Identification, référence des cas sociaux, VBG, Entreprenariat, Compétence de vie, SSA/P, Activité de formation professionnelle, Existence d'espace d'apprentissage temporaire	Formation professionnelle, entrepreneuriat, VBG	-
	Pensa, Namissiguima	Projet de fournitures de service de	6 mois renouvelable chaque année	Formation sur la gestion des menstrues ;	Education sur les VBG,	Ce projet touche les



	et Barsalogho (Poubé)	protection, d'assainissement, hygiène et l'accès aux solutions durables pour les enfants et les familles affectées par la situation d'urgence et de COVID19		Formation sur la cohésion sociale ; Construction d'espace ami d'enfants ; Dotation de kit pour les AGR ; Prise en charge des cas (VBG et Mutilation génitales	mutilations génitale	communautés Hôtes et PDI
	Barsalogho, Kaya, Pissila, Tougouri, Kongoussi	Consolidation de la Paix et la Cohésion en milieu scolaire	2022-2024 2ans	Sensibilisation à travers les émissions radiophoniques, spot radiophonique et journée intercommunautaire sur les thématiques suivantes : cohésion sociale, clubs scolaire et création de cellules communautaire.	Création des clubs scolaire	Mise en place de cellule communautaire ; Jeux radio ; Journée inter communautaire
	Centre Nord	Programme Nationale de Volontariat	Projet annuel	Agriculture ; Élevage ; Santé (appui en personnel) ;	Santé	-
	BF (Centre Nord), Mali, Niger, Sénégal	Projet opportunité d'autonomisation socioéconomique	Janvier 2022- Décembre 2027	Formation en compétences de vie ; Entreprenariat	Formation et entrepreneuriat	-

		des jeunes pour une transformation des rapports sociaux au Sahel				
--	--	--	--	--	--	--

Source : CERFODES, 2022.

5. Association pour la Recherche et la Formation en Agroécologie (ARFA)

Nom de l'ONG	Localités d'intervention dans les régions du Est (Provinces et communes)	Nom des projets	Durée du projet (Date d'in)	Domaines d'intervention	Domaine de collaboration (Possibilités de synergie)	Observations
ARFA (Région de l'EST)	Région de l'Est (Commune de Diabo, Tibga,)	Feed Good	1er/1er/2022-	Production agricole, Ressources en eau à usage agricole, Aviculture Villageoise Améliorée	-	-
	Région du Centre-Est (Gounghin, Baskouré, Koupela, Dialgayé)		31/12/2026			
	Région de l'Est (Bilanga, Piela, Bogande, Mani, Coala, Thion, Botou,	Projet de formation et insertion locale des jeunes ruraux de la région de l'Est du	1er/01/ 2018 - 31/01/2022	Emploi des jeunes (insertion socio-professionnelle dans les métiers agricoles)	Des synergies sont possibles. Cependant, le projet est mis en	A partir de février 2022, une autre phase du projet débutera



Royaume des Pays-Bas



	Kantchiari, Gayeri, Liptougou)	Burkina Faso – (PROFIL Jeunes) / PSAE-IT/ Composante 5			œuvre par un consortium d'ONG locales dont ARFA et chacune s'occupant d'une partie précise de la chaîne d'activité. S'il y'a synergie à développer, elle doit intégrer les actions des autres membres du consortium.	pour 5 ans et couvrira environ 17 communes de la région.
	Region du Centre-Est (Gounghin) Région de l'Est (Tibga)	Un sol vivant pour une production durable "Ten-Viiga"	01 /01/ 2019 - 31/08/2023	Vulgarisation agricole	-	-
	Les 13 régions et 45 provinces Burkina Faso	Agroécologie, une Voix d'Adaptation au Changement Climatique (AVACLIM)	01/01/2020 - 31/12/2022	Recherche agronomique, Plaidoyer pour l'agroécologie, Sensibilisation	-	-



Royaume des Pays-Bas



Région de l'Est (Fada, Yamba, Tibga, Bilanga) Région du Nord (Gourcy)	Projet d'Amélioration de l'offre éducative en Agroécologie et à la protection/préservation de l'environnement	01/01/2020-31/12/2022	Education environnementale Hygiène et assainissement en milieu scolaire, Production maraichère	-	-
	Projet de Promotion de l'Employabilité, la Cohésion, l'Inclusion Socioéconomique des Jeunes et des Femmes (Projet PRECIS)	01/04/2021-31/03/2023	Aménagement hydro-agricole et pastorale, Production agricole, Transformation	-	-
Région de l'Est (Bilanga) Région du Nord (Gourcy)	Projet Beog Yinga (Projet de promotion des techniques et technologies d'adaptation au changement climatique pour les populations vulnérables : phase II)	01/07/2021-30/06/2024	Adaptation au changement climatique Production agricole, Energie renouvelable	-	-
Région de l'Est (Bilanga, Gayeri, Tibga, Diapangou)	Projet de Promotion des Filières Agropastorales à valeur ajoutée par l'approche	01/07/2021-30/06/2024	Production de sésame, Transformation, Production maraichère, Aviculture	-	-

	Région du Nord (Gourcy)	Agroécologique (ProFilA)				
--	----------------------------	-----------------------------	--	--	--	--

Source : CERFODES, 2021.

6. Union Fraternelle des Croyants (UFC-DORI)

Nom de l'ONG	Localités d'intervention dans les régions du Est (Provinces et communes)	Nom des projets	Durée du projet (Début-Fin)	Domaines d'intervention	Domaine de collaboration (Possibilités de synergie)	Observations
UFC (Région du SAHEL)	Région du Sahel Province Séno : Commune de Dori, de Seytenga Province de l'Oudalan : Commune de Gorom-Gorom Province du Yagha : Commune de Sebba Province du Soum : Commune de Djibo	Projet Prévenir la radicalisation et l'extrémisme violent par le renforcement de la résilience (PreVeNir)	2022-2024	Paix et cohésion sociale	-	-



Royaume des Pays-Bas



Région du Nord Ouahigouya, Gourcy, Séguénéga, Yako						
Province Séno : Commune de Dori, de Seytenga Province du Yagha : Commune de Sampelga	Programme de Développement Rural intégral (PDRI)	2021-2024	Paix, cohésion sociale et Développement Rural	Formation professionnelle	Formation professionnelle dans le centre social de l'UFC (Formation en coupe couture sur 3 ans avec possibilité de passer un Certificat de Qualification Professionnel (CQP)	
Province Séno : Commune de Seytenga Province de l'Oudalan : Commune de Gorom- Gorom et Markoye Province du Soum : Commune de Djibo	Projet Paix aux Frontières (Jam- border's)	2022-2024	Paix, cohésion sociale et Pastoralisme	-	-	
Province Séno : Commune de Dori, de Seytenga, de Bani	Projet Revalorisation des valeurs du vivre ensemble dans la région du Sahel (ReViVre)	2022-2023	Paix et cohésion sociale	-	-	



Royaume des Pays-Bas



Province de l'Oudalan : Commune de Gorom-Gorom						
Province du Soum : Commune de Djibo						
Province Séno : Commune de Seytenga, Dori, Bani	Projet Engagement For Peace (EFP)	2020-2022	Paix, sécurité, et cohésion sociale	-	-	
Province de l'Oudalan : Commune de Gorom-Gorom, Markoye, Arbinda						
Province du Soum : Commune de Djibo						
Province du Yagha : Commune de Sebba						
Sahel	Promotion du Dialogue inter religieux pour le vivre ensemble (Pro_Div)	2020-2022	Cohésion sociale	-	-	
Province du Séno : Commune de Dori, Seytenga						
Province Oudalan : Gorom-Gorom						
Est : Province du Gourma Fada						

	Nord : Province du Yatenga (Ouahigouya) et la province du Zandoma (Bassi)					
--	---	--	--	--	--	--

Source : CERFODES, 2022.

7. Conseil Régional des Unions du Sahel (CRUS)

Nom de l'ONG	Localités d'intervention dans les régions du Nord, Centre Nord, Est et Sahel (Provinces et communes)	Nom des projets	Durée du projet (Date d'in)	Domaines d'intervention	Domaine de collaboration (Possibilités de synergie)	Observations
CRUS (Région du Sahel)	Dori, Seytenga, Markoye, Gorom Gorom	Projet Recolg (Résilience communautaire de la région du plateau du Liptako Gourma)	2020-2024	Soutien aux PDI, Elevage, Agriculture	-	-
	Oudalan et Dori	Projet Améliorons nos vies	2020-2023	Malnutrition, santé, Soutien aux PDI	Création de clubs Aflatoun	Dans 24 écoles des clubs Aflatoun sont installés afin de former les élèves dans les différentes écoles

Source : CERFODES, 2022.

Annexe 7 : Cadre de suivi des indicateurs du projet PROMESSES-FP

N°	REGIONS	Centre Nord					Est				Nord							Sahel				
	PROVINCES	Namentenga		Sanmatenga			Gourma			Komandjari	Loroum	Passoré			Yatenga			Zandoma		Oudalan	Séno	
	COMMUNES	Boulsa (CU)	Zéguédéguin (CR)	Kaya (CU)	Boussouma (CR)	Korsimoro (CR)	Fada N'gourma (CU)	Diabo (CR)	Tibga (CR)	Gayéri (CU)	Titao (CU)	Yako (CU)	Arbollé (CR)	Bokin (CR)	Ouahigouya (CU)	Kalsaka (CR)	Séguénéga (CR)	Gourcy (CU)	Bassi (CR)	Gorom Gorom (CU)	Dori (CU)	Bani (CR)
Objectif stratégique 1																						
1	% de filles ayant amélioré leurs compétences de vie	10,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	25,00%	8,30%	58,30%			7,10%	0,00%	0,00%	0,00%	16,70%	16,70%	18,20%	10,00%		25,00%	12,50%
2	% de garçons ayant amélioré leurs compétences de vie	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	37,50%	0,00%	50,00%			33,30%	0,00%	0,00%	10,00%	16,70%	33,30%	0,00%	0,00%		12,50%	0,00%
3	% de filles ayant amélioré leurs compétences en éducation financière	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	8,30%	8,30%			0,00%	0,00%	0,00%	13,30%	0,00%	0,00%	27,30%	30,00%		25,00%	37,50%
4	% de garçons ayant amélioré leurs compétences en éducation financière	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	37,50%	0,00%	25,00%			0,00%	0,00%	0,00%	10,00%	0,00%	16,70%	20,00%	33,30%		0,00%	0,00%
5	% de projet économique ayant été réalisé par les filles membres des clubs	60,00%	75,00%	35,70%	87,50%	70,00%	50,00%	50,00%	25,00%			28,60%	36,40%	50,00%	26,70%	50,00%	50,00%	36,40%	30,00%		50,00%	50,00%
6	Nombre de projet économique ayant été réalisé par les garçons membres des clubs	4	2	6	2	4	0	0	0			0	1	0	5	3	2	2	0		1	0
Objectif stratégique 2																						
7	% des filles et des femmes bénéficiaires des CEFM et de la formation de courte durée ayant obtenu un emploi	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%			0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%		50,00%	0,00%
8	% des filles et des femmes du secteur informel qui améliore leur clientèle grâce à l'utilisation des TIC	20,00%	12,50%	7,10%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%			21,40%	0,00%	12,50%	13,30%	33,30%	33,30%	9,10%	0,00%		16,70%	25,00%



Royaume des Pays-Bas



9	% des filles et des femmes bénéficiaires des VSLA qui augmentent leur revenu	50,0%	12,5%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	16,7%	8,3%				0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%	8,3%	50,0%	
10	Nombre de nouvelles entreprises créées par les jeunes filles et femmes formées et équipées	0	0	0	0	0	0	0	0				0	0	0	0	0	1	0	0	1	0	
Objectifs stratégique 3																							
11	Nombre d'abandons scolaires liés aux grossesses scolaires	8	13	17	0	3	26	27	43				182	19	11	53	20	81	7	10	7	8	
Objectifs stratégique 4																							
12	Compétences de vie courante, éducation financière et DSSR intégrés dans les curricula nationaux du ministère de l'éducation																						
13	Compétences de vie courante, éducation financière, DSSR, entrepreneuriat et employabilité intégrés dans les curricula nationaux de la formation professionnelle																						
Caractéristiques socio-démographiques des répondants																							
14	Milieu de résidence	Urbain	17,11%	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	0,00%	100,00%	100,00%	0,00%	0,00%	0,00%	96,67%	100,00%	1,69%	100,00%	100,00%	0,00%	91,67%	0,00%	0,83%	100,00%
15		Rural	82,89%	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%	100,00%	0,00%	0,00%	100,00%	100,00%	100,00%	3,33%	0,00%	98,31%	0,00%	0,00%	100,00%	8,33%	100,00%	99,17%	0,00%
16	% Personnes vivant avec un handicap	0,00%	0,00%	3,60%	3,60%	3,60%	1,90%	0,00%	0,00%	0,00%	2,50%	0,00%	0,00%	3,20%	0,80%	16,70%	7,90%	0,00%	0,00%	7,10%	0,80%	4,10%	
17	% Personnes ayant été scolarisées / Ecole classique	77,63%	47,73%	69,37%	53,01%	65,45%	69,90%	81,82%	72,22%	86,21%	62,50%	77,55%	70,00%	64,52%	72,88%	56,67%	84,21%	64,00%	33,33%	41,43%	60,83%	26,03%	



Royaume des Pays-Bas



18	% Personnes ayant suivi une formation professionnelle	21,05%	11,36%	18,92%	7,23%	21,82%	30,10%	4,55%	0,00%	17,24%	25,00%	36,73%	6,67%	12,90%	20,34%	13,33%	26,32%	18,00%	41,67%	15,71%	27,50%	21,90%
19	% des personnes scolarisées actuellement	13,16%	4,55%	27,93%	25,30%	32,73%	14,56%	0,00%	0,00%	48,28%	10,00%	22,45%	26,67%	38,71%	24,58%	16,67%	31,58%	14,00%	0,00%	15,71%	15,00%	8,22%
20	% des personnes ayant une AGR	43,40%	27,30%	40,50%	22,90%	20,00%	36,90%	13,60%	50,00%	13,80%	27,50%	38,80%	40,00%	41,90%	32,20%	53,30%	50,00%	24,00%	58,30%	32,90%	45,80%	34,20%
21	% Personnes ayant reçu une subvention pour mener une AGR	3,90%	2,30%	7,20%	6,00%	3,60%	8,70%	9,10%	27,80%	3,40%	0,00%	0,00%	10,00%	9,70%	3,40%	0,00%	2,60%	0,00%	0,00%	1,40%	13,30%	1,40%
22	% Personne ayant adhéré à des AVEC	14,50%	4,50%	12,60%	4,80%	16,40%	3,90%	0,00%	11,10%	0,00%	0,00%	4,10%	3,30%	6,50%	5,10%	23,30%	7,90%	4,00%	16,70%	4,30%	5,80%	6,80%
23	% Personnes prêtes à suivre une formation	97,40%	100,00%	93,70%	98,80%	98,20%	100,00%	90,90%	94,40%	96,60%	97,50%	100,00%	100,00%	93,50%	97,50%	96,70%	97,40%	98,00%	91,70%	90,00%	92,50%	97,30%
24	% Personnes Ayant déjà bénéficié d'une formation sur DSSR	26,30%	40,90%	16,20%	21,70%	14,50%	20,40%	13,60%	22,20%	17,20%	27,50%	36,70%	43,30%	19,40%	46,60%	53,30%	52,10%	42,00%	41,70%	15,70%	35,00%	38,40%
Inclusion financière																						
25	% Personnes ayant un compte dans une institution financière	11,80%	0,00%	48,60%	26,50%	30,90%	36,90%	9,10%	5,60%	51,70%	22,50%	40,00%	61,20%	71,00%	38,10%	13,30%	39,50%	36,00%	33,30%	22,90%	41,70%	24,70%
26	% Personne utilisant les services financiers informels	6,60%	0,00%	12,60%	0,00%	1,80%	5,80%	0,00%	0,00%	6,90%	0,00%	4,10%	6,70%	6,50%	8,50%	3,30%	0,00%	0,00%	25,00%	4,30%	5,00%	5,50%
Gestion de la santé sexuelle et reproductive SSR																						
27	% Personnes qui savent ce qu'est la SSR	34,20%	68,20%	48,60%	44,60%	32,70%	59,20%	40,90%	66,70%	27,60%	55%	71,40%	56,70%	45,20%	74,60%	73,30%	71,10%	62%	66,70%	70%	61,70%	49,30%
28	% Personnes disposant d'informations dont ils ont besoin sur la SSR	21,10%	2,30%	36,90%	38,60%	32,70%	25,20%	22,70%	38,90%	0%	45,20%	53,10%	36,70%	25,80%	61%	46,70%	52,60%	56%	50%	48,60%	45,80%	30,10%
29	% Personnes ayant utilisées au moins une méthode contraceptive au cours des six (06) derniers mois	32,90%	31,80%	45,00%	39,70%	36,30%	39,80%	22,70%	50,00%	17,20%	55,00%	34,70%	50,00%	38,70%	40,70%	0,00%	5,30%	34,00%	66,70%	31,40%	27,40%	27,80%



Royaume des Pays-Bas



30	% Femmes ayant utilisé une pilule contraceptive au cours des six (06) derniers mois	0,00%	0,00%	3,60%	1,20%	1,80%	3,90%	0,00%	0,00%	0,00%	0,00%	4,10%	0,00%	0,00%	5,90%	0,00%	0,00%	2,00%	8,30%	1,40%	1,70%	0,00%
31	% Femmes ayant utilisé un injectable comme méthode contraceptive au cours des six (06) derniers mois	13,20%	13,60%	2,70%	9,60%	3,60%	4,90%	4,50%	5,60%	0,00%	25,00%	6,10%	16,70%	0,00%	5,10%	0,00%	0,00%	2,00%	16,70%	0,00%	5,80%	1,40%
32	% Femmes ayant utilisé un implant comme méthode contraceptive au cours des six (06) derniers mois	2,60%	0,00%	10,80%	14,50%	9,10%	11,70%	4,50%	0,00%	10,30%	22,50%	8,20%	16,70%	12,90%	16,90%	0,00%	0,00%	10,00%	33,30%	0,00%	1,70%	2,70%
Violences basées sur le genre VBG																						
33	% Violences physiques subies par les femmes	51,30%	47,70%	91%	90,40%	81,80%	52,40%	63,60%	38,90%	48,30%	77,50%	73,50%	60%	58,10%	59,30%	40%	71,10%	80%	100%	60%	67,50%	53,40%
34	% Violences économiques subies par les femmes	17,10%	9,10%	27%	47%	49,10%	24,30%	18%	16,70%	48,30%	25%	18,40%	20%	12,90%	4,20%	0%	0%	16%	0%	20%	5,80%	0%
35	% Mutilations génitales subies par les femmes	6,60%	0%	17,10%	28,90%	32,70%	1%	0%	0%	0%	0%	20,40%	0%	19,40%	13,60%	3,30%	0%	24%	0%	2,90%	2,50%	0%

Source : CERFODES, 2022.

Annexe 8 : Répertoire des centres de formations professionnelles

A. Région du Centre Nord

Province	Commune	Dénomination du centre	Nom du Promoteur/Directeur	Contact du centre	Spécialités/Métiers	Suggestion de formation professionnelle porteuses à créer	Etat des infrastructures du centre	Observations
Sanmatenga		Association Nakoglebzanga Artisans du Sanmatenga	OUEDRAOGO Boureima	70 28 36 13	Coupe-couture, électricité bâtiment, maçonnerie, mécanique deux roues, plomberie	Maroquinerie, Energie-solaire	Besoin de réhabilitation	Renforcement des capacités
Sanmatenga		Association Tuum Tuumde (CHK/KAYA)	OUEDRAOGO Amado	70400458	Fabrication de grillage, imprimerie, informatique, menuiserie métallique, tricotage			
Bam	Kongoussi	Centre de Formation Professionnelle de Kongoussi (CFPK)	COULIBALY BEMA	78818327/70031709	Coupe-couture, mécanique deux roues			



Royaume des Pays-Bas



Namengtenga	Tougouri	Centre de Formation Professionnelle et Artisanal de Tougouri	Abbé Samuel ILBOUDO	70 62 62 45	Coupe-couture, peinture bâtiment, maçonnerie, teinture/tissage, menuiserie métallique, menuiserie bois, tricotage			
Bam		Centre de Formation Professionnelle Paul Janine DESTRES(CFPPJD)	OUEDRAOGO K. Boukaré	70 14 65 45/76415035	Coupe-couture			
Sanmatenga		Centre de Formation Professionnelle Saint Benoit Africain	Frère Maurice SAWADOGO	78 33 49 10	Coupe-couture, mécanique deux roues, maçonnerie, menuiserie métallique, menuiserie bois			
Namengtenga	Boulsa	Centre de Formation Professionnelle Saint Joseph de Boulsa	KADIOGO/DERME Assetou	71 91 60 10	Coiffure, coupe-couture, mécanique deux roues, menuiserie bois, menuiserie métallique, teinture/tissage	Electricité	Besoin de réhabilitation	Besoin d'augmentation des capacités d'accueil



Royaume des Pays-Bas



Sanmatenga	Kaya	Centre de Formation Professionnelle Sainte Monique de Kaya	Sœur Claire GUISSOU	71 05 55 66/ 72146776	Coiffure, coupe-couture			
Sanmatenga	Kaya	Centre d'Education Spécialisée et de Formation Béog koamba de Kaya	KOULA Abdoulaye Biiga	70 96 58 08	Coiffure, menuiserie bois			
Sanmatenga	CMM	Centre Municipal Multimédia CMM	ZABRE Saidou	70294851	Informatique			
Sanmatenga		Centre Régional de Formation Professionnelle/ANPE	SANOUE Christian	76 96 96 15	Coupe-couture, électricité bâtiment, mécanique automobile, mécanique deux roues, menuiserie bois, menuiserie métallique	Electricité	Besoin de réhabilitation	
Sanmatenga		Collectif des Maroquiniers	OUEDRAOGO Dominique	78840917	Maroquinerie			
Sanmatenga		Ecole des Métiers	SAWADOGO Salomon	70 27 67 95	Coupe-couture, maçonnerie			
Bam		ONG FRAN-GRAND HILFEC DIREKT	SAWADOGO Rasmané	70 14 66 17	Coupe-couture			

Bam		Organisation Faitière des Coopérations des Métiers d'Artisans Namangbzanga	NAGABILA Yacouba	70048181/68076770	Coupe-couture, mécanique deux roues, mécanique rurale, électricité bâtiment			
-----	--	--	------------------	-------------------	---	--	--	--

Source : CERFODES, 2022.

B. Région du Nord

Province	Commune	Dénomination du centre	Nom du Promoteur/Directeur	Contact du centre	Spécialités/Métiers	Suggestion de formation professionnelle porteuses à créer	Etat des infrastructures du centre	Observation
Passoré	La-Toden	Centre Social Tegaawende	YOUNGA Wendpinda Patricia	71682947	Coupe-couture, tissage		Besoin de réhabilitation	
Passoré	La-Toden	Centre de Formation Nabonswende	ZOANGA Halidou	76155236/60 68 65 32	Coupe-couture		Besoin de réhabilitation	
Passoré	Arbolé	Centre de Formation Nabonswende	ZOANGA Halidou	76155236/60 68 65 32	Coupe-couture, menuiserie bois			
Passoré	Yako	Maison Familiale Rurale de Yako	YELKOUNI Amos	70136554	Elevage, agriculture, menuiserie métallique			



Royaume des Pays-Bas



Passoré	Yako	Atelier de Confection et de Formation	OUEDRAOGO B Jean	24540167	Coupe-couture			
Passoré	Yako	Lucie Couture	SONDO Lucie Inès	70 26 41 72	Coupe-couture			
Passoré	Yako	Complexe d'Apprentissage et de Développement en Art et Artisanat de Yako	RABDO Hamidou	78537399	Coupe-couture, sérigraphie, calligraphie, modelage design, menuiserie métallique, menuiserie bois, maintenance électroménager, peinture, sculpture bois et métallique			
Passoré	Yako	Abel Style Design	Ily Abel	70 07 58 02	Coupe-couture			
Passoré	Yako	Centre de formation professionnelle Pawelgbuudu	Mme OUEDRAOGO/ TAPSOBA Juliette	70099688	Tissage Teinture		Besoin de réhabilitation	
Passoré	Yako	Centre de Formation et d'Apprentissage en Coupe-Couture	KABORE P André	75318531	Coupe-Couture			



Royaume des Pays-Bas



Passoré	Yako	Centre Privé de Formation Professionnelle Polyvalent Chalvi	SAWADOGO Pierre	76095819/79166487	Coupe-Couture			
Passoré	Yako	Centre de Formation Professionnelle Wend La Bangré	KOURAOGO Théodore	716830	Coupe-Couture			
Zandoma	Gourcy	Centre Sainte Anne de Gourcy	OUEDRAOGO Monique	70 19 23 83	Coupe-couture		Besoin de réhabilitation	
Zandoma	Gourcy	Atelier de Développement Mécanique Générale et Agricole	KINDO Iliassa	76124879/ 70 29 46 48	Construction métallique, mécanique générale			
Zandoma	Gourcy	Centre de Formation Professionnelle de Gourcy/ ANFP Gourcy	SANA Boureima	61611490	Coupe-Couture, Mécanique rurale; maçonnerie		Besoin de réhabilitation	
Zandoma	Gourcy	Centre de Formation Professionnelle Wend Rabo	GALBANE WONKONE Aminata	70314959	Coupe-Couture			
Zandoma	Gourcy	CEBNF de Tanmounouma	SAYAOGO Joseph	70150779	Mécanique Deux Roues			



Royaume des Pays-Bas



SOLIDAR
SUISSSE

LUTTER POUR UN MONDE ÉQUITABLE



AFLATOXIN
INTERNATIONAL

Yatenga	Ouahigouya	Centre Régional de Formation Professionnelle de Ouahigouya (CRFP/ANPE)	SANOU Toukolo	78411281	Menuiserie bois, mécanique deux roues, mécanique automobile, électricité bâtiment, maçonnerie, coupe-couture, dessin bâtiment,		Besoin de réhabilitation	
Yatenga	Ouahigouya	CEBNF de Bimbili	OUEDRAOGO Issou	70617969	Coupe- couture, Menuiserie bois; Mécanique deux roues			
Yatenga	Ouahigouya	CEBNF de Touzagué	OUEDRAOGO Abdoulaye	71877230	Coupe-couture, mécanique deux roues			
Yatenga	Ouahigouya	Centre de Formation des Handicapés Bang-Tuum	SAWADOGO Emmanuel	70101822	Tissage/teinture, menuiserie bois, menuiserie métallique, énergie solaire coiffure			
Yatenga	Ouahigouya	Centre de Formation et de Production Bassneré	KOUSSOUBE Noufou	70729793/ 24553771	Saponification, coupe-couture, menuiserie, bois, tissage,			



Royaume des Pays-Bas



					menuiserie métallique			
Yatenga	Ouahigouya	Centre de Formation Féminin Yaam la Touma	PODA/ZIDA Mariam	24550086/ 70055505	Coupe-couture		Besoin de réhabilitation	Le centre souffre d'une insuffisance des matériels didactiques, les machines à coudre... La capacité d'accueil est très limitée vu que la demande ne fait qu'augmenter d'année en année. Manque d'infrastructures wash adaptées au besoin des filles (menstrues).
Yatenga	Ouahigouya	Centre de Formation Grâce Couture	KABRE/ ZOURE Léocady	62480904	Coupe-couture			
Yatenga	Ouahigouya	Centre de Formation et d'Insertion Professionnelle (CFIP)	YAMEOGO W. Jonathan	70873248/ 24551242	Coupe-couture, construction métallique, maçonnerie, électricité bâtiment, menuiserie bois			



Royaume des Pays-Bas



Yatenga	Ouahigouya	Centre de Métiers du Complexe Educatif Zoodo	GOUBANI Saliph	51857570	Coupe-couture, mécanique automobile, mécanique deux roues, construction métallique Electricité bâtiment			
Yatenga	Seguenega	Association des Maisons Familiales Rurales de Seguenega		25 36 86 46/ 76056440	Elevage, agriculture, saponification			
Yatenga	Tangaye	Centre de Formation Agricole et Artisanale de Tangaye	MUSABIMANA Alexis	70425363/ 74374218	Agriculture, maçonnerie, coupe-couture, mécanique deux roues, électricité bâtiment			
Yatenga	Ouahigouya	Centre de Formation pour Handicapés /ECLA	OUEDRAOGO Amadé	70 39 56 51/24550740	Maroquinerie, confection des portes clés, recyclage de matière plastique		Besoin de réhabilitation	



Royaume des Pays-Bas



Yatenga	Ouahigouya	Association Professionnelle des Artisans de Ouahigouya (ASPAO)	OUEDRAOGO Antoine	70244279	Mécanique deux roues, menuiserie bois, menuiserie métallique, coupe couture, électricité bâtiment, mécanique automobile			
Yatenga	Ouahigouya	Centre Polyvalent de Formation de Ouahigouya	OUEDRAOGO Adama	70455077	Saponification, élevage, teinture/tissage, agroalimentaire, menuiserie, mécanique deux roues, coupe-couture, technique de maraichage			
Yatenga	Ouahigouya	Fédération Régionale des Artisans du Nord	OUEDRAOGO Mahamadi	70860061	Mécanique deux roues, coupe-couture, construction métallique, agroalimentaire, menuiserie bois			



Royaume des Pays-Bas



Passoré	Yako	Lucie Couture	Madame Sankara/ Sondo Lucie Ines	70264172	Coupe couture		Besoin de réhabilitation	
Passoré	yako	Atelier de confection et de formation (ACFOR)	Ouédraogo Basnewendé Jean	70722413	Coupe couture			
Passoré	Gomponsom	Centre de Formation Professionnelle TEGAWENDE	Madame Zida Angèle	70262514	coupe couture		Besoin de réhabilitation	

Source : CERFODES, 2022.

C. Région de l'Est

Province	Commune	Dénomination du centre	Nom du Promoteur/Directeur	Contact du centre	Spécialités/Métiers	Suggestion de formation professionnelle porteuses à créer	Etat des infrastructures du centre	Observations
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Professionnelle Grace du Gulmu	LANKOUADE P. Flora	70 64 93 50	Teinture/tissage		Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Professionnelle Gloria Coiffure	OUOBA Bolenti Awa	70 11 12 70	Coiffure	Produit forestier non ligneux		



Royaume des Pays-Bas



Gourma	Fada N'Gourma	Centre Régional de Formation Professionnelle (CRFP) de Fada/ANPE	BELEMSIGRI T. Roger	24 77 00 83 / 78157566	Plomberie, maçonnerie, mécanique deux roues, construction métallique, coupe-couture, mécanique automobile, électricité bâtiment			
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Professionnelle Belle Epine	KOADIMA Boukari	24 77 71 27 / 70224542	Coupe-couture, coiffure	Restauration	Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Professionnelle la Grace Divine	THIOMBIANO Safiatou	70 29 38 36	Coiffure		Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Professionnelle Emmanuel Couture Mixte	NAMOANO Lydia	70 38 05 50 / 78 08 01 25	Coupe-couture		Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Fada N'Gourma	TODIMANPUGINI	KOADIMA Boukari	24 77 71 27 / 70224542	Coupe-couture	Saponification	Besoin urgent de réhabilitation	



Royaume des Pays-Bas



Gourma	Fada N'Gourma	Banseli Coiffure de Fada	OUOBA Alimata	72 11 81 04	Coiffure		Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Yamba	Banseli Coiffure II de Yamba	OUOBA Alimata	7211 81 04	Coiffure			
Gourma	Fada N'Gourma	IKTHUS Couture	OUOBA Walenoyama	71 42 70 63	Coupe-couture	Menuiserie et Aluminium, Vitrerie		
Gourma	Fada N'Gourma	Dona-Confection	SOUBEIGA Donatien	71 42 70 63/ 70 31 16 36	Coupe-couture			
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Professionnelle INNOVA	TOGUYENI L. Edwige	70 72 96 57	Teinture/tissage		Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Tibga	Mécanique Wend-la-mita	NATAMA K. Denis	24774250/ 70337654	Mécanique deux roues	Réparation de téléphone portable et matériels électronique		
Gourma	Tibga	Centre de Formation Professionnelle de jeunes de Sainte Maria Goritti de TIBGA	Sr Elisabeth SOUBEIGA	70 30 07 82	Coupe-couture, coiffure			
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Promotion Rurale du Point Kilométrique 60	TAMINI Zoubabio	70 57 86 70 / 76 42 47 82	Agriculture	Energie solaire	Besoin urgent de réhabilitation	



Royaume des Pays-Bas



Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Coupe-couture Yempabou 2	THIOMBIANO Soanguipari	70 13 71 17	Coupe-couture			
Gourma	Fada N'Gourma	Centre d'Alphabétisation et de Formation Professionnelle des Jeunes Filles de Piégou	LOMPO Limaba	72 56 99 17	Coupe-couture		Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Professionnelle YIENOU Bani	THIOMBIANO Souanguipali	70 66 13 64	Teinture/tissage	Recyclage des déchets		
Gourma	Fada N'Gourma	Centre Kadiogo Multi Service	KADIOGO Adama	70 92 53 57	Menuiserie métallique		Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Professionnelle WEND LA SIDA	Mme SAWADOGO/ZALLE Risnata	70 64 89 43/ 70137117	Coupe-couture	Confection des grillages		
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Bassa Salifou et Frères	BASSA Salifou	70 32 08 96	Mécanique deux roues		Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Professionnelle Layabidi	THIOMBIANO Awa	70 33 34 78/ 70 32 08 96	Teinture/tissage		Besoin urgent de réhabilitation	



Royaume des Pays-Bas



Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Yenham	DABINI Adjima Esai	78 36 01 92	Coupe-couture	Froid et climatisation		
Gourma	Tibga	Couture Simpo Nabonswendé	NATAMA Bila	70 31 14 33/ 78 53 34 65	Coupe-couture			
Gourma	Fada N'Gourma	Menuiserie Nassouri Maurice et Frères	NASSOURI Maurice	70 25 79 54	Menuiserie bois	Tannage et confection	Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Fada N'Gourma	Idriss Couture	DIABRI Idrissa	78 38 23 75 / 76 53 27 28	Coupe-couture			
Gourma	Fada N'Gourma	Centre d'Apprentissage en Forge Soudure	TOMPOUDI D. Gabriel	70 25 91 10	Menuiserie métallique		Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Yempabou du Gulmu	THIOMBIONO Diassibo	70 74 01 98/ 78 36 01 92	Mécanique deux roues	Etuvage du riz pour les femmes de Diapangou et tibga par exemple		
Gourma	Fada N'Gourma	Yendabri	THIOMBIANO Koagri	70 22 41 53	Mécanique deux roues			
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation ATASCO	TANKOANO N. Victor	70 71 82 00 / 78 26 51 88	Coupe-couture	12.Séchage du poisson dans la gnagna, kompienga par exemple		



Royaume des Pays-Bas



Gourma	Fada N'Gourma	Abdoul Couture	DAHANI Abdoulaye	70 72 87 49	Coupe-couture		Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Fada N'Gourma	Menuiserie Meuble du Nougou	OUBA D. Casmir	24 77 09 50/ 70 72 96 13	Menuiserie bois	13.Boucherie moderne a bilanga	Besoin urgent de réhabilitation	
Gourma	Fada N'Gourma	Centre de Formation Coupe-couture Yempabou de Fada	THIOMBIANO Soanguimpari	70 13 71 17/ 79 04 00 97	Coupe-couture			
Gourma	Fada N'Gourma	Centre TOMOJEMA	TOMOJEMA M. Jean Marie	24 77 15 84/ 70 25 10 37	Menuiserie métallique	Pisciculture		
	Fada N'Gourma	Centre d'éducation et de formation professionnelle de Fada N'Gourma			Mécanique auto ; Coupecouture		Besoin urgent de réhabilitation	
Komandjari	Gayerie	Centre SONGUIPARI	TABOUDOU Yaya	70543945/ 78561802	Coupe-couture	Tapiserie		
Komandjari	Gayerie	Centre YEMPABOU	LANKOANDE Issouf	78471940 /70543849/ 76365700	Mécanique deux roues		Besoin urgent de réhabilitation	
Komandjari	Gayerie	Centre de Formation Professionnelle Féminin de Gayeri	LANKOANDE Nadège	70543755/ 79630594	Coupe-couture	Carrelage	Besoin urgent de réhabilitation	



Royaume des Pays-Bas



Komandjari	Gayerie	Centre de Formation Menuiserie Moderne de Gayeri (CFMMG)	DADJOARI Inoussa	70031296/ 78011098	Menuiserie bois		Besoin urgent de réhabilitation	
Komandjari	Gayerie	Centre de Formation et de Promotion Socio Economique de JFD de Gayeri	KYELEM W. Roland	24778006/ 70276909/ 78662428	Coupe-couture	Vulcanisation		
Komandjari	Gayerie	Centre Hamtchouri	COMBARY Taladi	78183692/ 72667348	Teinture/tissage		Besoin urgent de réhabilitation	
Komandjari	Gayerie	Centre de Formation Professionnelle la Grace Divine	TIABONDOU Bifanbedo	71374286/ 74635769	Coupe-couture	Infographie et sérigraphie		
Komandjari	Gayerie	Centre du Savoir Faire	LANKOANDE Edouard	70543745/ 78439801	Electricité bâtiment		Besoin urgent de réhabilitation	
Komandjari	Gayéri	Entreprise de construction moderne de gayéri (ECMG)	Ouali Kouna Francis		Ménuiserie (bois)			
Komandjari	Gayéri	Maison de la femme de Gayéri	Kodiari Naomie formateur		Coupe couture			
Komandjari	Gayéri	Atelier de mécanique (EBENEZER)	Lankoandé Adama		Mécanique moto			
Kompienga	Pama	Les perles du faso kompienga	Mme LABESSE LAMOUDI / YONLI		Coupe couture			



Royaume des Pays-Bas



Kompienga	Pama	Astou coifure	Yonli Jeanne		Coiffure		
Tapoa	Tambarga	David et frère	Koara David		Artisanant		
Tapoa	Tambarga	Natandia et frère	Sopama Natandia		Coupe couture		
Tapoa	Tambarga	Soufi Nani	Koadima Ali		Mécanique		
Kompienga	Pama	CFP/JOS.C.A.R	Sam Joseph		Coupe couture		
Kompienga	Pama	Tankoano et frère	Tankoano Lamourdia		Mécanique engins deux roue		
Tapoa	Kanchari	Atelier de mécanique	Coulidiati Diayombo		Mécanique		
Tapoa	Tansarga	SOUM ATELIER	Timbangou Yacouba	71 14 00 17	Soudure		
Tapoa	Tansarga	Atelier de mécanique	YOALI Herbert Hari	72 55 24 37	Mécanique		
Tapoa	Tansarga	Atelier de mécamique	Ouaba Salam	63 25 66 15	Mécanique		
Gourma	Fada	Centre de formation des acteurs de l'Education Non formelle	ONG TIN TUA		Didactique des disciplines. Aantrogique, Méthode bilingue		
Gourma	Diabo	Maison familiale rurale de Diabo	Thiombiano Roger		Agriculture, élevage, electricité, transformation des produits ligneux		Besoin urgent de réhabilitation



Royaume des Pays-Bas



Tapoa	Diapaga	Atelier souglimané	Lompo T. Marcel		Coupe couture		
Gourma	Diapangou	Atelier Mécanique Yemyabou	Lompo Tiampo		Mécanique moto		
Gourma	Diapangou	Atelier de construction métallique et d'équipement Agricole Dayamba Oumarou et fils (ACMEADOF)	Dayambo Oumarou		Construction métallique et forge		
Gourma	Diapangou	Hambo	Idani Eli		Electricité		
Gourma	Tibga	CFF/MG Centre de formation des filles Maria Goretti	Père Marcck Marzaleck		Coupe couture - Coiffure -cuisine		Besoin urgent de réhabilitation
Gourma	Tibga	Centre de formation mécanique Wend lamita de Tibga	Natama K Denis		Mécanique engins à deux roues		Besoin urgent de réhabilitation
Gourma	Diabo	CEBNEF			Coupe couture, génie civil, mécanique deux roue		Besoin urgent de réhabilitation
Gourma	Tibga	Couture Simpo Nabonswendé			Coupe couture		Besoin urgent de réhabilitation
Gourma	Gayéri	Centre d'éducation et de promotion sociale de Gayéri			Coupe couture		Besoin urgent de réhabilitation

Source : CERFODES, 2022.

D. Région du Sahel

Province	Commune	Dénomination du centre	Nom du Promoteur/Directeur	Contact du centre	Spécialités/Métiers	Suggestion de formation professionnelle porteuses à créer	Etat des infrastructures du centre	Observation
Séno	Dori	Centre de Promotion Rurale de Diomga (CPR Diomga)	OUEDRAOGO Dimtarba Daniel	70 11 70 80	Tissage, menuiserie bois, coupe-couture, menuiserie métallique, agriculture, élevage, saponification			
Séno	Dori	Agence nationale de Formation Professionnelle Sahel (ANFP) situé dans la ville de Dori			Coupe-couture, mécanique deux roues, menuiserie métallique, maçonnerie, mécanique auto, électricité et menuiserie bois.	Energie solaire et élevage	Besoin de réhabilitation	
Séno	Dori	Centre Social de l'Union Fraternelle des Croyants (CS/ UFC)	RAMDE François	24 46 06 55 / 70 71 67 99/70 24 87 69	Coupe-couture			



Royaume des Pays-Bas



Séno	Dori	Centre Régional de Formation Professionnelle (CRFP)/ANPE	KABORE Emmanuel	24 46 02 30/79 93 91 50	Coupe-couture, mécanique deux roues, menuiserie métallique, maçonnerie, mécanique automobile, électricité, menuiserie bois			
Séno	Dori	Centre de Formation Professionnelle Non Formelle Hoggo-Sammbowel (CFPNF/HS)	SANKARA Sibiri	70 04 37 41	Agriculture			
Séno	Dori	Centre Association Féminine Pamiral/Centre de Formation (CAFP/CF)	DIALLO Aïssa Hama	70 10 86 82	Saponification élevage, laiterie, teinture, maraichage			
Séno	Dori	Garage Teranga (GT)	DICKO Amadou Oumarou	75 69 52 05/70 23 28 10	Mécanique automobile	Energie solaire et élevage	Besoin de réhabilitation	Le centre du Garage Teranga a un problème de litige sur le site et présentement l'affaire est en justice



Royaume des Pays-Bas



Soum	Djibo	Centre de Promotion Sociale (CPS)	THIOMBIANO Nassandja	70 89 69 73/78 71 65 28	Coupe-couture, broderie			
Soum	Djibo	Centre de Promotion Sociale (CPS)	THIOMBIANO Nassandja	70 89 69 73/78 71 65 28	Coupe-couture, Broderie			
Oudalan	Gorom-Gorom	Centre du Groupement des Artisans Mixtes de Gorom-Gorom (Tougoust) (CGAMG)	ASSARID AG Wazamat dit Gotel	24 46 90 11/70 31 55 58	Maroquinerie, bijouterie, sculpture de bois, maçonnerie, menuiserie bois, cordonnier			
Oudalan	Gorom-Gorom	Centre Pauline Champagne pour la Formation au Métier (CPCFM)	ATTIKOU Leilata	70 68 54 55	Coupe-couture	Energie solaire et élevage	Besoin de réhabilitation	Le centre pauline champagne pour la formation au métier (CPCFM) de Gorom-Gorom n'est pas sur son site mais celui emprunte à l'action sociale

Source : CERFODES, 2022.

Annexe 9 : Présentation de quelques résultats de l'étude

Tableau 17 : Nombre d'entretiens individuels approfondis réalisés dans les quatre (04) régions

Cibles	Entretiens individuels approfondis prévus	Entretiens individuels approfondis réalisés
Mairie	08	8
Direction provinciale de la santé	04	1
Directions Régionales de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire	04	3
Directions provinciales de la Femme, de la Solidarité nationale, de la Famille et de l'Action humanitaire	04	3
Directions régionales de l'Agence Nationale pour la Formation Professionnelle (ANFP)	04	4
District sanitaire	04	1
Directions provinciales de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	04	3
Services décentralisés de l'éducation nationale, de l'alphabétisation et de la promotion des langues nationales	04	0
Directions régionales de la jeunesse, de l'emploi et de la formation professionnelle	04	3
Associations/ONG intervenant dans la zone	04	4
CCEB	02	3
Institutions de microfinance	06	4
CEFORE	02	1
Fonds nationaux (FASI)	02	1
ANPE	04	4
TOTAL	60	43

Source : CERFODES, 2021.



Tableau 18 : Nombre de focus groups réalisés dans les quatre (04) régions

Régions	Provinces	Communes	Focus group auprès des populations hôtes de 15 à 35 ans			Focus group auprès des populations déplacées internes de 15 à 35 ans			TOTAL GENERAL	Nombre de participants
			Hommes	Femmes	Total	Hommes	Femmes	Total		
Centre Nord	Namentenga	Boulsa (CU)	00	01	01	00	00	00	01	08
		Zéguédéguin (CR)	00	00	00	01	00	01	01	07
	Sanmatenga	Kaya (CU)	00	00	00	00	01	01	01	12
		Boussouma (CR)	00	01	01	00	00	00	01	12
		Korsimoro (CR)	01	00	01	00	01	01	02	18
Est	Gourma	Fada N'gourma (CU)	00	01	01	01	00	01	02	19
		Diabo (CR)	01	00	01	00	01	01	02	14
		Tibga (CR)	00	01	01	00	01	01	02	14
Nord	Passoré	Yako (CU)	00	01	01	00	00	00	01	08
		Arbollé (CR)	01	00	01	00	00	00	01	08
		Bokin (CR)	00	00	00	01	00	01	01	10
	Yatenga	Ouahigouya (CU)	00	00	00	00	01	01	01	11
		Kalsaka (CR)	00	00	00	00	01	01	01	10
		Séguénéga (CR)	00	01	01	00	00	00	01	11
Sahel	Oudalan	Gorom Gorom (CU)	00	01	01	01	00	01	02	13
	Séno	Dori (CU)	01	00	01	00	01	01	02	20
		Bani (CR)	00	01	01	00	01	01	02	20
TOTAL			04	08	12	04	08	12	24	215

Source : CERFODES, 2021.

Tableau 19 : Répartition des enquêtés par région et statuts

Régions	Provinces	Communes	Populations hôtes de 15 à 35 ans									Populations déplacées internes de 15 à 35 ans									TOTAL GENERAL
			Hommes				Femmes				Total	Hommes				Femmes				Total	
			15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-35ans	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-35ans		15-19 ans	20-24 ans	25-29ans	30-35 ans	15-19 ans	20-24 ans	25-29 ans	30-35 ans		
Centre Nord	Namentenga	Boulsa (CU)	2	6	4	1	12	5	5	11	46	6	2	0	4	8	0	7	3	30	76
		Zéguédéguin (CR)	1	0	2	1	9	0	1	1	15	1	5	3	0	5	1	5	9	29	44
	Sanmatenga	Kaya (CU)	10	7	3	5	13	17	19	11	85	5	1	3	0	4	3	6	4	26	111
		Boussouma (CR)	2	3	2	2	8	15	3	16	51	3	3	0	1	11	5	5	4	32	83
		Korsimoro (CR)	2	3	2	3	7	8	6	4	35	2	1	0	2	4	3	3	5	20	55
Est	Gourma	Fada N'gourma (CU)	2	9	8	3	8	17	13	10	70	3	0	1	4	3	7	8	7	33	103
		Diabo (CR)	2	2	2	0	10	2	2	2	22	0	0	0	0	0	0	0	0	0	22
		Tibga (CR)	0	0	2	3	4	3	2	4	18	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18
	Komandjari	Gayéri (CU)	4	3	0	1	11	4	3	3	29	0	0	0	0	0	0	0	0	0	29
Nord	Loroum	Titao (CU)	2	2	3	5	6	7	9	6	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40
	Passoré	Yako (CU)	1	11	4	0	7	8	12	6	49	0	0	0	0	0	0	0	0	0	49
		Arbollé (CR)	1	2	1	5	7	9	3	2	30	0	0	0	0	0	0	0	0	0	30
		Bokin (CR)	0	3	3	3	4	9	5	4	31	0	0	0	0	0	0	0	0	0	31
	Yatenga	Ouahigouya (CU)	6	9	5	4	11	13	21	16	85	2	2	4	3	3	10	4	5	33	118

		Kalsaka (CR)	3	4	0	2	4	5	8	4	30	0	0	0	0	0	0	0	0	30	
		Séguénéga (CR)	1	3	4	3	3	9	11	4	38	0	0	0	0	0	0	0	0	38	
	Zandoma	Gourcy (CU)	2	4	7	2	9	14	5	7	50	0	0	0	0	0	0	0	0	50	
		Bassi (CR)	0	0	2	1	0	4	1	4	12	0	0	0	0	0	0	0	0	12	
Sahel	Oudalan	Gorom Gorom (CU)	2	7	1	1	5	5	2	3	26	0	1	2	10	4	8	10	9	44	70
	Séno	Dori (CU)	1	7	5	7	12	17	9	11	69	2	3	2	7	2	7	15	13	51	120
		Bani (CR)	1	2	3	4	5	3	7	8	33	5	2	2	2	10	2	9	8	40	73
TOTAL			45	87	63	56	155	174	147	137	864	29	20	17	33	54	46	72	67	338	1202

Source : CERFODES, 2021.

Tableau 20 : Répartition du nombre d'individus à enquêter par commune

Régions	Provinces	Communes	Garçons et des filles de 13 ans à 15 ans dans les écoles du post-primaire	Garçons et filles de 15 ans à 24 ans dans les écoles du secondaire	Garçons et filles de 15 à 35 ans dans les centres de formations professionnels	Filles et femmes du secteur informel de 15 à 35 ans dans les marchés ou "yaar"	TOTAL GENERAL
Centre Nord	Namentenga	Boulsa (CU)	4	4	4	4	16
		Zéguédéguin (CR)	4	4	4	4	16
	Sanmatenga	Kaya (CU)	4	4	4	4	16
		Boussouma (CR)	4	4	4	4	16
		Korsimoro (CR)	4	4	4	4	16



Royaume des Pays-Bas



Est	Gourma	Fada N'gourma (CU)	4	4	4	4	16
		Diabo (CR)	4	4	4	4	16
		Tibga (CR)	4	4	4	4	16
	Komandjari	Gayéri (CU)	4	4	4	4	16
Nord	Loroum	Titao (CU)	4	4	4	4	16
	Passoré	Yako (CU)	4	4	4	4	16
		Arbollé (CR)	4	4	4	4	16
		Bokin (CR)	4	4	4	4	16
	Yatenga	Ouahigouya (CU)	4	4	4	4	16
		Kalsaka (CR)	4	4	4	4	16
		Séguénéga (CR)	4	4	4	4	16
	Zandoma	Gourcy (CU)	4	4	4	4	16
		Bassi (CR)	4	4	4	4	16
	Sahel	Oudalan	Gorom Gorom (CU)	4	4	4	4	16
Séno		Dori (CU)	4	4	4	4	16
		Bani (CR)	4	4	4	4	16
TOTAL			84	84	84	84	336

Source : CERFODES, 2022.

Note : Actuellement, certaines communes dans la liste proposée sont inaccessibles compte tenu de la situation sécuritaire (Titao, Gayéri et Gorom Gorom). Ces dites communes pourront être remplacées et leurs quotas seront affectés aux autres communes accessibles.